

Publications périodiques

Comptes annuels

Compte de résultat du Groupe Volkswagen Bank GmbH

En millions d'€	Note	1 ^{er} jan. – 31 déc. 2018	1 ^{er} jan. – 31 déc. 2017	Évolution en pourcentage
Produits d'intérêts provenant des contrats de prêt et des valeurs mobilières négociables	19	1 372	1 427	– 3,9
Produits des contrats de location		6 470	2 641	145,0
Amortissements, pertes de valeur et autres charges provenant des contrats de location		– 5 209	– 2 099	148,2
Produit net provenant des contrats de location	20	1 261	542	132,7
Charges d'intérêts	21	– 366	– 226	61,9
Produits provenant des contrats de service		160	85	88,2
Charges provenant des contrats de service		– 120	– 66	81,8
Produit net provenant des contrats de service	22	40	19	110,5
Provision pour risques de crédit	8, 23	– 94	150	– 162,7
Commissions (produits)		224	291	– 23,0
Commissions (charges)		– 400	– 304	31,6
Produit net provenant des commissions	24	– 176	– 13	1 253,8
Résultat net des opérations de couverture	8, 25	12	– 12	– 200,0
Résultat net lié aux instruments financiers évalués à la juste valeur et à la décomptabilisation des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	26	48	3	1 500,0
Charges générales et d'administration	27	– 933	– 916	1,9
Autres produits d'exploitation		452	335	34,9
Autres charges d'exploitation		– 666	– 315	111,4
Montant net des autres produits/charges d'exploitation	28	– 213	20	– 1 165,0
Bénéfice d'exploitation		952	994	– 4,2
Part des bénéfices et des pertes des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		23	29	– 20,7
Gain ou perte net(te) sur les actifs financiers divers	29	8	13	– 38,5
Autres gains ou pertes financiers	30	– 4	– 44	– 90,9
Bénéfice avant impôt		978	992	– 1,4
Impôt sur les bénéfices	6, 31	– 275	– 336	– 18,2
Résultat des activités poursuivies, net d'impôt		703	656	7,2
Résultat des activités abandonnées, net d'impôt		–	–	–
Bénéfice après impôt		703	656	7,2
Bénéfice après impôt attribuable à l'associé unique		703	656	7,2

1 Chiffre de l'exercice précédent ajusté comme indiqué dans le cadre des informations relatives aux modifications apportées à la présentation du compte de résultat, à la section « Ajustement des chiffres de l'exercice précédent ».

Etat du résultat global du Groupe Volkswagen Bank GmbH

En millions d'€	Note	1 ^{er} jan. – 31 déc. 2018	1 ^{er} jan. – 31 déc. 2017
Bénéfice après impôt		703	656
Réévaluations des plans de retraite comptabilisées dans les autres éléments du résultat global			
Réévaluations des plans de retraite comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, avant impôt		- 5	- 15
Impôts différés relatifs aux réévaluations des plans de retraite comptabilisées dans les autres éléments du résultat global		2	5
Réévaluations des plans de retraite comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, nettes d'impôt		- 3	- 11
Évaluation à la juste valeur des autres participations et des valeurs mobilières (instruments de capitaux propres) qui ne seront pas reclassées dans le compte de résultat, montant net d'impôt		1	-
Part des autres éléments du résultat global des investissements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence (equity), qui ne seront pas reclassés dans le compte de résultat, nette d'impôt		0	0
Éléments qui ne seront pas reclassés dans le compte de résultat		- 2	- 11
Différences de change constatées lors de la conversion des activités étrangères			
Pertes/gains sur conversions monétaires comptabilisés dans les autres éléments du résultat global		- 45	44
Transferts vers le compte de résultat		-	-
Différences de change constatées lors de la conversion des activités étrangères, avant impôt		- 45	44
Impôts différés relatifs aux différences de change constatées lors de la conversion des activités étrangères		-	-
Différences de change constatées lors de la conversion des activités étrangères, nettes d'impôt		- 45	44
Opérations de couverture	8		
Changements de juste valeur comptabilisés dans les autres éléments du résultat global (OCI I)		7	0
Transferts vers le compte de résultat (OCI I)		- 6	0
Couvertures de flux de trésorerie (OCI I), montant avant impôt		1	0
Impôts différés liés aux couvertures de flux de trésorerie (OCI I)	6, 31	0	0
Couvertures de flux de trésorerie (OCI I), montant net d'impôt		1	0
Changements de juste valeur comptabilisés dans les autres éléments du résultat global (OCI II)		-	-
Transferts vers le compte de résultat (OCI II)		-	-
Couvertures de flux de trésorerie (OCI II), montant avant impôt		-	-
Impôts différés liés aux couvertures de flux de trésorerie (OCI II)		-	-
Couvertures de flux de trésorerie (OCI II), montant net d'impôt		-	-
Évaluation à la juste valeur des valeurs mobilières et des créances (instruments de créance) qui pourraient être reclassées dans le compte de résultat			
Variations de la juste valeur comptabilisées dans les autres éléments du résultat global		- 2	- 24
Transferts vers le compte de résultat		0	- 3
Évaluation à la juste valeur des valeurs mobilières et des créances (instruments de créance) qui pourraient reclassées dans le compte de résultat, montant avant impôt		- 2	- 27
Impôts différés liés à l'évaluation à la juste valeur des valeurs mobilières et des créances (instruments de créance) comptabilisées dans les autres éléments du résultat global		0	9
Évaluation à la juste valeur des valeurs mobilières et des créances (instruments de créance) qui pourraient être reclassées dans le compte de résultat, montant net d'impôt		- 2	- 18
Part des autres éléments du résultat global des investissements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence qui pourraient être reclassés dans le compte de résultat, nette d'impôt		-	-
Éléments qui pourraient être reclassés dans le compte de résultat		- 46	25
Autres éléments du résultat global, avant impôt		- 49	1
Impôts différés relatifs aux autres éléments du résultat global		2	13
Autres éléments du résultat global, nets d'impôt		- 47	14
Résultat global total		656	670
Résultat global total attribuable à l'associé unique		656	670

Bilan du Groupe Volkswagen Bank GmbH

En millions d'€	Note	31 déc. 2018	31 déc. 2017	Évolution en pourcentage
Actifs				
Réserve de liquidités	7, 33	1 858	1 866	– 0,4
Prêts consentis aux banques et créances sur les banques	8	661	970	– 31,9
Prêts consentis à la clientèle et créances sur la clientèle attribuables				
aux financements accordés à la clientèle		29 882	28 032	6,6
aux financements accordés aux concessionnaires		12 162	12 430	– 2,2
à l'activité de location		18 829	18 858	– 0,2
aux autres prêts et créances		4 270	5 592	– 23,6
Total des prêts consentis à la clientèle et des créances sur la clientèle	8, 34	65 143	64 912	0,4
Instruments financiers dérivés	8, 35	257	289	– 11,1
Valeurs mobilières négociables	8, 36	3 359	2 509	33,9
Coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	37	216	197	9,6
Actifs financiers divers	9, 37	12	3	300,0
Immobilisations incorporelles	10, 38	40	48	– 16,7
Immobilisations corporelles	11, 39	20	25	– 20,0
Actifs donnés en location	13, 40	5 491	5 426	1,2
Immeubles de placement	13, 40	1	1	0,0
Actifs d'impôts différés	6, 41	1 642	1 497	9,7
Actifs d'impôts courants	6	45	53	– 15,1
Autres actifs	42	1 370	952	43,9
Actifs détenus en vue de la vente	43	2 928	–	–
Total		83 042	78 747	5,5

En millions d'€	Note	31 déc. 2018	31 déc. 2017	Évolution en pourcentage
Passif				
Passifs envers les banques	14, 45	8 898	8 032	10,8
Passifs envers la clientèle	14, 45	39 602	41 066	– 3,6
Obligations, effets de commerce émis	46, 47	16 868	13 446	25,4
Instruments financiers dérivés	8, 48	214	277	– 22,7
Provisions	15, 16, 49	536	564	– 5,0
Passifs d'impôts différés	6, 50	1 657	1 502	10,3
Passifs liés aux impôts courants	6	184	210	– 12,4
Autres passifs	51	699	629	11,1
Capital subordonné	47, 52	2 103	1 721	22,2
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente (IFRS 5)	56	639	–	–
Capitaux propres	54	11 639	11 301	3,0
Capital souscrit		318	318	0,0
Réserves de capital		8 531	8 531	0,0
Bénéfices non distribués		3 006	2 622	14,6
Autres réserves		–216	–171	26,3
Total		83 042	78 747	5,5

État des variations des capitaux propres du Groupe Volkswagen Bank GmbH

En millions d'€	AUTRES RESERVES									Total des capitaux propres
	Transactions de couverture					Investissements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence				
	Capital souscrit	Réserves de capital	Bénéfices non distribués	Conversion de devises	Couvertures de flux de trésorerie (OCI I) s	Coûts différés des Instruments de couverture (OCI II)	Capitaux propres et Instruments de créances	Participations ne donnant pas le contrôle		
Au 1 ^{er} jan. 2017	318	6 026	826	– 54	0	–	40	–	–	7 156
Bénéfice après impôt	–	–	656	–	–	–	–	–	–	656
Autres éléments du résultat global, nets d'impôt	–	–	– 11	44	0	–	– 18	0	–	14
Résultat global total	–	–	645	44	0	–	– 18	0	–	670
Augmentations de capital	–	2 505	–	–	–	–	–	–	–	2 505
Transfert de bénéfice à VolkswagenAG ¹	–	–	– 489	–	–	–	–	–	–	– 489
Autres changements	–	–	1 639	– 180	–	–	– 1	–	–	1 458
Au 31 déc. 2017	318	8 531	2 622	– 191	0	–	20	0	–	11 301
Solde avant ajustement au 1 ^{er} jan. 2018	318	8 531	2 622	– 191	0	–	20	0	–	11 301
Changement de traitement comptable résultant d'IFRS 9	–	–	– 111	–	–	–	– 1	–	–	– 113
Au 1 ^{er} jan. 2018	318	8 531	2 510	– 191	0	–	19	0	–	11 188
Bénéfice après impôt	–	–	703	–	–	–	–	–	–	703
Autres éléments du résultat global, nets d'impôt	–	–	– 3	– 45	1	–	0	0	–	– 47
Résultat global total	–	–	700	– 45	1	–	0	0	–	656
Augmentations de capital	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transfert de bénéfice à VolkswagenAG ¹	–	–	– 204	–	–	–	–	–	–	– 204
Autres changements	–	0	–	–	–	–	–	–	–	0
Au 31 déc. 2018	318	8 531	3 006	– 235	1	–	18	0	–	11 639

1 Les chiffres indiquent la part du bénéfice de HGB attribuable à Volkswagen AG.

De plus amples informations relatives aux capitaux propres figurent dans la note 54.

Etat des flux de trésorerie du Groupe Volkswagen Bank GmbH

En millions d'€	1 ^{er} jan. – 31 déc. 2018	1 ^{er} jan. – 31 déc. 2017
Résultat après impôt	703	656
Amortissements, pertes de valeur et reprises de pertes de valeur	984	311
Variation des provisions	– 23	117
Variation des autres éléments sans effet sur la trésorerie	320	81
Gain/perte constaté(e) lors de la cession d'actifs financiers et d'immobilisations corporelles	0	0
Charges d'intérêts nets et dividendes perçus	– 2.041	– 1.666
Autres ajustements	8	3
Variation des prêts consentis aux banques et des créances sur les banques	304	1.065
Variation des prêts consentis à la clientèle et des créances sur la clientèle	– 3.131	– 4.605
Variation des actifs donnés en location	– 1.541	– 1.013
Variation des autres actifs liés aux activités opérationnelles	– 506	– 104
Variation des passifs envers les banques	1.084	2.229
Variation des passifs envers la clientèle	– 762	– 2.438
Variation des obligations et effets de commerce émis	3.650	1.472
Variation des autres passifs liés aux activités opérationnelles	94	72
Intérêts perçus	2.399	1.887
Dividendes perçus	8	13
Intérêts versés	– 366	– 234
Versements au titre de l'impôt sur les bénéfices	– 216	– 88
Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles	968	– 2.242
Produits de la cession d'immeubles de placement	–	–
Acquisition d'immeubles de placement	–	–
Produits de la cession de filiales et de coentreprises	0	0
Acquisition de filiales et de coentreprises	– 9	– 211
Produits de la cession d'autres actifs	1	0
Acquisition d'autres actifs	– 17	– 13
Variation des placements en valeurs mobilières négociables	– 870	839
Flux de trésorerie générés par les opérations d'investissement	– 895	615
Produits des variations du capital	–	2.505
Distribution/transfert de bénéfices à l'associé unique	– 489	– 414
Variation des fonds de trésorerie liée au capital subordonné	409	– 59
Flux de trésorerie générés par les opérations de financement	– 80	2.032
Trésorerie et équivalents de trésorerie au terme de l'exercice précédent	1.866	1.457
Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles	968	– 2.242
Flux de trésorerie générés par les opérations d'investissement	– 895	615
Flux de trésorerie générés par les opérations de financement	– 80	2.032
Effet des variations de taux de change	– 1	4
Trésorerie et équivalents de trésorerie au terme de l'exercice	1.858	1.866

Des observations sur l'état des flux de trésorerie figurent à la note 67.

Notes relatives aux états financiers consolidés du Groupe Volkswagen Bank GmbH au 31 décembre 2018

Informations générales

Volkswagen Bank GmbH est une société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung, GmbH) de droit allemand dont le siège est sis Gifhorner Strasse, Braunschweig (Allemagne) et immatriculée au registre des sociétés de Braunschweig sous le numéro HRB 1819.

La Société a pour objet le développement, la vente et la gestion, en Allemagne et à l'étranger, de services financiers internes et externes ayant pour objet de soutenir l'activité de Volkswagen AG et des sociétés apparentées à celle-ci.

Volkswagen AG (Wolfsburg) est l'unique associé de la société mère du Groupe Volkswagen Bank GmbH. Volkswagen AG, et Volkswagen Bank GmbH ont conclu un accord de transfert de contrôle et de résultat.

Les états financiers annuels des sociétés intégrées au Groupe Volkswagen Bank GmbH sont intégrés aux états financiers consolidés de Volkswagen AG (Wolfsburg) qui sont publiés au journal officiel de la République fédérale d'Allemagne (édition électronique) et sur le Registre des sociétés.

Présentation

Volkswagen Bank GmbH a établi ses états financiers consolidés au 31 décembre 2018 selon les normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards, IFRS), telles qu'adoptées par l'Union européenne (UE), et selon les interprétations du Comité d'interprétation des IFRS ainsi qu'en conformité avec les règles complémentaires définies à l'article 315e(1) du Code de commerce allemand (Handelsgesetzbuch, HGB). L'ensemble des normes IFRS publiées par le Conseil des normes comptables internationales (International Accounting Standards Board, IASB) jusqu'au 31 décembre 2018, dont l'application était obligatoire au cours de l'exercice 2018 au sein de l'UE, ont été prises en compte dans ces états financiers consolidés.

Outre le compte de résultat, l'état du résultat global et le bilan, les états financiers consolidés établis selon les normes IFRS comprennent l'état des variations des capitaux propres, l'état des flux de trésorerie et les notes. Le rapport séparé portant sur les risques liés aux évolutions futures (rapport sur les opportunités et les risques établi conformément à l'article 315(1) du Code de commerce allemand (HGB)) est contenu dans le rapport de gestion combiné, pages 20 – 37. Ce rapport contient les informations d'ordre qualitatif requises en vertu de la norme IFRS 7 quant à la nature et à l'étendue des risques liés aux instruments financiers.

Toutes les estimations et les hypothèses nécessaires à des fins de comptabilisation et d'évaluation en vertu des normes IFRS ont été produites conformément à la norme applicable. Elles sont actualisées en permanence et fondées sur l'expérience et d'autres facteurs tels que les événements dont on s'attend raisonnablement à ce qu'ils se produisent à l'avenir eu égard aux circonstances. Lorsque des estimations significatives ont été nécessaires les hypothèses retenues par la Banque sont expliquées dans les notes relatives aux estimations et aux hypothèses de la Direction.

La Direction a achevé la préparation de ces états financiers consolidés le 19 février 2019. Cette date a marqué la fin de la période au cours de laquelle des événements postérieurs à l'exercice considéré ont donné lieu à des ajustements comptables.

Évènements significatifs

À effet du 28 septembre 2018, la filiale Volkswagen Bank Polska S.A. (Varsovie) a fusionné avec Volkswagen Bank GmbH. Depuis lors, l'activité exercée en Pologne l'a été dans le cadre de la nouvelle succursale établie dans ce pays.

D'autres évolutions se produiront au cours des prochaines années parmi les filiales internationales implantées au sein de l'Espace économique européen, en vue de la mise en place de la structure finale visée.

Ajustement des chiffres de l'exercice précédent

La structure du compte de résultat établi par le Groupe Volkswagen Bank GmbH a été modifiée afin d'accroître la transparence de l'information relative aux performances du Groupe, dans le cadre des changements volontairement apportés aux méthodes comptables. Sont à noter en particulier l'introduction d'un sous-total en ce qui concerne le résultat d'exploitation, la présentation des produits et des charges liés aux activités de service en tant que postes distincts dans le compte de résultat et, dans le cadre de la mise en application d'IFRS 9, la comptabilisation des gains et des pertes provenant de l'évaluation des instruments financiers dans le cadre des nouveaux postes du compte de résultat intitulés « Gain ou perte net(te) sur opérations de couverture » et « Gain ou perte net(te) sur instruments financiers évalués à la juste valeur et constaté(e) lors de la décomptabilisation des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ».

Le tableau suivant présente un rapprochement des chiffres comparatifs de l'exercice précédent entre l'ancienne présentation du compte de résultat et la nouvelle, divisé en plusieurs colonnes, en fonction du motif du changement.

**AJUSTEMENT DE LA PRÉSENTATION
CORRESPONDANT AUX ÉLÉMENTS
SUIVANTS :**

Ancienne présentation	1 ^{er} jan. - 31 déc. 2017 avant ajustement	Reprises de provisions	Contrats de service	Autres ajustements	1 ^{er} jan. - 31 déc. 2017 après ajustement	Présentation modifiée
Produits d'intérêts provenant des contrats de prêt avant provision pour risques de crédit	1 429	—	—	— 3	1 427	Produits d'intérêts provenant des contrats de prêt et des valeurs mobilières négociables
Produits provenant des contrats de location et de service	2 726	—	— 85	—	2 641	Produits des contrats de location
Charges provenant des contrats de location et de service	— 1 733	—	— 366	—	— 2 099	Amortissements, pertes de valeur et autres charges provenant des contrats de location
Amortissements et pertes de valeur des actifs donnés en location et des immeubles de placement	— 432	—	432	—	—	
Produit net provenant des contrats de location avant provision pour risques de crédit	561	—	— 19	—	542	Produits nets provenant des contrats de location
	— 234	—	—	8	— 226	Charges d'intérêts
	—	—	85	—	85	Produits provenant des contrats de service
	—	—	— 66	—	— 66	Charges provenant des contrats de service
	—	—	19	—	19	Produit net provenant des contrats de service
Produit net provenant des contrats de prêt et de location avant provision pour risques de crédit	1 756	—	—	—	—	
Provision pour risques de crédit liée à l'activité de prêt et de location	150	—	—	—	150	Provision pour risques de crédit
Produit net provenant des contrats de prêt et de location après provision pour risques de crédit	1 907	—	—	—	—	
Commissions (produits)	291	—	—	—	291	Commissions (produits)
Commissions (charges)	— 328	24	—	—	— 304	Commissions (charges)
Produit net provenant des commissions	— 37	24	—	—	— 13	Produit net provenant des commissions
Gain/perte net(te) constaté(e) lors de l'évaluation des instruments financiers dérivés et des éléments couverts	— 48	—	—	48	—	
	—	—	—	— 12	— 12	Résultat des transactions de couverture
	—	—	—	3	3	Gain ou perte net(te) sur instruments financiers évalués à la juste valeur et constaté(e) lors de la décomptabilisation des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global
Part des bénéfices et des pertes des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	29	—	—	— 29	—	
Gain/Perte net(te) sur les valeurs mobilières négociables et les actifs financiers divers	16	—	—	— 16	—	
Charges générales et d'administration	— 931	15	—	1	— 916	Charges générales et d'administration
Autres produits d'exploitation	374	— 39	—	0	335	Autres produits d'exploitation
Autres charges d'exploitation	— 317	—	—	2	— 315	Autres charges d'exploitation

**AJUSTEMENT DE LA PRÉSENTATION
CORRESPONDANT AUX ÉLÉMENTS
SUIVANTS :**

Ancienne présentation	1 ^{er} jan. - 31 déc. 2017 avant ajustement	Reprises de provisions	Contrats de service	Autres ajustements	1 ^{er} jan. - 31 déc. 2017 après ajustement	Présentation modifiée
						Montant net des autres produits/charges
Montant net des autres produits/charges d'exploitation	57	- 39	-	2	20	d'exploitation
		-	-	-	994	Bénéfice/perte d'exploitation
	-	-	-	29	29	Part des bénéfices et des pertes des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence
	-	-	-	13	13	Gain ou perte net(te) sur les actifs financiers divers
	-	-	-	- 44	- 44	Autres gains ou pertes financiers
Résultat avant impôt	992	-	-	-	992	Résultat avant impôt
Impôt sur les bénéfices	- 336	-	-	-	- 336	Impôt sur les bénéfices
Résultat des activités poursuivies, net d'impôt	656	-	-	-	656	Résultat des activités poursuivies, net d'impôt
Résultat des activités abandonnées, net d'impôt	-	-	-	-	-	Résultat des activités abandonnées, net d'impôt
Résultat après impôt	656	-	-	-	656	Résultat après impôt
Résultat après impôt attribuable à l'associé unique	656	-	-	-	656	Résultat après impôt attribuable à l'associé unique

Les fondements des changements apportés à la présentation du compte de résultat sont exposés dans le tableau ci-après.

Fondement de la colonne de rapprochement	<p>Descriptif</p> <p>Mise en œuvre d'un changement volontairement apporté aux méthodes comptables, ainsi que l'autorise IAS 8 (14b), afin d'améliorer la présentation des produits provenant des reprises de provisions et de charges à payer.</p> <p>Jusqu'à l'exercice 2018, les produits provenant des reprises de provisions et de charges à payer n'étaient comptabilisés que dans le cadre des autres produits d'exploitation. À compter de l'exercice 2018, certains des produits provenant des reprises de provisions et de charges à payer sont comptabilisés sous les postes « Amortissements, pertes de valeur et autres charges provenant des contrats de location », « Commissions » et « Charges générales et d'administration » du compte de résultat, sous lesquels les provisions correspondantes avaient été comptabilisées au titre des exercices précédents. La reclassification des produits provenant des reprises de provisions et de charges à payer améliore la présentation du compte de résultat du Groupe Volkswagen Bank GmbH. Les chiffres de l'exercice précédent ont été retraités en conséquence.</p>
Reprises de provisions	<p>Mise en œuvre d'un changement volontairement apporté aux méthodes comptables, ainsi que l'autorise IAS 8 (14b), afin d'améliorer la présentation du montant net des produits/charges provenant des contrats de service.</p> <p>a) Le montant net des produits/charges provenant des contrats de service était précédemment intégré au compte de résultat sous le poste « Produits nets provenant des contrats de location avant provision pour risques de crédit ». Compte tenu du fait que les contrats de service ne sont pas uniquement conclus en relation avec des contrats de location, les produits/charges correspondants sont désormais présentés séparément sous les postes « Produits provenant des contrats de service » et « Charges provenant des contrats de service ».</p> <p>b) En conséquence de la séparation du montant net des produits/charges provenant des contrats de service, les charges provenant des contrats de location, antérieurement comptabilisées sous le poste « Charges provenant des contrats de location et de service », peuvent à présent être associées à celles correspondant à l'amortissement des actifs donnés en location et des immeubles de placement et aux pertes de valeur de ces actifs et de ces immeubles, sous un nouveau poste du compte de résultat intitulé « Amortissements, pertes de valeur et autres charges provenant des contrats de location », ce qui améliore la présentation du produit net provenant des contrats de location comme celle des autres postes de produits nets figurant dans le compte de résultat.</p>
Contrats de service	<p>Mise en œuvre d'un changement volontairement apporté aux méthodes comptables, ainsi que l'autorise IAS 8 (14b), afin d'améliorer la présentation du montant net des produits/charges provenant des activités opérationnelles, en tant que sous-total intitulé « Résultat d'exploitation ».</p> <p>Les montants nets des produits/charges et des gains/pertes qui ne sont pas rattachés au résultat d'exploitation ou aux postes existants intitulés « Part des bénéfices et des pertes des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence » ou « Gain ou perte net(te) sur les actifs financiers divers », ont été comptabilisés sous le nouveau poste « Autres gains ou pertes financiers ».</p>
Autres ajustements	

Effets des normes IFRS nouvelles et révisées

Volkswagen Bank GmbH a appliqué l'ensemble des normes d'information financière adoptées par l'UE et dont l'application était obligatoire à compter de l'exercice.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, il est obligatoire d'appliquer les amendements à IAS 40 Immeubles de placement, qui apportent des éclaircissements sur la question de savoir si un immeuble s'inscrit ou ne s'inscrit plus dans le champ d'application d'IAS 40.

En outre, les amendements apportés à IFRS 1 et à IAS 28, publiés par l'International Accounting Standards Board dans le cadre de l'amélioration des Normes internationales d'information financière (Projet d'amélioration annuel 2016), sont applicables. Les dispenses de courte durée prévues dans le cadre d'IFRS 1 Première application des Normes internationales d'information financière, dont bénéficiaient les entités qui appliquaient les IFRS pour la première fois, ont été supprimées. IAS 28 Participations dans des entreprises associées et des coentreprises intègre à présent une clarification concernant les entités d'investissement.

IFRS 2 Paiement fondé sur des actions a également été amendée. Ces amendements ont trait à la clarification des modalités selon lesquelles les transactions s'accompagnant d'un paiement fondé sur des actions sont classées et évaluées.

En outre, des amendements apportés à IFRS 4 Contrats d'assurance devaient être appliqués à compter du 1^{er} janvier 2018. Ces amendements réduisent les conséquences des dates d'application initiale différentes prévues pour IFRS 9 et IFRS 17.

L'interprétation IFRIC 22 (Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée) s'applique également. Cette interprétation apporte des éclaircissements quant aux taux de change devant être utilisés dans le cadre des transactions en monnaie étrangère avec contrepartie anticipée.

Les changements susvisés n'affectent pas de façon significative la situation financière ni les performances financières du Groupe Volkswagen Bank GmbH.

IFRS 9 INSTRUMENTS FINANCIERS

IFRS 9 Instruments financiers révisé les dispositions applicables en matière d'information financière à la classification et à l'évaluation des actifs financiers, à la dépréciation des actifs financiers et à la comptabilité de couverture.

Les actifs financiers sont classés et évalués sur la base du modèle d'entreprise exploité par une entité et de la structure de ses flux de trésorerie. Lors de sa première comptabilisation, un actif financier est classé comme étant évalué « au coût amorti », « à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global » ou « à la juste valeur par le biais du résultat net ». La procédure de classification et d'évaluation des passifs financiers selon IFRS 9 demeure en grande partie inchangée par comparaison avec les règles de comptabilisation actuelle d'IAS 39.

La détermination des pertes de valeur et la constitution de la provision pour risques de crédit ne reposeront plus sur un modèle des pertes avérées, mais sur un modèle des pertes prévues, lequel décompose la provision pour risques de crédit en trois niveaux. Les actifs financiers dont l'acquisition ou l'émission est récente et qui ne sont pas considérés comme étant sous-performants ou non-performants à la date de leur première comptabilisation sont affectés au niveau 1. Le niveau 1 inclut les défauts escomptés susceptibles de résulter des cas de défauts potentiels lors des douze mois suivants. S'agissant d'actifs financiers concernant lesquels le risque de crédit s'est considérablement élevé depuis leur acquisition ou leur émission, mais qui ne sont pas sous-performants (niveau 2) ni non-performants (niveau 3), la provision pour risques de crédit est comptabilisée sur la base de la maturité résiduelle de l'actif financier considéré (pertes prévues au cours de la durée de vie). En outre, les produits d'intérêts sur les actifs financiers classés au niveau 3 sont comptabilisés sur la base de la valeur comptable nette, c'est-à-dire du coût amorti diminué des pertes de valeur comptabilisées, par contraste avec les règles applicables pour les niveaux 1 et 2. Le changement de méthode d'évaluation correspondant à l'adoption du modèle décrit ci-dessus, consistant à tenir compte des pertes prévues, entraîne un accroissement de la provision pour risques de crédit. Cet accroissement de la provision pour risques de crédit résulte en premier lieu de l'exigence selon laquelle non seulement doivent être comptabilisées des corrections de valeur de portefeuille s'agissant des pertes qu'il n'est pas encore possible d'imputer, mais également doit être comptabilisée une provision pour risques de crédit concernant tous les actifs productifs qui n'ont pas été affectés par un accroissement significatif du risque de crédit depuis leur première comptabilisation.

En second lieu, l'accroissement résulte de l'obligation de comptabiliser une provision pour risques de crédit déterminée sur la base de la durée totale prévue comme restant à courir jusqu'à l'échéance, pour les actifs financiers qui ont été affectés par un accroissement significatif des risques de crédit depuis la comptabilisation initiale.

En ce qui concerne la comptabilité de couverture, la norme IFRS 9 introduit une plus large gamme d'options de désignation et la nécessité d'appliquer une approche logique plus complexe en matière de comptabilisation et d'évaluation. IFRS 9 a également supprimé les limites quantitatives relatives au test d'efficacité.

De manière générale, la norme IFRS 9 oblige également à communiquer beaucoup plus d'informations dans les notes.

Les tableaux suivants présentent les principaux effets des nouvelles exigences d'IFRS 9 concernant la classification et l'évaluation des actifs financiers ainsi que leurs pertes de valeur.

Aucune reclassification n'a eu lieu, en conséquence d'IFRS 9, dans la catégorie « Instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture ».

CHANGEMENTS DE VALEURS COMPTABLES INSCRITES AU BILAN AU 1^{ER} JANVIER 2018
RESULTANT D'IFRS 9

En millions d'€	31 DEC. 2017 Avant ajustements	Ajustements	1ER JAN. 2018 Après ajustements
Actifs			
Réserve de liquidités	1 866	-	1 866
Prêts consentis aux banques et créances sur les banques	970	0	970
Prêts consentis à la clientèle et créances sur la clientèle attribuables			
aux financements accordés à la clientèle	28 032	- 42	27 990
aux financements accordés aux concessionnaires	12 430	- 5	12 425
à l'activité de location	18 858	- 69	18 789
aux autres prêts et créances	5 592	7	5 599
Total des prêts consentis à la clientèle et des créances sur la clientèle	64 912	- 109	64 803
Instruments financiers dérivés	289	-	289
Valeurs mobilières négociables	2 509	- 2	2 507
Coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	197	- 3	194
Actifs financiers divers	3	-	3
Actifs d'impôts différés	1 497	24	1 522
Actifs d'impôts courants	53	-	53
Autres actifs	952	-	952
Passif			
Passifs envers les banques	8 032	-	8 032
Passifs envers la clientèle	41 066	-	41 066
Obligations, effets de commerce émis	13 446	-	13 446
Instruments financiers dérivés	277	-	277
Provisions	564	-	564
Passifs d'impôts différés	1 502	- 14	1 488
Passifs liés aux impôts courants	210	-	210
Autres passifs	629	5	634
Capital subordonné	1 721	-	1 721
Capitaux propres	11 301	- 104	11 197
Bénéfices non distribués	2 622	- 104	2 518

Outre les ajustements indiqués dans le tableau, les règles modifiées relatives à la comptabilisation de la provision pour risques de crédit ont également affecté l'évaluation des actifs donnés en location. L'effet de l'ajustement sur la valeur comptable des actifs donnés en location s'est élevé à 9 millions d'€. Cet effet de la première application des nouvelles règles a été comptabilisé dans les autres éléments du résultat global après prise en compte des impôts différés.

CATEGORIE DES ACTIFS FINANCIERS ET DES PASSIFS FINANCIERS EVALUES A LA JUSTE VALEUR : RAPPROCHEMENT LIE AU PASSAGE D'IAS 39 A IFRS 9 AU 1^{ER} JANVIER 2018

En millions d'€	RECLASSIFICATION			
	Évalués à la juste valeur, IAS 39 Valeur comptable au 31 déc. 2017	De évalués au coût amorti Juste valeur 31 déc. 2017	À évalués au coût amorti Juste valeur 31 déc. 2017	Évalués à la juste valeur, IFRS 9 Valeur comptable au 1er jan. 2018
Actifs				
Réserve de liquidités	—	—	—	—
Prêts consentis aux banques et créances sur les banques	—	—	—	—
Prêts consentis à la clientèle et créances sur la clientèle	—	1 252	—	1 252
Instruments financiers dérivés	52	—	—	52
Valeurs mobilières négociables	2 509	—	—	2 509
Coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	—	—	—	—
Actifs financiers divers	0	—	—	0
Actifs d'impôts courants	—	—	—	—
Autres actifs	—	—	—	—
Total	2 561	1 252	—	3 813
Passif				
Passifs envers les banques	—	—	—	—
Passifs envers la clientèle	—	—	—	—
Obligations, effets de commerce émis	—	—	—	—
Instruments financiers dérivés	230	—	—	230
Passifs liés aux impôts courants	—	—	—	—
Autres passifs	—	—	—	—
Capital subordonné	—	—	—	—
Total	230	—	—	230

CATEGORIE DES ACTIFS FINANCIERS ET DES PASSIFS FINANCIERS EVALUES AU COUT AMORTI :
RAPPROCHEMENT LIE AU PASSAGE D'IAS 39 A IFRS 9 AU 1^{ER} JANVIER 2018

En millions d'€	RECLASSIFICATION									
	Évalués au coût amorti, IAS 39			De évalués à la juste valeur Ajustement de la			À évalués à la juste valeur			Évalués au coût amorti, IFRS 9
	Valeur comptable au 31 déc. 2017	Juste valeur au 31 déc. 2017	Juste valeur au 31 déc. 2017	Ajustement de la valeur comptable au 1 ^{er} jan. 2018	provision pour risques de crédit au 1 ^{er} jan. 2018	Valeur comptable au 1 ^{er} jan. 2018	Valeur comptable au 31 déc. 2017	Juste valeur au 31 déc. 2017	Valeur comptable au 1 ^{er} jan. 2018	Juste valeur au 1 ^{er} jan. 2018
Actifs										
Réserve de liquidités	1 866	1 866	—	—	—	—	—	—	1 866	1 866
Prêts consentis aux banques et créances sur les banques	970	970	—	—	—	—	—	—	970	970
Prêts consentis à la clientèle et créances sur la clientèle	46 054	46 533	—	—	—	—	1 245	1 252	44 809	45 281
Instruments financiers dérivés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Valeurs mobilières négociables	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Actifs financiers divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Actifs d'impôts courants ³	3	3	—	—	—	—	—	—	3	3
Autres actifs	512	512	—	—	—	—	—	—	512	512
Total	49 405	49 884	—	—	—	—	1 245	1 252	48 160	48 632
Passif										
Passifs envers les banques	8 032	7 919	—	—	—s	—	—	—	8 032	7 919
Passifs envers la clientèle	41 066	41 087	—	—	—	—	—	—	41 066	41 087
Obligations, effets de commerce émis	13 446	13 451	—	—	—	—	—	—	13 446	13 451
Instruments financiers dérivés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Passifs liés aux impôts courants ³	162	162	—	—	—	—	—	—	162	162
Autres passifs	184	184	—	—	—	—	—	—	184	184
Capital subordonné	1 721	1 730	—	—	—	—	—	—	1 721	1 730
Total	64 610	64 533	—	—	—	—	—	—	64 610	64 533

RAPPROCHEMENT DE LA PROVISION POUR RISQUES DE CREDIT CONSTITUEE EN RAPPORT AVEC LES ACTIFS FINANCIERS

PASSAGE D'IAS 39 A IFRS 9 AU 1^{ER} JANVIER 2018

En millions d'€	De actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des OERG ¹ , IAS 39	De actifs financiers évalués au coût amorti IAS 39	Aucune catégorie d'évaluation dans le cadre d'IAS 39	Total
À actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, IFRS 9				
31 déc. 2017	—	—	—	—
Ajustements	2	—	—	2
1 ^{er} jan. 2018	2	—	—	2
À actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, IFRS 9 (instruments de capitaux propres)				
31 déc. 2017	—	—	—	—
Ajustements	—	—	—	—
1 ^{er} jan. 2018	—	—	—	—
À actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, IFRS 9 (instruments de créance)				
31 déc. 2017	—	—	—	—
Ajustements	—	—	—	—
1 ^{er} jan. 2018	—	—	—	—
À actifs financiers évalués au coût amorti, IFRS 9				
31 déc. 2017	—	866	—	866
Ajustements	—	50	—	50
1 ^{er} jan. 2018	—	917	—	917
À créances liées aux contrats de location				
31 déc. 2017	—	—	220	220
Ajustements	—	—	68	68
1 ^{er} jan. 2018	—	—	289	289
À engagements de crédit				
31 déc. 2017	—	—	—	—
Ajustements	—	—	5	5
1 ^{er} jan. 2018	—	—	5	5
À garanties financières				
31 déc. 2017	—	—	—	—
Ajustements	—	—	—	—
1 ^{er} jan. 2018	—	—	—	—
Total au 1 ^{er} jan. 2018	2	917	293	1 211

VALEURS COMPTABLES DES ACTIFS FINANCIERS EVALUES A LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RESULTAT NET : RAPPROCHEMENT LIE AU PASSAGE D'IAS 39 A IFRS 9 AU 1^{ER} JANVIER 2018

En millions d'€	Valeur comptable IAS 39 au 31 déc. 2017	Reclassifications	Ajustements IFRS 9	Valeur comptable IFRS 9 au 1 ^{er} jan. 2018	Changement affectant les bénéfices non distribués au 1 ^{er} janv. 2018
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, IAS 39	52				
Ajouts					
Actifs financiers disponibles à la vente, IAS 39		359	—	359	—
Actifs financiers évalués au coût amorti, IAS 39		1 252	—	1 252	—
Déductions					
Actifs financiers évalués au coût amorti, IFRS 9		—	—	—	—
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, IFRS 9		—	—	—	—
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, IFRS 9				1 664	

VALEURS COMPTABLES DES ACTIFS FINANCIERS EVALUES A LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL : RAPPROCHEMENT LIE AU PASSAGE D'IAS 39 A IFRS 9 AU 1^{ER} JANVIER 2018

En millions d'€	Valeur comptable IAS 39 au 31 déc. 2017	Reclassifications	Ajustements IFRS 9	Valeur comptable IFRS 9 au 1 ^{er} jan. 2018	Changement affectant les bénéfices non distribués au 1 ^{er} jan. 2018
Actifs financiers disponibles à la vente, IAS 39	2 509	—	—	—	—
Ajouts					
Actifs financiers évalués au coût amorti, IAS 39	—	—	—	—	—
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, IAS 39	—	—	—	—	—
Déductions					
Actifs financiers évalués au coût amorti, IFRS 9	—	—	—	—	—
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, IFRS 9	—	359	—	359	—
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, IFRS 9	—	—	—	2 150	—

VALEURS COMPTABLES DES ACTIFS FINANCIERS ÉVALUÉS AU COUT AMORTI : RAPPROCHEMENT LIÉ AU PASSAGE D'IAS 39 À IFRS 9 AU 1^{ER} JANVIER 2018

En millions d'€	Valeur comptable IAS 39 au 31 déc. 2017	Reclassifications	Ajustements IFRS 9	Valeur comptable IFRS 9 au 1 ^{er} jan. 2018	Changement affectant les bénéfices non distribués au 1 ^{er} jan. 2018
Actifs financiers évalués au coût amorti, IAS 39	49 405				—
Ajouts					
Actifs financiers disponibles à la vente, IAS 39		—	—	—	—
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, IAS 39		—	—	—	—
Déductions					
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, IFRS 9		—	—	—	—
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, IFRS 9		1 245	—	1 245	—
Actifs financiers évalués au coût amorti, IFRS 9				48 140	—

IFRS 15 PRODUITS DES CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

IFRS 15 modifie les règles d'information financière concernant la comptabilisation des produits. Le Groupe Volkswagen Bank GmbH comptabilise les principales composantes des produits tirés de contrats conclus avec des clients conformément à IFRS 9 et à IAS 17. S'agissant des composantes non couvertes par IFRS 9 ou IAS 17, aucun changement ne résulte de la première application d'IFRS 15 car la méthode suivie jusqu'à présent était déjà conforme pour l'essentiel aux nouvelles règles introduites par IFRS 15.

IFRS nouvelles et révisées non appliquées

Volkswagen Bank GmbH n'a pas appliqué, dans le cadre de ses états financiers consolidés de l'exercice 2018, les normes d'information financière suivantes, qui ont d'ores et déjà été publiées par l'IASB mais dont l'application n'était pas encore obligatoire au cours de l'exercice 2018.

Norme / interprétation		Publiée par l'IASB	Date d'effet obligatoire ¹	Adoptée par l'U.E.	Effet attendu
IFRS 3	Regroupements d'entreprise : Définition de l'entreprise	22 octobre 2018	1er janvier 2020	Non	Aucun effet significatif
IFRS 9	Instruments financiers : Clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative	12 octobre 2017	1er janvier 2019	Oui	Aucun
IFRS 10 et IAS 28	États financiers consolidés et Investissements dans des entreprises associées et des coentreprises : Cession ou apport d'actifs entre un investisseur et son entreprise associée ou sa coentreprise	11 septembre 2014	Reportée ²	–	Aucun
IFRS 16	Contrats de location	13 janvier 2016	1er janvier 2019	Oui	Descriptif détaillé suivant le tableau présentant une vue d'ensemble
IFRS 17	Contrats d'assurances	18 mai 2017	1er janvier 2021	Non	Changements de présentation et évolution des méthodes d'évaluation qui, dans leur ensemble, n'ont pas d'effet significatif ; enrichissement des informations contenues dans les notes
IFRS 1 et IAS 8	Présentation des états financiers et des méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs : Définition du terme « significatif »	31 octobre 2018	1er janvier 2020	Non	Aucun effet significatif
IAS 19	Avantages du personnel : Réévaluation lors de la modification, de la réduction ou de la liquidation d'un régime	7 février 2018	1er janvier 2019	Non	Aucun effet significatif
IAS 28	Participations dans des entreprises associées et des coentreprises : Intérêts à long terme dans des entreprises associées et des coentreprises	12 octobre 2017	1er janvier 2019	Oui	Aucun
IFRIC 23	Améliorations des normes internationales d'information financière 2017 ³	12 décembre 2017	1er janvier 2019	Non	Aucun effet significatif
	Incertitude relative aux traitements fiscaux	7 juin 2017	1er janvier 2019	Oui	Aucun effet significatif

¹ Première application obligatoire pour Volkswagen Bank GmbH.

² Le 15 décembre 2015, l'IASB a décidé de reporter sine die la date de première application.

³ Report au 1^{er} janvier 2018 (décision de l'IASB du 11 septembre 2015).

IFRS 16 CONTRATS DE LOCATION

IFRS 16 modifie les dispositions régissant le traitement comptable des contrats de location et se substitue à IAS 17, norme antérieurement applicable, et aux interprétations correspondantes.

Le principal objectif d'IFRS 16 est la comptabilisation de l'ensemble des contrats de location. De ce fait, l'obligation qui imposait aux preneurs de classer un contrat de location, soit dans la catégorie location-financement, soit dans la catégorie contrats de location simple, a été supprimée. Les preneurs sont désormais tenus de comptabiliser dans leur bilan, pour l'ensemble des contrats de location, un actif lié au droit d'utilisation et un passif lié au loyer. Le passif lié au loyer est évalué à la valeur actuelle des loyers restant à payer. Les loyers en question sont actualisés en utilisant le taux d'emprunt marginal du preneur tandis que l'actif lié au droit d'utilisation est généralement évalué au montant du passif lié au loyer augmenté de tous coûts directs initiaux. Pendant la durée du contrat de location, l'actif lié au droit d'utilisation devra être déprécié et le passif lié au loyer évalué à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif, en tenant compte des versements à effectuer en vertu du contrat de location. Les contrats de location à court terme ou de faible valeur feront exception à cette règle. Pour ces derniers, le Groupe Volkswagen Bank GmbH utilisera la solution pratique prévue par IFRS 16 et choisira de ne pas comptabiliser un actif lié au droit d'utilisation ni un passif lié au loyer pour les contrats de location en question mais continuera de comptabiliser les loyers payés en tant que charges dans le compte de résultat.

Les obligations imposées aux bailleurs concernant le traitement comptable des contrats de location seront substantiellement identiques à celles actuellement imposées par les dispositions d'IAS 17. Les bailleurs seront à l'avenir tenus de classer un contrat de location en tant que location-financement ou contrat de location simple en fonction de l'affectation des opportunités et des risques provenant de l'actif considéré.

Au 1^{er} janvier 2019, le Groupe Volkswagen Bank GmbH comptabilisera pour la première fois les contrats de location conformément à IFRS 16, selon la méthode de la transition rétrospective modifiée. À la date du changement de méthode, le passif lié aux loyers est évalué à la valeur des loyers restant à payer, actualisée à la valeur actuelle en utilisant le taux d'emprunt marginal du preneur. À des fins de simplification, les actifs liés au droit d'utilisation sont comptabilisés à un montant égal au passif lié aux loyers, ajusté du montant de tout loyer versé d'avance ou à payer. Compte tenu du fait que les montants comptabilisés initialement en ce qui concerne les actifs liés au droit d'utilisation et les passifs liés aux loyers seront quasiment identiques, le total des actifs (le total des capitaux propres et des passifs) ne devrait augmenter que d'un montant négligeable (aux alentours de cinquante millions), ce qui est dû en partie à l'application des dispenses dont il est question ci-dessus. Aucun effet significatif n'est prévu sur les capitaux propres.

Par contraste avec la méthode actuelle, selon laquelle les charges liées aux contrats de location classiques sont intégralement comptabilisées parmi les charges générales et d'administration, seule la dotation aux amortissements des actifs liés au droit d'utilisation est comptabilisée parmi les charges générales et d'administration en vertu d'IFRS 16. Les charges d'intérêts résultant de la désactualisation des passifs liés aux loyers sont comptabilisées parmi les charges d'intérêts. Il est prévu que ces changements entraînent une légère diminution des charges générales et d'administration ainsi qu'un faible accroissement des charges d'intérêts comptabilisées dans le compte de résultat.

Le changement concernant la comptabilisation des charges liées aux contrats de location classiques ne devrait produire qu'un effet mineur sur l'état des flux de trésorerie.

Cela nous obligera également à communiquer beaucoup plus d'informations dans les notes.

Méthodes Comptables

1. Principes

Toutes les entités incluses dans le périmètre de consolidation ont établi leurs états financiers annuels à la date d'arrêté du bilan, soit le 31 décembre 2018.

L'information financière du Groupe Volkswagen Bank GmbH est conforme à la norme IFRS 10. Elle est fondée sur des méthodes comptables classiques.

Sauf indication contraire, les montants sont libellés en millions d'euros (millions d'€). Tous les montants ont été arrondis, ce qui peut se traduire par des écarts mineurs lorsque ces montants sont additionnés.

Les actifs et les passifs font l'objet d'une présentation globale par ordre de liquidité, conformément à IAS 1.60.

2. Périmètre de consolidation

Outre Volkswagen Bank GmbH, toutes les filiales allemandes et étrangères significatives, y compris les entités structurées, directement ou indirectement contrôlées par Volkswagen Bank GmbH, sont prises en compte dans les états financiers consolidés. Tel est le cas si Volkswagen Bank GmbH contrôle des filiales potentielles directement ou indirectement au moyen de droits de vote ou de droits analogues, si elle est exposée à des rendements variables, positifs ou négatifs, ou possède des droits relatifs à de tels rendements, en raison de ses liens avec les filiales potentielles, et si elle a le pouvoir d'influer sur ces rendements. Dans le cas des entités structurées consolidées dans le Groupe Volkswagen Bank GmbH, l'initiateur ne détient aucune participation mais détermine les principales activités demeurant après la création de la structure et influe, de cette façon, sur ses propres rendements variables. Les entités structurées sont destinées à faciliter les opérations sur titres adossés à des actifs aux fins du financement de l'activité de services financiers.

Les filiales sont incluses dans ce périmètre à compter de la date à laquelle le contrôle en est acquis ; elles cessent d'être consolidées au moment où ce contrôle cesse d'exister. Les filiales dont les activités sont dormantes ou de faible volume et qui, individuellement et conjointement, revêtent une importance mineure dans la présentation d'une image fidèle de la situation financière, des performances financières et des flux de trésorerie du Groupe Volkswagen Bank GmbH, ne sont pas consolidées. Elles sont comptabilisées dans les états financiers consolidés parmi les actifs financiers au coût.

Les sociétés significatives dans lesquelles Volkswagen Bank GmbH est à même, directement ou indirectement, d'influer de manière significative sur les décisions relevant de la politique financière et opérationnelle (entreprises associées) ou qui font directement ou indirectement l'objet d'un contrôle conjoint (coentreprises) sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les coentreprises comprennent également les entités au sein desquelles le Groupe Volkswagen Bank GmbH contrôle une majorité des droits de vote mais dont les contrats d'association ou les statuts indiquent que les décisions essentielles ne peuvent être prises qu'à l'unanimité. Les entreprises associées et les coentreprises d'importance mineure ne sont pas comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence mais le sont parmi les actifs financiers au coût.

La composition du Groupe Volkswagen Bank GmbH est présentée dans le tableau ci-dessous :

	2018	2017
VW Bank GmbH et ses filiales consolidées		
Allemagne	1	1
International	3	4
Filiales comptabilisées au coût		
Allemagne	–	–
International	7	6
Entreprises associées et coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		
Allemagne	1	1
International	2	2
Entreprises associées, coentreprises et participations comptabilisées au coût		
Allemagne	1	1
International	1	1
Total	16	16

Volkswagen Bank GmbH possède neuf succursales à l'étranger. À la date du bilan, 24 de ces entités structurées (exercice précédent : 31) ont été entièrement consolidées dans le cadre des états financiers consolidés. La liste de l'ensemble des participations, conforme à la section 313(2) du Code de commerce allemand (HGB) ainsi qu'à IFRS 12.10 et IFRS 12.21, est accessible à l'adresse www.vwfsag.com/listofholdingsbank2018. Les informations prévues par IFRS 7.30 ne sont pas fournies en raison de leur importance mineure.

FILIALES

Un seul changement significatif a eu lieu parmi les filiales au cours de l'exercice.

À effet du 28 septembre 2018, la filiale Volkswagen Bank Polska S.A. (Varsovie) a fusionné avec Volkswagen Bank GmbH. Depuis lors, l'activité exercée en Pologne l'a été dans le cadre de la nouvelle succursale établie dans ce pays. Par suite de la fusion de Volkswagen Bank Polska S.A. (Varsovie) et de Volkswagen Bank GmbH, cette dernière est l'unique associé de la société Volkswagen Serwis Ubezpieczeniowy Sp.z.o.o. (Varsovie).

Aucun changement, y compris ceux susvisés, n'affecte de façon significative la situation financière ou les performances financières du Groupe Volkswagen Bank GmbH.

COENTREPRISES

Du point de vue du Groupe, les coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence nécessitent une présentation séparée car elles ont été jugées significatives au regard de leur taille à la date d'arrêté des comptes.

Résumé des informations financières concernant les coentreprises, sur une base 100% :

En millions d'€	DFM N.V. (Pays-Bas)		VOLKSWAGEN FINANCIAL SERVICES DIGITAL SOLUTIONS GMBH (ALLEMAGNE)		VOLKSWAGEN FINANCNE SLUZBY SLOVENSKO S.R.O. (SLOVAQUIE)	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Participation (pourcentage)	60%	60%	51%	51%	58%	58%
Prêts consentis aux banques et créances sur les banques	–	10	26	20	1	1
Prêts consentis à la clientèle et créances sur la clientèle	1 923	1 814	39	23	428	402
Actifs donnés en location	–	–	–	–	51	44
Autres actifs	4	71	144	140	27	22
Total	1 927	1 895	209	183	506	469
dont : actifs non courants	498	480	127	8	360	249
dont : actifs courants	1 429	1 415	82	175	146	215
dont : liquidités	–	2	0	0	1	0
Passifs envers les banques	1 687	1 477	38	24	428	389
Passifs envers la clientèle	52	69	68	72	9	15
Obligations, effets de commerce émis	–	161	–	–	–	–
Autres passifs	3	23	8	6	4	3
Capitaux propres	184	165	94	82	66	62
Total	1 927	1 895	209	183	506	469
dont : passifs non courants	201	286	3	5	114	116
dont : passifs courants	1 542	1 444	113	96	327	291
dont : passifs financiers non courants	201	286	–	2	113	115
dont : passifs financiers courants	1 538	1 444	107	93	324	289
Produits	44	23	720	232	61	23
dont : produits d'intérêts	42	21	–	–	16	8
Charges	– 13	– 9	– 701	– 220	– 52	– 20
dont : charges d'intérêts	– 2	– 6	0	0	– 1	– 1
dont : amortissements	0	–	– 31	– 9	– 1	– 3
Résultat des activités poursuivies, avant impôt	31	14	20	12	9	1
Charge ou produit d'impôt sur les bénéfices	– 9	– 3	– 8	33	– 3	– 1
Résultat des activités poursuivies, net d'impôt	22	10	12	45	6	0
Résultat des activités abandonnées, net d'impôt	–	–	–	–	–	–
Autres éléments du résultat global, nets d'impôt	0	0	–	–	–	–
Résultat global total	22	10	12	45	6	0
Dividendes perçus	–	–	–	–	–	–

Rapprochement à partir des informations financières avec la valeur comptable des investissements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence :

En millions d'€	DFM N.V. (Pays-Bas)	Volkswagen Financial Services Digital Solutions GmbH (Allemagne)	Volkswagen Finančné služby Slovensko s.r.o. (Slovaquie)
2017			
Capitaux propres de la coentreprise à la date d'acquisition	154	37	62
Profit	11	45	0
Autres éléments du résultat global	0	—	—
Modification du capital	—	—	—
Changement dû à des scissions	—	—	—
Différences de change constatées lors de la conversion des activités étrangères	—	—	—
Dividendes	—	—	—
Capitaux propres de la coentreprise au 31 décembre 2017	165	82	62
Part des capitaux propres	99	42	36
Goodwill	21	—	—
Valeur comptable de la part des capitaux propres au 31 décembre 2017¹	120	42	36
2018			
Capitaux propres de la coentreprise au 1er janvier 2018	162	82	59
Bénéfice/perte	22	12	6
Autres éléments du résultat global	0	—	—
Modification du capital	—	—	—
Changement dû à des scissions	—	—	—
Différences de change constatées lors de la conversion des activités étrangères	—	—	—
Dividendes	—	—	—
Capitaux propres de la coentreprise au 31 décembre 2018	184	94	66
Part des capitaux propres	111	48	38
Différence	19	0	—
Valeur comptable de la part des capitaux propres au 31 décembre 2018	130	48	38

Il n'existait pas de pertes latentes liées aux intérêts dans des coentreprises. Des liquidités attribuables aux coentreprises, d'un montant de 31 millions d'€, ont été grevées d'une sûreté réelle liée à des opérations sur titres adossés à des actifs et n'étaient donc pas disponibles pour le Groupe Volkswagen Bank GmbH. Il n'existe aucun passif éventuel lié aux coentreprises.

3. Méthodes de consolidation

Les actifs et les passifs des entités allemandes et étrangères pris en compte dans les états financiers consolidés sont présentés selon des méthodes comptables uniformes applicables dans l'ensemble du Groupe Volkswagen Bank GmbH. Dans le cas des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, nous déterminons les capitaux propres proportionnels selon les mêmes méthodes comptables. Les chiffres utiles à cet effet sont tirés des états financiers annuels les plus récemment vérifiés de l'entité concernée.

Les acquisitions sont comptabilisées par compensation entre les valeurs comptables des investissements en capitaux propres et le montant proportionnel des capitaux propres réévalués des filiales à la date d'acquisition ou de première prise en compte dans les états financiers consolidés, et au cours des périodes suivantes.

Lorsque les filiales sont consolidées pour la première fois, les actifs et les passifs, ainsi que la contrepartie éventuelle, sont comptabilisés à la juste valeur à la date d'acquisition ou (pour les filiales nouvellement créées) à la date d'intégration. Les variations postérieures de la juste valeur de la contrepartie éventuelle ne se traduisent pas, généralement, par un ajustement de l'évaluation à la date d'acquisition. Les coûts liés à l'acquisition, qui ne constituent pas des coûts d'opération sur capitaux propres, ne sont pas ajoutés au prix d'achat mais comptabilisés en tant que charges. Un goodwill (écart d'acquisition) apparaît lorsque le prix d'achat de

¹ En conséquence des effets des règles comptables introduites par la nouvelle IFRS 9 sur les actifs financiers au sein de coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, il existe une différence entre les valeurs comptables au 31 décembre 2017 et les valeurs comptables au 1^{er} janvier 2018.

l'investissement excède la juste valeur des actifs et des passifs identifiables. Le goodwill fait l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an, voire de tests supplémentaires si des événements ou un changement de circonstances le justifie(nt) (selon une méthode consistant à ne s'intéresser qu'à la dépréciation). Si la valeur comptable du goodwill est supérieure au montant recouvrable, une perte de valeur est comptabilisée. Si tel n'est pas le cas, la valeur comptable du goodwill n'a pas évolué par rapport à l'exercice précédent. Si le prix d'achat de l'investissement est inférieur à la valeur nette des actifs et passifs identifiables, la différence est comptabilisée dans le compte de résultat au titre de l'année d'acquisition. Le goodwill est comptabilisé du côté des filiales dans leur monnaie fonctionnelle.

Les actifs nets comptabilisés à la juste valeur dans le cadre d'une opération d'acquisition sont amortis sur leur durée d'utilité. Si celle-ci est indéterminée, toute exigence de comptabilisation d'une perte de valeur est déterminée au niveau de chaque actif selon une procédure similaire à celle suivie pour le goodwill. Lorsque des réserves et des charges cachées sont découvertes parmi les actifs et les passifs comptabilisés au cours de l'allocation du prix d'achat, ces éléments sont amortis sur leurs maturités résiduelles.

La méthode d'acquisition décrite ci-dessus n'est pas appliquée lorsque les filiales sont nouvellement créées. Aucun goodwill ni goodwill négatif ne peut apparaître lorsque des filiales nouvellement créées sont intégrées au périmètre de consolidation.

Dans le cadre de la consolidation, la comptabilisation et l'évaluation résultant de l'indépendance des différentes sociétés sont ajustées de façon à ce que celles-ci soient alors présentées comme si elles appartenaient à une seule unité économique. Les prêts/créances, les passifs, les produits et les charges liés aux relations d'affaires entre entités consolidées sont éliminés lors de la consolidation. Les opérations intragroupes sont réalisées à des conditions normales, abstraction faite de tout lien de dépendance. Tous bénéfices ou pertes intragroupe qui en résultent sont éliminés. Les opérations relevant de la consolidation comptabilisées dans le compte de résultat donnent lieu à la comptabilisation d'impôts différés.

Les investissements dans les sociétés qui ne satisfont pas les critères d'intégration dans le périmètre de consolidation sont pris en compte en tant qu'autres investissements en capitaux propres parmi les actifs financiers divers.

4. Conversion monétaire

Les transactions en devises étrangères sont converties dans les états financiers propres à l'entité Volkswagen Bank GmbH et dans ceux de ses filiales consolidées aux taux applicables à la date de la transaction. Les éléments monétaires en devises étrangères sont pris en compte dans le bilan en utilisant le taux moyen à la date d'arrêté des comptes.

Les succursales et filiales étrangères faisant partie du Groupe Volkswagen Bank GmbH constituent des sous-unités indépendantes dont les états financiers sont convertis selon le concept de monnaie fonctionnelle. Selon ce concept, tous les postes d'actifs et de passifs, à l'exception des capitaux propres, sont convertis au taux de change observé à la date d'arrêté des comptes (taux de clôture). Les capitaux propres sont convertis aux taux historiques, à l'exception des produits et des charges comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Jusqu'à la cession de la filiale concernée, les différences de change qui en résultent lors de la conversion des activités étrangères sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et sont présentées en tant que poste distinct dans les capitaux propres.

Les données relatives aux transactions contenues dans l'état des variations des actifs non courants sont converties en euro aux taux moyens pondérés. Une ligne séparée, intitulée « différences de change », est consacrée au rapprochement entre, d'une part, les soldes reportés convertis au taux moyen au comptant à la date d'arrêté des comptes de l'exercice précédent et les données d'opération converties aux taux moyens, et, d'autre part, les soldes finaux convertis au taux moyen au comptant à la date d'arrêté des comptes.

Les postes du compte de résultat sont convertis en euros selon des taux moyens pondérés. Les taux de change utilisés pour les conversions monétaires figurent dans le tableau ci-dessous.

		BILAN, TAUX MOYEN AU COMPTANT AU 31 DEC.		COMPTE DE RESULTAT, TAUX DE CHANGE MOYEN	
	1€ =	2018	2017	2018	2017
Royaume-Uni	GBP	0,89690	0,88730	0,88479	0,87679
Pologne	PLN	4,29780	4,17490	4,26220	4,25797
Suède	SEK	10,25070	9,83140	10,26034	9,63524
République tchèque	CZK	25,72450	25,57900	25,64840	26,3276

5. Comptabilisation des produits et des charges

Les produits et les charges sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, et intégrés au compte de résultat au titre de la période au cours de laquelle a lieu l'essentiel de l'opération considérée.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les produits des activités de financement sont intégrés aux produits d'intérêts provenant des contrats de prêt et des transactions sur valeurs mobilières. Les produits des locations sont comptabilisés parmi les produits provenant des contrats de location. Les charges relatives au financement des contrats de financement et de location sont comptabilisées parmi les charges d'intérêts. Les produits provenant des contrats de location classiques sont comptabilisés de façon linéaire sur la durée du contrat considéré et comprennent à la fois la part correspondant aux intérêts et celle correspondant au remboursement du principal.

Les paiements éventuels au titre des contrats de location-financement et des contrats de location classiques sont comptabilisés lorsque sont satisfaites les conditions dont dépendent les paiements en question.

S'agissant des contrats de service, tels que les contrats de maintenance ou d'inspection, les produits sont comptabilisés soit selon un pourcentage de réalisation soit de façon linéaire, selon le type de service considéré. Le pourcentage de réalisation est normalement calculé en prenant en compte les services fournis jusqu'à la date d'arrêté des comptes comme partie de l'ensemble des services prévus (calcul basé sur la production). Si le client paie les services de manière anticipée, le Groupe comptabilise un passif contractuel correspondant jusqu'à ce que le service considéré soit fourni.

Le montant net des produits de commissions comprend les produits et les charges liés aux prestations de courtage d'assurance ainsi que les commissions liées aux activités de financement et de services financiers. Les commissions de courtage d'assurance sont normalement comptabilisées conformément aux dispositions contractuelles, au moment où naît le droit de les percevoir, à savoir lorsque le titulaire de la police verse la prime correspondante.

Les dividendes sont comptabilisés à la date à laquelle naît le droit de les percevoir, à savoir, généralement, la date d'adoption de la résolution par laquelle il est décidé de les distribuer.

Les charges générales et d'administration comprennent les charges de personnel, les charges d'exploitation autres que les charges de personnel, les amortissements et pertes de valeur des immobilisations corporelles, les amortissements et les pertes de valeur des immobilisations incorporelles et les autres impôts et taxes.

Les éléments significatifs comptabilisés parmi les autres produits d'exploitation (montant net) sont des produits résultant de l'attribution de coûts à d'autres entités du Groupe Volkswagen ainsi que des produits liés aux reprises de provisions comptabilisées au cours des exercices précédents parmi les autres produits d'exploitation (montant net).

6. Impôt sur les bénéfices

Les actifs et les passifs d'impôts courants sont évalués par référence aux taux d'imposition selon lesquels il est prévu que sera calculé le montant du remboursement à obtenir de l'administration fiscale compétente ou le montant à verser à cette dernière. Les impôts courants sont généralement présentés séparément et non sous la forme d'un montant net d'actif ou de passif. Des provisions sont constituées en raison des risques potentiels en matière fiscale.

Les actifs et les passifs d'impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs inscrites dans le bilan consolidé et leur valeur considérée d'un point de vue fiscal. Les reports en avant de pertes fiscales relèvent également des impôts différés. Il en résulte des effets attendus à l'avenir en termes de produits ou de charges liés à l'impôt sur les bénéfices (différences temporaires). Les impôts différés sont évalués en fonction des taux d'impôt sur les bénéfices applicables à l'endroit où la société est domiciliée, dont on s'attend à ce qu'ils s'appliquent au cours de la période durant laquelle l'avantage fiscal sera obtenu ou le passif réglé.

Des actifs d'impôts différés sont comptabilisés s'il est probable que soient générés à l'avenir au sein de la même unité fiscale des bénéfices imposables suffisants en rapport avec lesquels les actifs d'impôts différés pourront être utilisés. Si la possibilité de bénéfices

cier d'actifs d'impôts différés dans un délai raisonnable devient improbable, il sera procédé à des corrections de valeur. Les actifs et passifs d'impôts différés de mêmes maturités et concernant les mêmes autorités compétentes en matière fiscale sont pris en compte de façon à déterminer un montant net d'actifs ou de passifs.

La charge fiscale correspondant au bénéfice avant impôt est indiquée dans le compte de résultat du Groupe sous le poste « Impôt sur les bénéfices » et une répartition entre les impôts courants et différés au titre de l'exercice fiscal est indiquée dans les notes. D'autres impôts et taxes non liés au bénéfice sont pris en compte en tant que composantes des charges générales et d'administration.

7. Réserve de liquidités

La réserve de liquidités est comptabilisée à hauteur de son montant nominal, lequel correspond au coût amorti.

8. Instruments financiers

Les instruments financiers sont des contrats qui font naître un actif financier du côté d'une entité et un passif financier ou un instrument de capitaux propres du côté d'une autre entité.

Dans les cas d'opérations d'achat ou de vente ordinaires, les instruments financiers sont normalement comptabilisés à la date de règlement, c'est-à-dire la date à laquelle l'actif est livré.

Les actifs financiers sont classés et évalués sur la base du modèle d'entreprise exploité par une entité et de la structure de ses flux de trésorerie.

IFRS 9 classe les actifs financiers dans les catégories suivantes :

Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net,

Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (instruments de créance),

Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (instruments de capitaux propres), et

Actifs financiers évalués au coût amorti.

Les passifs financiers sont classés dans les catégories suivantes :

Passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, et

Passifs financiers évalués au coût amorti.

Au sein du Groupe Volkswagen Bank GmbH, les catégories indiquées ci-dessus correspondent aux catégories « actifs et passifs financiers évalués au coût amorti » et « actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur ».

L'option d'évaluation des actifs et des passifs financiers à la juste valeur n'est pas appliquée au sein du Groupe Volkswagen Bank GmbH.

En règle générale, les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés à leur valeur brute. Une compensation n'a ensuite lieu entre les actifs financiers et les passifs financiers que s'il existe, au moment considéré, un droit juridiquement opposable par le Groupe Volkswagen Bank GmbH d'opérer une compensation entre les montants en question et si le Groupe entend régler en pratique des montants nets.

Les actifs financiers évalués au coût amorti sont détenus dans le cadre d'un modèle d'entreprise dont l'objectif consiste à détenir des actifs financiers dans le but d'encaisser des flux de trésorerie contractuels. Les flux de trésorerie contractuels liés à ces actifs financiers correspondent uniquement à des paiements de montants en principal et d'intérêts calculés sur les montants en principal demeurant à rembourser, de sorte que le critère flux de trésorerie soit respecté.

Les passifs financiers sont évalués au coût amorti à moins qu'il s'agisse de dérivés. La note 14 (Passifs) expose les méthodes comptables concernant les passifs financiers évalués au coût amorti.

Le coût amorti d'un actif ou d'un passif financier correspond au montant

auquel l'actif ou le passif en question est évalué au moment de sa comptabilisation initiale,

diminué de tous remboursements du principal,

ajusté, dans le cas des actifs financiers, de toutes corrections de valeur, pertes de valeur ou montants irrécouvrables comptabilisé(e)s, et

augmenté ou diminué de l'amortissement cumulé de toute différence entre le montant initial et le montant à l'échéance (accroissement, réduction) selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les actifs financiers (instruments de créance) évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (avec « recyclage ») sont détenus selon un modèle d'entreprise dont l'objectif est d'encaisser des flux de trésorerie contractuels et de vendre des actifs financiers. Les flux de trésorerie contractuels liés à ces actifs financiers correspondent uniquement à des paiements de montants en principal et d'intérêts calculés sur les montants en principal demeurant à rembourser.

Les changements de juste valeur qui excèdent les évolutions du coût amorti de ces actifs financiers sont comptabilisés parmi les autres éléments du résultat global (en tenant compte des impôts différés) jusqu'à ce que l'actif financier considéré soit décomptabilisé. C'est seulement alors que les gains ou pertes cumulés sont comptabilisés dans le compte de résultat. Les évolutions du coût amorti, telles que celles correspondant aux pertes de valeur, aux intérêts déterminés selon la méthode du taux d'intérêt effectif et aux gains ou pertes de change, sont immédiatement comptabilisées dans le compte de résultat.

Les actifs financiers (instruments de créance) pour lesquels le critère flux de trésorerie n'est pas satisfait ou qui sont gérés selon un modèle d'entreprise qui vise à les vendre, sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Il en est de même des passifs financiers qui ne sont pas évalués au coût amorti.

Les changements de juste valeur sont comptabilisés dans le compte de résultat.

Au sein du Groupe Volkswagen Bank GmbH, les actifs financiers qui représentent un instrument de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (sans « recyclage ») en exerçant l'option consistant à les évaluer de cette façon, à moins qu'ils ne soient détenus en vue d'opérations de marché. Les gains ou les pertes cumulés résultant de leur réévaluation sont reclassés lors de leur décomptabilisation dans les bénéfices non distribués et non dans le compte de résultat (c'est-à-dire qu'ils ne sont pas « recyclés » par le biais du résultat net).

Afin d'adapter la présentation du compte de résultat selon la pratique généralement suivie sur le marché, les éléments suivants seront comptabilisés dans le cadre du résultat d'exploitation à compter de l'exercice considéré : gain ou perte net(te) sur opérations de couverture, gain ou perte net(te) sur instruments financiers évalués à la juste valeur, gain ou perte net(te) constaté(e) lors de l'évaluation des prêts/créances et des passifs en monnaie étrangère sans effet de couverture, et gains et pertes nets liés aux éléments couverts correspondants. De ce fait, il n'existe pas de chiffres comparatifs issus d'un exercice antérieur au sein du résultat d'exploitation pour certains postes du compte de résultat (gain ou perte net(te) sur opérations de couverture, gain ou perte net(te) sur instruments financiers évalués à la juste valeur et constaté(e) lors de la décomptabilisation des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global) ni pour certains gains et pertes issus de l'évaluation des prêts/créances et des passifs en monnaie étrangère, comptabilisés dans le montant net des autres produits/charges d'exploitation. Les chiffres issus de l'exercice précédent concernant les postes susvisés figurent sous le poste du compte de résultat intitulé « Autres gains ou pertes financiers ».

Pour le reste, les méthodes comptables concernant les instruments financiers, conformes à IAS 39, selon lesquelles les chiffres comparatifs issus de l'exercice précédent ont été obtenus, n'ont pas été modifiées. Veuillez-vous référer, à cet égard, aux informations contenues dans le Rapport annuel de l'exercice 2017.

PRETS ET CREANCES

Les prêts consentis aux banques et les créances sur les banques, ainsi que les prêts consentis à la clientèle et les créances sur la clientèle, générés par le Groupe Volkswagen Bank GmbH sont généralement comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les gains ou les pertes résultant des variations du coût amorti sont comptabilisés dans le compte de résultat, y compris les effets des variations des taux de change.

Au cas par cas, certains prêts consentis à la clientèle et certaines créances sur cette dernière sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net car le critère flux de trésorerie n'est pas satisfait. Les gains et les pertes résultant des changements de juste valeur sont comptabilisés dans le compte de résultat sous le poste intitulé « Gain ou perte net(te) sur instruments financiers évalués à la juste valeur ».

Les prêts et les créances courants (qui arriveront à échéance dans un délai maximum d'un an) ne font l'objet d'aucune actualisation et aucune désactualisation n'est par conséquent comptabilisée, compte tenu du caractère non significatif de l'information.

Des opérations de couverture de portefeuille ont été réalisées pour une partie des prêts consentis à la clientèle et des créances sur la clientèle. Les prêts consentis à la clientèle et les créances sur la clientèle concernés par une couverture de portefeuille sont évalués à la juste valeur couverte.

Les prêts et les créances sont décomptabilisés au moment de leur remboursement ou de leur règlement. Il n'existe aucune indication de décomptabilisation de prêts/créances issus de transactions sur titres adossés à des actifs réalisées par le Groupe.

VALEURS MOBILIERES NEGOCIABLES

Le poste du bilan intitulé « Valeurs mobilières négociables » comprend dans une large mesure des investissements réalisés sous la forme de valeurs mobilières à revenu fixe émises par des entités du secteur public ainsi que sous la forme de titres adossés à des actifs émis par des entités ad hoc.

Les valeurs mobilières à revenu fixe sont classées dans la catégorie des instruments de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Les corrections de valeur concernant les valeurs mobilières à revenu fixe sont comptabilisées dans le compte de résultat sous le poste « Provision pour risques de crédit ». Les intérêts déterminés selon la méthode du taux d'intérêt effectif ainsi que les effets des variations de taux de change sont également comptabilisés dans le compte de résultat. En outre, les différences entre le coût amorti et la juste valeur qui résultent de la réévaluation des valeurs mobilières à revenu fixe sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, en tenant compte des impôts différés.

INVESTISSEMENTS EN CAPITAUX PROPRES

Les investissements en capitaux propres inclus dans le poste du bilan intitulé « Actifs financiers divers » sont évalués en tant qu'instruments de capitaux propres, généralement à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (sans « recyclage ») en exerçant l'option consistant à les évaluer de cette façon. Compte tenu du fait que les investissements en capitaux propres constituent des investissements financiers stratégiques, cette classification permet une présentation plus significative des investissements.

INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES ET COMPTABILITE DE COUVERTURE

Les instruments financiers dérivés comprennent les instruments dérivés s'inscrivant dans le cadre de couvertures efficaces et les instruments dérivés non désignés comme instruments de couverture. Tous les instruments dérivés sont évalués à la juste valeur et sont présentés séparément dans les notes 35 et 48.

La juste valeur est déterminée à l'aide d'un logiciel conçu à cet effet, selon la méthode des flux de trésorerie actualisés, en tenant compte des ajustements de l'évaluation de crédit et des ajustements de l'évaluation de dette.

Les différentes entités du Groupe Volkswagen Bank GmbH réalisent des transactions sur instruments dérivés uniquement à des fins de couverture, dans le cadre de la gestion du risque de taux d'intérêt et/ou de change.

Les instruments dérivés sont utilisés en tant qu'instruments de couverture des justes valeurs ou des flux de trésorerie futurs (dénommés « éléments couverts »). La comptabilité de couverture conforme à IFRS 9 n'est appliquée que pour les couvertures dont l'efficacité peut être démontrée, à la fois au moment de la désignation de l'opération et en permanence par la suite. Le Groupe Volkswagen Bank GmbH établit des documents relatifs à toutes les relations existant entre les instruments de couverture et les éléments couverts.

Dans le cadre des couvertures de juste valeur, les variations de la juste valeur de l'instrument financier dérivé désigné comme l'instrument utilisé pour couvrir la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé (élément couvert) sont comptabilisées dans le compte de résultat au titre du résultat des transactions de couverture. Les variations de la juste valeur de l'élément couvert, lesquelles correspondent au risque que l'on entend réduire, sont également comptabilisées dans le compte de résultat sous ce poste. Les effets produits sur le résultat par les variations de la juste valeur de l'instrument de couverture et de l'élément couvert se compensent dans la mesure où la couverture est efficace. Les gains ou les pertes liés à l'inefficacité des couvertures de juste valeur sont comptabilisés dans les gains ou pertes sur opérations de couverture.

IAS 39 permet d'avoir recours à une couverture de juste valeur non seulement pour des éléments couverts individuels mais également pour un groupe d'éléments couverts similaires. Au cours de l'exercice clos, le Groupe Volkswagen Bank GmbH a eu recours à des couvertures de juste valeur de portefeuille afin de couvrir des risques de taux d'intérêt. Dans le cadre d'une couverture de portefeuille, le traitement comptable des variations de la juste valeur est le même que dans le cadre des couvertures de juste valeur au niveau microéconomique.

Le Groupe Volkswagen Bank GmbH a choisi de ne pas appliquer la comptabilité de couverture d'IAS 39 pour toutes ses couvertures. Par conséquent, à compter du début de l'exercice 2018, seules les dispositions d'IAS 39 régissant les couvertures de portefeuille ont été appliquées, outre celles d'IFRS 9.

S'agissant des instruments dérivés désignés en tant que couvertures de flux de trésorerie futurs et qui satisfont les critères correspondants, la part efficace désignée des changements de juste valeur de l'instrument dérivé considéré est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global (OCI I). Les effets sur le résultat, correspondant au gain ou à la perte net(te) sur opérations de couverture, résultent de la part inefficace des couvertures des changements de juste valeur ainsi que de la reclassification (au moment de la comptabilisation de l'élément couvert) des changements de juste valeur précédemment comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. L'évaluation de l'élément couvert demeure inchangée.

Les changements de juste valeur des instruments dérivés qui ne satisfont pas les critères définis par IFRS 9 en matière de comptabilité de couverture sont comptabilisés dans le compte de résultat au titre du gain ou de la perte net(te) sur instruments financiers évalués à la juste valeur.

Les instruments dérivés non désignés comme instruments de couverture sont classés en tant qu'actifs ou passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net.

PROVISION POUR RISQUES DE CREDIT

La provision pour risques de crédit, qui est comptabilisée selon le modèle de la perte de crédit attendue défini par IFRS 9 et selon les normes uniformément appliquées dans l'ensemble du Groupe, englobe l'ensemble des actifs financiers évalués au coût amorti, les actifs financiers existant sous forme d'instruments de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (avec « recyclage »), les créances liées aux contrats de location qui entrent dans le champ d'application d'IAS 17 ainsi que les risques de crédit liés aux engagements de crédit irrévocables et aux garanties financières hors bilan. Le calcul de la provision pour risques de crédit prend généralement en compte le risque de défaut, la probabilité du défaut et la perte en cas de défaut.

Les actifs financiers sont exposés à des risques de crédit dont il est tenu compte en comptabilisant des corrections de valeur à hauteur de la perte attendue. Ces corrections de valeur sont comptabilisées à la fois en rapport avec les actifs financiers pour lesquels existent des preuves objectives de perte de valeur et pour les actifs financiers n'ayant pas subi de perte de valeur. Ces corrections sont comptabilisées dans des comptes de correction de valeur distincts.

La méthode générale est employée pour les actifs financiers évalués au coût amorti (à l'exception des créances commerciales), pour les actifs financiers (instruments de créance) dont les changements de juste valeur sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et pour les engagements de crédit irrévocables et les garanties financières, à moins qu'il existe d'ores et déjà une preuve objective de perte de valeur au moment de la comptabilisation initiale. Selon la méthode générale, les actifs financiers sont répartis en trois étapes. L'étape 1 correspond aux actifs financiers qui sont comptabilisés pour la première fois ou pour lesquels aucun accroissement significatif de la probabilité de défaut n'a été démontré depuis la comptabilisation initiale. À cette étape, le modèle requiert le calcul d'une perte de crédit attendue pour les douze mois à venir. L'étape 2 correspond aux actifs financiers pour lesquels la probabilité de défaut s'est accrue de façon significative depuis la comptabilisation initiale. Les actifs financiers présentant des indices objectifs de perte de valeur sont affectés à l'étape 3. S'agissant des étapes 2 et 3, une perte de crédit attendue est calculée pour l'intégralité de la période restant à courir jusqu'à l'échéance de l'actif considéré.

S'agissant des actifs financiers qui ont d'ores et déjà subi une perte de valeur au moment de leur comptabilisation initiale et qui sont classés à l'étape 4 à des fins d'information financière, la provision pour risques de crédit est comptabilisée lors des évaluations ultérieures en fonction des changements cumulés de perte de crédit attendue pour l'intégralité de la durée d'utilité de l'actif considéré. Tout instrument financier d'ores et déjà classé comme ayant subi une perte de valeur au moment de la comptabilisation initiale demeure à cette étape jusqu'à sa décomptabilisation.

Au sein du Groupe Volkswagen Bank GmbH, la provision pour risques de crédit liée aux créances commerciales et aux créances nées de contrats de prêt classiques et de contrats de location-financement, comptabilisée conformément à IAS 17, est déterminée de manière uniforme selon une méthode simplifiée. Selon cette méthode, une perte attendue est calculée sur toute la durée d'utilité de l'actif. Le montant de la correction de valeur des créances commerciales est calculé selon le montant de l'arriéré, en utilisant un tableau de corrections de valeur (matrice des provisions).

À la fois des données historiques, telles que les probabilités de défaut historiques moyennes pour chaque portefeuille, et des données prospectives sont utilisées afin de déterminer les paramètres d'évaluation déterminant le calcul de la provision pour risques de crédit. Les prêts/créances non significatifs, de même que les prêts/créances individuellement significatifs pour lesquels il n'existe aucune indication de dépréciation, sont groupés en portefeuilles homogènes en fonction de caractéristiques comparables définies en termes de risque de crédit, et répartis en classes de risques. S'agissant de prêts ou de créances spécifiques significatifs ayant subi une perte de valeur (par exemple, des prêts consentis à des concessionnaires/des créances sur des concessionnaires ou des prêts/créances professionnels concernant des clients gestionnaires de flotte), des corrections de valeur spécifiques sont comptabilisées à hauteur du montant de la perte attendue.

Une dépréciation peut apparaître dans certaines situations, par exemple en cas de retard de paiement d'une certaine durée, si des mesures d'exécution sont prises, en cas de risque d'insolvabilité ou de surendettement, en cas de demande de constatation d'une situation d'insolvabilité ou si une procédure applicable en pareille situation est engagée, ou si des mesures de restructuration se soldent par un échec.

Des examens sont régulièrement effectués afin de s'assurer du caractère adéquat de ces corrections.

Les prêts ou créances irrécouvrables qui sont d'ores et déjà en cours de liquidation et pour lesquelles toute sûreté réelle a été réalisée et toutes les autres solutions de recouvrement ont été épuisées – sont directement éliminé(e)s du bilan. Il est fait usage des corrections de valeur précédemment comptabilisées. Les produits perçus par la suite en relation avec les prêts ou créances d'ores et déjà éliminés du bilan sont comptabilisés dans le compte de résultat.

Les prêts et les créances figurent au bilan à leur valeur comptable nette. La provision pour risques de crédit liée aux engagements de crédit irrévocables et aux garanties financières hors bilan est comptabilisée parmi les autres passifs.

Des observations relatives à la provision pour risques de crédit figurent séparément dans la note 62.

9. Actifs financiers divers

Les investissements dans les filiales non incluses dans le périmètre de consolidation et autres investissements en capitaux propres sont pris en compte en tant qu'actifs financiers divers.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat s'il existe des indices propres à un pays de perte de valeur significative ou permanente (par exemple, des difficultés de paiement imminentes ou des crises économiques).

Les méthodes comptables applicables aux investissements en capitaux propres sont exposées à la note 8 Instruments financiers.

10. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises qui ont une durée d'utilité limitée (essentiellement les logiciels et les relations clients) sont comptabilisées au coût et amorties sur une durée d'utilité de trois à cinq ans (logiciels) ou de dix ans (relations clients), selon la méthode linéaire.

Sous réserve des conditions définies dans IAS 38, les logiciels développés en interne ainsi que tous les coûts directs et indirects pouvant être directement rattachés au processus de développement sont capitalisés. Afin de déterminer si les coûts de développement liés aux logiciels créés en interne doivent être capitalisés ou non, nous tenons compte non seulement de la probabilité d'avantages économiques futurs mais également de la mesure dans laquelle les coûts peuvent être déterminés de manière fiable. Les coûts liés à la recherche ne sont pas capitalisés. L'amortissement est effectué sur une durée d'utilité de trois à cinq ans, selon la méthode linéaire, et présenté dans les charges générales et d'administration.

Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilité est limitée font l'objet à chaque date d'arrêté des comptes de tests visant à établir s'il existe des indications de dépréciation. Une perte de valeur appropriée est comptabilisée s'il ressort de la comparaison que le montant recouvrable pour l'actif considéré est inférieur à sa valeur comptable.

Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilité est indéterminée ne sont pas amorties. Nous apprécions une fois par an si la durée d'utilité d'une immobilisation incorporelle demeure indéterminée. Conformément à IAS 36, ces actifs font l'objet de tests de dépréciation annuels consistant à comparer la valeur comptable et la valeur recouvrable, voire de tests supplémentaires si des événements ou un changement de circonstances le justifie(nt). Si nécessaire, une perte de valeur est comptabilisée afin que la valeur comptable corresponde à la valeur recouvrable, par hypothèse inférieure (voir Note 12).

Le goodwill fait l'objet d'un test de dépréciation une fois par an, ou lorsque des événements ou un changement de circonstances le justifie(nt). Si la valeur comptable du goodwill est supérieure au montant recouvrable, une perte de valeur est comptabilisée. Ce type de perte de valeur ne peut faire l'objet d'aucune reprise ultérieure.

La valeur recouvrable du goodwill découle de la valeur d'utilité pour l'unité génératrice de trésorerie concernée, laquelle est déterminée selon la méthode des flux de trésorerie actualisés. L'on se fonde sur les prévisions les plus récentes de la Direction, pour les cinq années à venir, la croissance des années suivantes étant estimée à l'aide d'un pourcentage fixe. Ces estimations reposent sur des prévisions relatives aux tendances économiques mondiales futures, aux tendances observées sur l'ensemble des marchés des véhicules particuliers et utilitaires, ainsi que sur des hypothèses découlant de ces tendances concernant les services financiers, en tenant compte de la pénétration du marché, des coûts liés aux risques, et des marges. Les hypothèses retenues à des fins de planification sont adaptées en fonction des dernières informations disponibles. Le taux d'intérêt utilisé est basé sur le taux d'intérêt de marché à long terme correspondant à l'utilité génératrice de trésorerie (régions ou marchés). Les calculs sont effectués selon un coût des capitaux propres de 6,8 % (exercice précédent : 7,5 %). Si nécessaire, le taux correspondant au coût des capitaux propres est également ajusté selon des facteurs d'actualisation propres au pays et à l'activité concernés. Le calcul des flux de trésorerie est basé sur les taux de croissance prévus pour les marchés considérés. L'estimation des flux de trésorerie à l'issue de la période de planification est basée sur un taux de croissance de 1 % par an (exercice précédent : 1 % par an).

11. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles (les terrains, les constructions ainsi que les équipements d'exploitation et de bureau) sont comptabilisées au coût amorti, selon leur durée d'utilité estimée. L'amortissement s'effectue selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité estimée. Les durées d'utilité sont réexaminées à chaque date d'arrêté des comptes et adaptées si nécessaire.

Les amortissements sont basés sur les durées d'utilité suivantes :

Immobilisations corporelles	Durée d'utilité
Constructions et équipements immobiliers	De 10 à 50 ans
Équipements d'exploitation et matériel de bureau	De 3 à 10 ans

Une perte de valeur est comptabilisée conformément à IAS 36 si le montant recouvrable de l'actif considéré est devenu inférieur à sa valeur comptable (voir note 12).

Les dotations aux amortissements et les pertes de valeur sont comptabilisées parmi les charges générales et d'administration. Les produits issus des reprises de pertes de valeur sont comptabilisés dans l'autre résultat d'exploitation net.

12. Perte de valeur des actifs non financiers

Les actifs dont la durée d'utilité est indéterminée ne font l'objet d'aucun amortissement mais d'un test de dépréciation, une fois par an, et de tests supplémentaires si des faits ou des changements de circonstances significatifs se produisent. Les actifs soumis à amortissement font l'objet de tests de dépréciation si des faits ou des changements de circonstances significatifs indiquent que le montant recouvrable de l'actif considéré est inférieur à sa valeur comptable.

Une perte de valeur est comptabilisée à hauteur de l'excédent de la valeur comptable sur le montant recouvrable. Le montant recouvrable correspond à la juste valeur diminuée des coûts de la vente ou, si elle est supérieure, à la juste valeur diminuée de la valeur d'utilité. La juste valeur correspond au montant de la contrepartie qui serait déterminée d'un commun accord dans le cadre d'une transaction conclue selon des conditions normales de marché (sans lien de dépendance) entre parties bien informées et libres de leur choix. La valeur d'utilité correspond à la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs que l'on s'attend à tirer de l'immobilisation considérée.

Si les raisons ayant conduit à la comptabilisation d'une perte de valeur au cours d'exercices antérieurs ont disparu, une reprise de perte de valeur adéquate est comptabilisée. Cette règle ne concerne pas les pertes de valeur comptabilisées en rapport avec le goodwill.

13. Activité de location

LE GROUPE EN QUALITÉ DE BAILLEUR

Le Groupe Volkswagen Bank GmbH pratique la location-financement et la location simple. Les actifs donnés en location comprennent essentiellement des véhicules et, dans une moindre mesure, des terrains et des constructions ainsi que des équipements destinés aux concessionnaires.

Les contrats de location-financement transfèrent la propriété économique au preneur. Dans le bilan consolidé, les créances nées des contrats de location-financement figurent donc parmi les prêts consentis à la clientèle et les créances sur la clientèle, et la valeur nette de l'investissement dans le contrat de location correspond généralement au coût de l'actif donné en location. Les produits d'intérêts provenant des contrats de location-financement sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif et figurent parmi les produits de la location dans le compte de résultat. Les intérêts payés par le client sont affectés de façon à produire un taux d'intérêt périodique constant sur le solde demeurant à recouvrer de la créance liée au contrat de location considéré.

S'agissant des contrats de location simple, le bailleur conserve la propriété économique de l'actif donné en location. Dans le bilan consolidé, les actifs concernés figurent sous un poste distinct intitulé « actifs donnés en location ». Ils sont évalués au coût diminué du montant des amortissements pratiqués selon la méthode linéaire sur la durée du contrat, jusqu'à épuisement de la valeur résiduelle. Toute dépréciation constatée à l'occasion d'un test de dépréciation réalisé conformément à IAS 36 en prenant en compte le prix de vente net en tant que valeur recouvrable est prise en compte en comptabilisant une perte de valeur et en ajustant le taux d'amortissement. Si les raisons ayant conduit à la comptabilisation d'une perte de valeur au cours d'exercices antérieurs ont disparu, une reprise de perte de valeur est comptabilisée. Les pertes de valeur et les reprises de pertes de valeur sont incluses dans le produit net des contrats de location avant provision pour risques de crédit. Les produits de la location sont comptabilisés selon la méthode linéaire sur la durée du contrat.

Les terrains et les constructions qui permettent de percevoir des loyers sont comptabilisés dans le bilan sous le poste « Immeubles de placement » et évalués au coût amorti. Les terrains et constructions concernés sont généralement loués à des concessionnaires. L'amortissement s'effectue selon la méthode linéaire sur des durées d'utilité de dix à 33 ans. Toute dépréciation constatée à l'occasion d'un test de dépréciation conforme à IAS 36 est prise en compte en comptabilisant une perte de valeur.

LE GROUPE EN QUALITÉ DE PRENEUR

Les loyers versés au titre des contrats de location simple figurent parmi les charges générales et d'administration.

RACHATS

Les contrats de location aux termes desquels le Groupe Volkswagen Bank GmbH a conclu un accord ferme avec le bailleur concernant la restitution de l'actif donné en location sont comptabilisés sous le poste des autres prêts et créances parmi les prêts consentis à la clientèle et les créances sur la clientèle à leur valeur de revente fixée d'un commun accord au début du contrat de location et le sont également sous le poste des autres actifs à un montant égal au droit d'utilisation correspondant. S'agissant de contrats de location non courants (dont la maturité est supérieure à un an), la valeur de revente convenue est actualisée au début du contrat de location. La désactualisation intervenant au cours de la durée du contrat est comptabilisée parmi les produits d'intérêts. La valeur de l'actif lié au droit d'utilisation comptabilisé parmi les autres actifs est amortie sur la durée du contrat selon la méthode linéaire. Cet amortissement figure parmi les charges liées à l'activité de location. Les loyers perçus au titre des contrats de sous-location figurent parmi les produits liés à l'activité de location.

14. Passifs

Les passifs envers les banques et la clientèle, les obligations et effets de commerce émis et les passifs subordonnés sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les gains ou les pertes résultant des variations du coût amorti sont comptabilisés dans le compte de résultat, y compris les effets des variations des taux de change. Les passifs courants (qui arriveront à échéance dans un délai maximum d'un an) ne font l'objet d'aucune actualisation et aucune désactualisation n'est par conséquent comptabilisée, compte tenu du caractère non significatif de l'information.

15. Provisions pour retraites et autres avantages post-emploi

Des provisions sont comptabilisées au titre des engagements pris sous la forme d'avantages à servir en matière de retraite, d'invalidité et de prestations destinées aux personnes à charge survivantes, dans le cadre de plans de retraite. Les prestations servies par le Groupe varient en fonction des circonstances juridiques, fiscales et économiques propres au pays concerné et dépendent habituellement de la durée de service et de la rémunération des collaborateurs.

Les sociétés du Groupe Volkswagen Bank GmbH versent des pensions à la fois dans le cadre de régimes à cotisations définies et de régimes à prestations définies. Dans le cas des régimes à cotisations définies, la Société verse des cotisations dans le cadre de régimes de retraite publics ou privés, en fonction d'exigences légales ou contractuelles ou de façon volontaire. Le Groupe Volkswagen Bank GmbH est libéré de toute obligation dès lors que les cotisations ont été versées. Les cotisations actuelles sont comptabilisées en tant que charges de retraite au cours de la période concernée. En 2018, celles-ci se sont élevées au total à 12 million d'€ (exercice précédent : 2 millions). Ce chiffre inclut les cotisations versées dans le cadre du régime de retraite obligatoire allemand, d'un montant de 7 million d'€ (exercice précédent : 2 millions).

La plupart des régimes de retraite du Groupe Volkswagen Bank GmbH sont des régimes à prestations définies, une distinction étant opérée entre les plans de retraite financés par des provisions (régimes dotés d'actifs) et les plans de retraite financés au moyen d'actifs externes (régimes non dotés d'actifs). Les provisions destinées à honorer les engagements pris au titre de régimes de retraite à prestations définies sont évaluées par des actuaires indépendants selon la méthode admise sur le plan international des unités de crédits projetées, conformément à IAS 19, selon laquelle les obligations futures sont évaluées sur la base des droits à prestations proportionnels acquis jusqu'à la date d'arrêt des comptes. L'évaluation de ces provisions tient compte des hypothèses actuarielles relatives aux taux d'actualisation, des tendances observées en matière d'évolution des salaires et des pensions et des taux de rotation du personnel, déterminés pour chaque société du Groupe en fonction du contexte économique. Les écarts actuariels résultent de différences entre les tendances effectives et les estimations des exercices précédents ainsi que de l'évolution des hypothèses. Ces écarts sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, montant net d'impôts différés, au titre de la période au cours de laquelle ils apparaissent. Des informations détaillées relatives aux provisions pour retraites et aux autres avantages post-emploi figurent à la note 49.

16. Autres provisions

Conformément à IAS 37, des provisions sont comptabilisées si une obligation juridique ou supposée à l'égard d'un tiers est née en conséquence d'un événement passé, s'il est probable que son exécution future entraîne une sortie de ressources financières et que le montant de cette obligation peut être estimé de manière fiable. Si une sortie de ressources n'est considérée ni comme probable, ni comme improbable, le montant concerné est traité comme un passif éventuel. Conformément à IAS 37, ce passif éventuel n'est pas comptabilisé mais est indiqué à la note 68.

Les provisions pour contentieux et risques juridiques sont comptabilisées et évaluées selon des hypothèses concernant la probabilité d'une issue défavorable et le montant d'une possible utilisation des provisions en question.

Les produits correspondant aux reprises des autres provisions sont généralement comptabilisés sous le poste du compte de résultat ou sous le poste de produit net sous lequel la charge correspondante avait été comptabilisée au cours des exercices antérieurs. Les provisions n'ayant pas entraîné de flux sortant de ressources au cours de l'exercice suivant sont comptabilisées à leur valeur de règlement actualisée à la date du bilan. Cette actualisation est fondée sur les taux d'intérêt du marché. Le montant nécessaire à l'extinction de l'obligation comprend également les accroissements de coûts prévus.

Les droits de recours n'entraînent pas une réduction du montant des provisions.

17. Activités fiduciaires

Aucune opération relevant de la gestion ou du placement d'actifs pour le compte de tiers (activités fiduciaires) n'a été réalisée.

18. Estimations et hypothèses retenues par la Direction

Lors de la préparation des états financiers consolidés, la Direction est conduite à formuler certaines hypothèses et à procéder à certaines estimations qui affectent la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges, ainsi que les passifs et les actifs éventuels dont il est fait état au titre de l'exercice considéré.

Les hypothèses et estimations sont fondées sur les dernières informations disponibles. En particulier, les circonstances prévalant au moment où les états financiers consolidés sont établis, ainsi que les tendances futures globales et sectorielles considérées comme réalistes sont prises en compte afin de prévoir les résultats futurs de l'activité. Les estimations et hypothèses utilisées par la direction ont été produites en particulier en fonction d'hypothèses ayant trait aux tendances macroéconomiques ainsi qu'aux tendances propres aux marchés automobiles, aux marchés financiers et concernant l'environnement juridique. Ces hypothèses et d'autres sont expliquées en détail dans le rapport relatif aux évolutions prévues, qui fait partie du rapport de gestion du Groupe.

Compte tenu du fait que les résultats futurs de l'activité dépendent de facteurs inconnus qui échappent en partie à la maîtrise du Groupe, nos hypothèses et estimations demeurent caractérisées par une très grande incertitude. Si des changements de paramètres diffèrent des hypothèses sans que la Direction puisse exercer d'influence à cet égard, les montants réels pourraient différer des valeurs prévues à l'origine. Si les résultats effectifs diffèrent des prévisions, les hypothèses et, si nécessaire, les valeurs comptables des actifs et des passifs concernés seront ajustées en conséquence.

Ces hypothèses et estimations ont trait en grande partie aux éléments exposés ci-après.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Des estimations relatives à la probabilité que des événements se produisent et aux montants correspondants sont nécessaires aux fins du calcul de la valeur recouvrable des actifs financiers. Dans la mesure du possible, ces estimations tiennent compte des dernières données de marché ainsi que des catégories de notation et des informations relatives aux scores fondées sur l'expérience, associées à des paramètres prospectifs. Pour obtenir de plus amples détails sur les corrections de valeur, veuillez-vous reporter aux notes relatives à la provision pour risques de crédit (note 62).

Des estimations sont nécessaires de la part de la Direction pour déterminer la juste valeur des instruments financiers. Cette observation concerne à la fois la juste valeur en tant que norme d'évaluation dans le cadre du bilan et la juste valeur dans le contexte des informations données dans le cadre des notes. Les évaluations à la juste valeur s'inscrivent dans une hiérarchie à trois niveaux dépendant du type des données utilisées selon les techniques d'évaluation. Chaque niveau nécessite de la part de la Direction des estimations différentes. Les justes valeurs situées au Niveau 1 sont basées sur les prix observés sur des marchés actifs. Dans ce cas de figure les estimations de la Direction consistent à déterminer le marché principal ou le plus avantageux. Au Niveau 2 se situent les justes valeurs déterminées sur la base de données observables sur les marchés selon des méthodes d'évaluation adaptées au marché concerné. Les décisions prises par la direction à ce niveau consistent à sélectionner les modèles sectoriels standards généralement acceptés et à préciser le marché sur lequel les facteurs concernés peuvent être observés. Les justes valeurs situées au Niveau 3 sont déterminées selon des techniques d'évaluation consistant à se fonder sur certaines données ne pouvant être observées sur un marché actif. Le jugement de la Direction est nécessaire dans ce cas afin de choisir les techniques d'évaluation et de déterminer les données à utiliser. Ces données sont produites en utilisant les meilleures informations disponibles. Si elle utilise ses propres données, la Société procède à des ajustements appropriés destinés à refléter au mieux les conditions du marché.

VALEUR RECOUVRABLE DES ACTIFS NON-FINANCIERS ET DES INVESTISSEMENTS EN CAPITAL PROPRES

Les tests de dépréciation effectués sur les actifs non-financiers (en particulier le goodwill et les marques), les coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et les investissements en capitaux propres évalués au coût nécessitent des hypothèses concernant les flux de trésorerie futurs au cours de la période couverte par les prévisions et, le cas échéant, au-delà de cette période. Les hypothèses concernant les flux de trésorerie futurs reposent sur des prévisions relatives aux tendances économiques générales, des tendances observées sur l'ensemble des marchés des véhicules particuliers et utilitaires, et sur des prévisions découlant de ces tendances concernant les services financiers, en tenant compte de la pénétration du marché, des coûts liés aux risques, des marges et des exigences réglementaires. Pour obtenir de plus amples informations concernant les hypothèses relatives à la période couverte par les prévisions concernées, veuillez consulter le rapport relatif aux évolutions prévues, qui fait partie intégrante du rapport de gestion. Les taux d'actualisation utilisés dans le cadre de la méthode des flux de trésorerie actualisés appliquée lors du test de dépréciation du goodwill sont basés sur les coûts des taux de capitaux propres indiqués, en tenant compte des expériences antérieures et des hypothèses adéquates concernant les tendances macroéconomiques. En particulier, les prévisions relatives aux flux de trésorerie à court et moyen termes et les taux d'actualisation utilisés sont soumis à des incertitudes sur lesquelles le Groupe n'a aucune maîtrise.

VALEUR RECOUVRABLE DES ACTIFS DONNES EN LOCATION

La valeur recouvrable des actifs du Groupe donnés en location dépend principalement de la valeur résiduelle des véhicules loués à l'issue de la période de location. Cette valeur représente en effet une partie très importante des flux de trésorerie entrants attendus. Des informations de sources internes et externes, actualisées en permanence, relatives aux tendances observées en matière de valeur résiduelle – informations basées sur les spécificités locales et les valeurs empiriques issues de la commercialisation des véhicules d'occasion – sont intégrées aux prévisions relatives aux valeurs résiduelles des véhicules loués. Aux fins de ces prévisions, le Groupe doit concevoir des hypothèses, principalement liées à l'offre et à la demande futures de véhicules et aux tendances concernant les prix des véhicules. Ces hypothèses sont fondées soit sur des estimations professionnelles soit sur des informations publiées par des experts tiers. Les estimations professionnelles sont fondées sur des données externes (lorsqu'elles sont disponibles) en tenant compte de toutes informations supplémentaires disponibles en interne, telles que les valeurs issues de l'expérience acquise et les données relatives aux ventes actuelles. Les prévisions et hypothèses sont régulièrement vérifiées par le biais de tests réalisés à posteriori.

ACTIFS D'IMPOTS DIFFERES ET ELEMENTS INCERTAINS COMPTABILISES AU TITRE DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

Lorsque sont calculés des actifs d'impôts différés, des hypothèses sont nécessaires quant au revenu imposable futur et quant au calendrier de l'utilisation de ces actifs d'impôts différés. L'évaluation des actifs d'impôts différés concernant les pertes fiscales reportées en avant est généralement fondée sur les revenus imposables futurs sur une période de planification de cinq exercices. S'agissant d'éléments incertains comptabilisés au titre de l'impôt sur les bénéfices, le versement d'impôt prévu est retenu comme constituant la meilleure estimation.

PRODUITS PROVENANT DES CONTRATS DE SERVICE

Le calcul des taux de rentabilité des contrats de service est effectué en fonction d'hypothèses relatives aux charges qui seront supportées pendant la durée de ces contrats. Ces hypothèses sont fondées sur l'expérience. Les paramètres utilisés dans le calcul des taux de rentabilité des contrats de service sont régulièrement réexaminés. Pendant la durée des contrats considérés, les produits qui en sont tirés sont comptabilisés sur la base des charges supportées avec ajout d'une marge correspondant aux taux de rentabilité de ces contrats.

PROVISIONS

La comptabilisation et l'évaluation des provisions sont également fondées sur des hypothèses relatives à la probabilité que des événements se produisent à l'avenir et aux montants correspondants, ainsi que sur une estimation du taux d'actualisation. L'expérience acquise ou les rapports d'experts externes sont, là encore, utilisés dans la mesure du possible.

L'évaluation de ces provisions se fonde sur des hypothèses actuarielles relatives aux taux d'actualisation, des tendances observées en matière d'évolution des salaires et des pensions et des taux de rotation du personnel, déterminés pour chaque société du Groupe en fonction du contexte économique.

S'agissant des autres provisions, des valeurs attendues sont utilisées en tant que bases d'évaluation, ce qui signifie que des changements sont régulièrement apportés, entraînant soit des accroissements de provisions soit la reprise de provisions inutilisées. Les variations des estimations des montants des autres provisions sont systématiquement comptabilisées dans le compte de résultat. La comptabilisation et l'évaluation de provisions pour risques juridiques et de contentieux incluses dans d'autres provisions nécessitent des prévisions relatives aux décisions devant être rendues par les juridictions et relatives à l'issue des procédures judiciaires. Chaque affaire fait l'objet d'une évaluation spécifique fondée sur les éléments du dossier. Il est tenu compte de l'avancement des procédures, de l'expérience acquise au sein de la Société dans des situations comparables ainsi que des avis d'experts et d'avocats.

Notes relatives au Compte de Résultat**19. Produits d'intérêts provenant des contrats de prêt et des valeurs mobilières négociables**

Les produits d'intérêts provenant des actifs financiers évalués au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, compris dans les produits d'intérêts provenant des contrats de prêt et des valeurs mobilières négociables, se sont élevés à 1 396 millions d'€. Des produits d'intérêts d'un montant de 15 millions d'€ peuvent être rattachés à des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Les produits d'intérêts de l'exercice précédent liés aux instruments financiers non rattachés à la catégorie des actifs financiers ou des passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net se sont élevés à 1 362 millions d'€ pour l'exercice précédent ajusté.

20. Produit net provenant des contrats de location

Les produits provenant des contrats de location comprennent des produits d'intérêts sur prêts et créances dépréciés, d'un montant total de 11 millions d'€ (exercice précédent : 14 millions d'€).

Comme pour l'exercice précédent, les produits provenant des contrats de location comprennent les loyers des immeubles de placement, dont le montant n'est pas considéré comme significatif. Comme pour l'exercice précédent, ces produits ne comprennent pas les produits des reprises de pertes de valeur d'actifs donnés en location et d'immeubles de placement comptabilisées au cours d'exercices précédents.

Les pertes de valeur comptabilisées par suite de tests de dépréciation concernant les actifs donnés en location se sont élevées à 45 millions d'€ (exercice précédent : 25 millions d'€) et sont incluses dans les amortissements des pertes de valeur constatées sur ces actifs. Les pertes de valeur sont déterminées sur la base d'informations internes et externes actualisées en permanence, qui sont ensuite intégrées aux prévisions relatives aux valeurs résiduelles des véhicules. Les produits provenant des reprises de pertes de valeur des actifs donnés en location comptabilisées au titre d'exercices précédents se sont élevés à 6 million d'€ (exercice précédent : 1 millions d'€) et sont intégrés aux produits provenant des contrats de location.

21. Charges d'intérêts

Les charges d'intérêts incluent les charges de financement des contrats de prêt et de location. Sur ces charges un montant de 367 millions d'€ (exercice précédent : 233 millions d'€) concerne des instruments financiers non évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Sur ce montant, 1 million d'€ (exercice précédent : -1 million d'€) a été imputé sur le montant net des charges résultant des produits et charges d'intérêts sur dérivés s'inscrivant dans le cadre de couvertures inefficaces au cours de l'exercice.

Les charges d'intérêts comprenaient des intérêts négatifs relatifs à des transactions sur les marchés financiers d'un montant de 19 millions d'€ (exercice précédent : 15 millions d'€). Cette situation découlait en premier lieu du fait que le solde du compte de réserve de la Banque auprès de la BCE soit supérieur au seuil minimum imposé et de dépôts à court-terme effectués auprès de banques nationales.

22. Produit net provenant des contrats de service

Sur le total des produits comptabilisés en rapport avec les contrats de service, un montant de 114 millions d'€ a été comptabilisé au titre de contrats de service nécessitant la comptabilisation des produits à un moment spécifique, et 46 millions d'€ ont été comptabilisés au titre de contrats de service nécessitant la comptabilisation des produits sur une certaine période.

Sur les produits provenant des contrats de service comptabilisés au cours de l'exercice considéré, un montant de 102 millions d'€ a été intégré aux passifs contractuels liés aux contrats de service au 1^{er} janvier 2018.

23. Provision pour risques de crédit

La provision pour risques de crédit concerne les postes du bilan suivants : prêts consentis aux banques et créances sur celles-ci, prêts consentis à la clientèle et créances sur celle-ci, valeurs mobilières négociables et autres actifs. Elle concerne également le poste du bilan intitulé « Autres passifs », dans la mesure où elle est liée aux engagements de crédit et aux garanties financières.

La provision pour risques de crédit figurant dans le compte de résultat consolidé se décompose comme suit :

En millions d'€	2018	2017
Ajouts à la provision pour risques de crédit	– 567	– 269
Reprises de la provision pour risques de crédit	524	438
Montants immédiatement éliminés	– 81	– 47
Produits liés aux prêts et créances précédemment éliminés	30	28
Gain ou perte net(te) résultant de modifications significatives	–	–
Total	– 94	150

La provision pour risques de crédit supplémentaires auxquels le Groupe Volkswagen Bank GmbH est exposé en raison de situations critiques (crises économiques, effets du Brexit, blocage des ventes de véhicules) existant dans certains pays européens s'est réduite de 64 millions d'€ au cours de l'exercice (exercice précédent : réduite de 232 millions d'€).

24. Montant net des produits de commissions

Le montant net des produits de commissions comprend essentiellement les produits et les charges liés aux prestations de courtage d'assurance ainsi que les commissions liées aux activités de financement et de services financiers. La répartition est la suivante :

En millions d'€	2018	2017/1
Commissions (produits)	224	291
dont commissions de courtage d'assurance	141	208
Commissions (charges)	– 400	– 304
dont commissions commerciales de l'activité de financement	– 368	– 277
Total	– 176	– 13

1 Exercice précédent ajusté de la façon indiquée dans le cadre des informations contenues à la section intitulée « Ajustement des chiffres de l'exercice précédent ».

25. Résultat des transactions de couverture

Le résultat des transactions de couverture comprend les gains et les pertes issus de l'évaluation de la juste valeur des instruments de couverture et des éléments couverts.

Les gains et les pertes pour la période considérée se décomposent comme suit :

En millions d'€	2018
Gains sur instruments de couverture dans le cadre de couvertures de juste valeur	273
Pertes sur les éléments couverts dans le cadre de couvertures de juste valeur	– 273
Gains sur la part inefficace des instruments de couverture dans le cadre de couvertures de juste valeur	15
Gains résultant de la reclassification des réserves de couverture des flux de trésorerie	9
Pertes sur conversion de prêts/créances et de passifs en monnaie étrangère dans le cadre de couvertures de flux de trésorerie	– 9
Pertes sur la part inefficace des instruments de couverture dans le cadre de couvertures de flux de trésorerie	– 3
Total	12

Ainsi qu'il ressort des informations relatives à l'ajustement des chiffres de l'exercice précédent, ces effets ont été intégrés aux autres gains ou pertes financiers de l'exercice précédent.

26. Gain ou perte net(te) sur instruments financiers évalués à la juste valeur et constaté(e) lors de la décomptabilisation des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Les gains ou pertes net(te)s sur instruments dérivés non désignés comme instruments de couverture, les gains ou pertes net(te)s sur valeurs mobilières négociables et sur prêts/créances évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, ainsi que les gains ou pertes net(te)s constaté(e)s lors de la décomptabilisation des valeurs mobilières négociables évaluées à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont comptabilisé(e)s sous ce poste. Les gains et les pertes résultant de changements de juste valeur des instruments dérivés qui ne satisfont pas les exigences définies par IFRS 9 pour une comptabilité de couverture élément par élément, ni les exigences définies par IAS 39 en matière de couverture de portefeuille, sont comptabilisés dans le cadre des gains et pertes sur instruments dérivés non désignés comme instruments de couverture.

Les gains et les pertes pour la période considérée se décomposent comme suit :

En millions d'€	2018
Gains sur dérivés non désignés comme instruments de couverture	57
Pertes sur valeurs mobilières négociables évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net	– 1
Pertes sur prêts/créances évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	– 7
Gains/pertes constatés lors de la décomptabilisation des valeurs mobilières négociables évaluées à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	0
Total	48

Ainsi qu'il ressort des informations relatives à l'ajustement des chiffres de l'exercice précédent, les effets produits par les instruments dérivés non désignés comme instruments de couverture ont été intégrés aux autres gains ou pertes financiers de l'exercice précédent.

27. Charges générales et d'administration

Les charges générales et d'administration se décomposent comme suit :

En millions d'€	2018	2017 ¹
Charges de personnel	– 292	– 158
Charges d'exploitation non liées au personnel	– 647	– 740
Charges liées à la publicité, aux relations publiques et à la promotion des ventes	– 19	– 22
Amortissements et pertes de valeur des immobilisations corporelles, amortissement et pertes de valeur des immobilisations incorporelles	– 14	– 10
Autres impôts	– 1	– 0
Produits des reprises de provisions et de charges à payer	40	15
Total	– 933	– 916

¹ Exercice précédent ajusté de la façon indiquée dans le cadre des informations contenues à la section intitulée « Ajustement des chiffres de l'exercice précédent ».

Les charges d'exploitation non liées au personnel comprennent des charges de 108 millions d'€ (exercice précédent : 51 millions d'€) liées aux actifs donnés en location (véhicules et biens immobiliers) dans le cadre de contrats de location simple.

Conformément aux exigences énoncées à la section 314(1) n° 9 du Code de commerce allemand (HGB), les charges générales et d'administration comprennent le total des honoraires facturés au cours de l'exercice par les commissaires aux comptes chargés du contrôle des états financiers consolidés, qui figurent dans le tableau suivant :

En millions d'€	2018	2017
Prestations de vérification des états financiers	1	1
Autres prestations d'attestation	1	0
Prestations de conseil fiscal	0	—
Autres prestations	2	2
Total	3	3

Les honoraires versés aux commissaires aux comptes en 2018 en contrepartie des prestations de contrôle financier ont été essentiellement liés au contrôle des états financiers consolidés de Volkswagen Bank GmbH et des états financiers annuels des sociétés allemandes du Groupe ainsi qu'à l'examen des états financiers provisoires de ces dernières. Les autres prestations d'attestation concernent principalement d'autres prestations de vérification. Les autres prestations exécutées par les commissaires aux comptes au cours de l'exercice ont été principalement liées à des questions de droit bancaire, en particulier aux contrôles prévus par celui-ci, et ont consisté en des prestations de conseil en matière d'optimisation des processus et de services informatiques.

28. Montant net des autres produits/charges d'exploitation

Le montant net des autres produits/charges d'exploitation se décompose comme suit :

En millions d'€	2018	2017 ¹
Gains constatés lors de l'évaluation de prêts/créances et de passifs en monnaie étrangère sans effet de couverture	25	4
Produit des coûts facturés aux autres entités du Groupe Volkswagen	33	165
Produits des reprises de provisions et de charges à payer	67	68
Produits provenant des demandes de dommages-intérêts	—	—
Produits de cessions de véhicules dans le cadre de contrats de prêt et de contrats de location-financement	299	84
Produits résultant de modifications non significatives	0	—
Produits d'exploitation divers	29	15
Pertes constatées lors de l'évaluation de prêts/créances et de passifs en monnaie étrangère sans effet de couverture	— 42	— 3
Charges liées au risques juridiques et aux contentieux	— 198	— 172
Charges résultant de cessions de véhicules dans le cadre de contrats de prêt et de contrats de location-financement	— 375	— 107
Charges résultant de modifications non significatives	0	—
Autres charges d'exploitation	— 50	— 32
Total	— 213	20

1 Exercice précédent ajusté de la façon indiquée dans le cadre des informations contenues à la section intitulée « Ajustement des chiffres de l'exercice précédent ».

Ainsi qu'il ressort des informations relatives à l'ajustement des chiffres de l'exercice précédent, les gains et les pertes constatés lors de l'évaluation de prêts/créances et de passifs en monnaie étrangère sans effet de couverture ont été intégrés aux autres gains ou pertes financiers de l'exercice précédent.

29. Gain ou perte net(te) lié(e) aux actifs financiers divers

Le gain ou la perte net(te) lié(e) aux actifs financiers divers comprennent les dividendes.

30. Autres gains ou pertes financiers

Les autres gains ou pertes financiers correspondent principalement à des produits d'intérêts et à des charges d'intérêts liés à la fiscalité, aux pensions de retraite et aux autres provisions.

Au cours de l'exercice précédent, les autres gains ou pertes financiers comprenaient également les éléments suivants :

En millions d'€	2017
Gains sur les instruments de couverture dans le cadre de couvertures de juste valeur et de couvertures de flux de trésorerie.	164
Pertes sur les éléments couverts dans le cadre de couvertures de juste valeur	-161
Part inefficace des instruments de couverture dans le cadre de couvertures de flux de trésorerie	—
Gains constatés lors de l'évaluation des prêts/créances et des passifs en monnaie étrangère	-36
Pertes sur dérivés non désignés comme instrument de couverture	-15
Total	-48

Pour l'exercice considéré, les gains/pertes sur instruments de couverture dans le cadre de couvertures de juste valeur et de couvertures de flux de trésorerie, les gains/pertes sur éléments couverts dans le cadre de couvertures de juste valeur et la part inefficace des instruments de couverture dans le cadre de couvertures de flux de trésorerie sont comptabilisés sous le nouveau poste du compte de résultat intitulé « Gain ou perte net(te) sur opérations de couverture ».

Pour l'exercice considéré, les gains/pertes constatés lors de l'évaluation de prêts/créances et de passifs en monnaie étrangère, dans la mesure où ils sont liés à des gains/pertes de change sur éléments couverts dans le cadre de couvertures de flux de trésorerie, sont comptabilisés sous le nouveau poste du compte de résultat intitulé « Gain ou perte net(te) sur opérations de couverture ». Dans tous les autres cas, ils sont intégrés aux autres produits d'exploitation ou aux autres charges d'exploitation.

Pour l'exercice considéré, les gains/pertes sur instruments dérivés non désignés comme instruments de couverture sont comptabilisés sous le nouveau poste du compte de résultat intitulé « Gain ou perte net(te) sur instruments de couverture évalués à la juste valeur et constaté(e) lors de la décomptabilisation des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ».

31. Impôt sur les bénéfices

L'impôt sur les bénéfices comprend l'impôt prélevé au titre du groupe fiscal Volkswagen AG, les impôts dont les filiales et succursales étrangères sont redevables ainsi que les impôts différés. L'impôt sur les bénéfices se décompose comme suit :

En millions d'€	2018	2017
Charge d'impôts courants en Allemagne	34	140
Charge d'impôts courants à l'étranger	164	54
	198	194
dont produit (+)/charge (-) lié à des exercices précédents	4	-43
Produit (+)/charge (-) d'impôts différés en Allemagne	61	83
Produit (+)/charge (-) d'impôts différés à l'étranger	15	59
Produit (+)/charge (-) d'impôts différés	77	142
Impôt sur les bénéfices	275	336

La charge d'impôts comptabilisée en 2018, qui s'élève à 275 millions d'€ (exercice précédent : 336 millions d'€), est supérieure de 18 millions d'€ (exercice précédent : 39 millions d'€) à la charge d'impôts prévue, d'un montant de 293 millions d'€ (exercice précédent : 297 millions d'€) calculé en appliquant un taux d'imposition de 29.9% exercice précédent : 29,9% au bénéfice consolidé avant impôt.

Le rapprochement ci-dessous fait ressortir le lien entre la charge d'impôts et le bénéfice avant impôt de l'exercice :

En millions d'€	2018	2017
Bénéfice avant impôt	978	992
multiplié par le taux de l'impôt sur les bénéfices allemand de 29,9% (exercice précédent : 29,9%).		
= Charge d'impôts sur les bénéfices de l'exercice calculée au taux de l'impôt allemand sur les bénéfices	- 293	- 297
+ Effets des crédits d'impôt	0	1
+ Effets des taux d'imposition allemand/étrangers	62	11
+ Effets des variations de taux d'imposition	17	0
+ Effets des différences permanentes	- 8	- 2
+ Effets des exonérations d'impôt	12	16
+ Effets des reports en avant de pertes fiscales	0	-
+ Effets des charges d'exploitation non déductibles	- 67	- 17
+ Impôts attribuables à des exercices précédents	4	- 43
+ Autres différences	- 3	- 7
= Charge d'impôts courants	- 275	- 336

Le taux légal d'impôt sur les sociétés en vigueur en Allemagne pour la période d'évaluation correspondant à l'exercice 2018 était de 15%. Compte tenu de la taxe professionnelle et de la surtaxe de solidarité, le taux d'imposition global a été de 29,9%.

Les effets produits par des taux d'impôt sur les bénéfices différents dans les autres pays se manifestent en raison des taux d'impôt sur les bénéfices des divers pays dans lesquels les filiales et succursales possèdent leur siège. Ces taux, qui diffèrent du taux de l'impôt allemand sur les bénéfices, vont de 12,5 % à 30,0% exercice précédent : de 12,5 % à 35,7%.).

Au 31 décembre 2018, il existait des reports en avant de pertes fiscales inutilisés d'un montant d'1 millions d'€ (exercice précédent : 5 millions d'€), en rapport avec lesquels 0 million d'€ (exercice précédent : 1 millions d'€) d'actifs d'impôts différés avait été comptabilisé. Sur ces reports en avant de pertes fiscales inutilisés, 1 millions d'€ est considéré comme utilisable à court terme, et 0 millions d'€ est considéré comme utilisable à moyen terme (exercice précédent : 0 millions d'€ utilisable à court terme et 5 millions d'€ utilisables à moyen terme).

Les reports en avant de pertes fiscales non considérés comme utilisables s'élevaient à 0 million d'€ (exercice précédent : 0 million d'€). Les charges d'impôts différés résultant des changements de taux d'imposition se sont élevées à -17 million d'€ (exercice précédent : -1 million d'€).

Le Groupe a comptabilisé des actifs d'impôts différés d'un montant de 0 millions d'€ (exercice précédent : 0 millions d'€) face auxquels il n'existe pas de passif d'impôts différés d'un montant équivalent.

Conformément au point 39 d'IAS 12, des passifs d'impôts différés d'un montant de 25 millions d'€ (exercice précédent : 21 millions d'€) n'ont pas été comptabilisés au titre de différences temporaires et de bénéfices non distribués par les filiales de Volkswagen Bank GmbH car celles-ci possèdent la faculté de contrôle dont il est question au point susvisé.

Sur les actifs d'impôts différés comptabilisés dans le bilan, un montant de 14 millions d'€ (exercice précédent : 11 millions d'€) se rapporte à des transactions comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Sur ce chiffre, un montant de 19 millions d'€ (exercice précédent : 17 millions d'€) se rapporte à des écarts actuariels (IAS 19), de 0 million d'€ (exercice précédent : 0 million d'€) à des instruments financiers dérivés et un autre montant de -5 millions d'€ (exercice précédent : -6 millions d'€) à l'évaluation à la juste valeur de valeurs mobilières négociables.

32. Autres notes relatives au compte de résultat

Tous les produits de commissions des exercices 2017 et 2018 ont été pris en compte selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

33. Réserve de liquidités

La réserve de liquidités comprend essentiellement les soldes détenus à la Banque fédérale allemande (Deutsche Bundesbank) d'un montant de 1 782 millions d'€ (exercice précédent : 1 705 millions d'€).

34. Prêts consentis à la clientèle et créances sur la clientèle

Le poste « Prêts consentis à la clientèle et créances sur la clientèle » comprend des déductions résultant de la provision pour risques de crédit comptabilisée afin de couvrir le risque de crédit attendu. La provision pour risques de crédit est décrite à la note (23).

Les prêts consentis à la clientèle et les créances sur la clientèle correspondent en grande partie aux contrats de prêt finançant des achats de véhicules, conclus avec des particuliers et des professionnels. Nous bénéficions normalement d'une sûreté réelle grevant le véhicule dont l'achat est ainsi financé. Les contrats de financement conclus avec des concessionnaires sont des contrats servant à financer les stocks de véhicules ainsi que des contrats de prêt finançant l'achat d'équipements et de prêt d'investissement. Nous bénéficions de sûretés réelles grevant les actifs ainsi que de cautionnements et de privilèges grevant des biens immobiliers. Les créances liées aux contrats de location comprennent celles liées aux contrats de location-financement ainsi que celles liées aux actifs donnés en location. Les autres prêts et créances se rapportent principalement à des lignes de crédit et à des découverts utilisés par la clientèle ainsi qu'à des prêts consentis aux entités du Groupe Volkswagen et à des créances sur celles-ci. Ils comprennent des prêts subordonnés, d'un montant de 0 millions d'€ (exercice précédent : 1 246 millions d'€).

Certaines parties des financements (prêts/créances) accordés à la clientèle (particuliers ou professionnels) selon des taux d'intérêts fixes ont été couvertes par une couverture de juste valeur de portefeuille contre les fluctuations du taux de base sans risque.

Le tableau ci-après contient un rapprochement avec les chiffres du bilan :

En millions d'€	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Prêts consentis à la clientèle et créances sur la clientèle	65 143	64 912
Ajustements de la juste valeur issus de couvertures de portefeuille	- 16	- 22
Prêts consentis à la clientèle et créances sur la clientèle, moins ajustements de la juste valeur issus de couvertures de juste valeur de portefeuille	65 159	64 934

Les créances nées des contrats de location comprennent des créances d'un montant de 99 millions d'€ (exercice précédent : 94 millions d'€). Sur ce montant, 63 millions d'€ (exercice précédent : 65 millions d'€) sont attribuables à des contrats de location financement et 36 millions d'€ (exercice précédent : 28 million d'€) à des contrats de location simple. La durée restant à courir jusqu'à l'échéance des créances nées des contrats de location peut atteindre un an.

Les créances nées des contrats de location-financement, au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2018, se décomposent comme suit :

En millions d'€	2018	2019 – À partir de 2022	2023	Total
Paievements ultérieurs au titre de créances nées des contrats de location-financement	5 990	14 697	26	20 713
Produits financiers non encore perçus provenant de contrats de location-financement (actualisation)	- 532	- 1 352	- 1	- 1 885
Valeur actuelle des versements minimums qui demeurent à effectuer en vertu d'un contrat de location à la date d'arrêté des comptes	5 458	13 345	25	18 828

1 Exercice précédent retraité comme indiqué dans le cadre des informations relatives à l'activité de location de la succursale irlandaise, à la section intitulée « Chiffres de l'exercice précédent retraités ».

En millions d'€	2019	2020 – À partir de 2023	2024	Total
Paievements ultérieurs au titre de créances nées des contrats de location-financement	5 921	14 714	29	20 664
Produits financiers non encore perçus provenant de contrats de location-financement (actualisation)	- 553	- 1 318	- 1	- 1 872
Valeur actuelle des versements minimums qui demeurent à effectuer en vertu d'un contrat de location à la date d'arrêté des comptes	5 369	13 396	28	18 792

Au sein du Groupe Volkswagen Bank GmbH, la valeur actuelle des versements minimums qui demeurent à effectuer en vertu d'un contrat de location à la date d'arrêté des comptes, correspond au montant net des créances nées des contrats de location-financement indiqué ci-dessus. La provision pour risques de crédit liée aux montants minimums de loyers restant dus et irrécouvrables a été comptabilisée à hauteur de 73 millions d'€ (exercice précédent : 15 millions d'€).

Parmi les prêts consentis à la clientèle et les créances sur la clientèle, les corrections de valeur relatives à des prêts et des créances existant dans les pays exposés à des risques de crédit supplémentaires, en raison de différentes situations critiques (crises économiques, effets du Brexit, blocage des ventes de véhicules) à l'issue de l'exercice, se sont élevées à 12 millions d'€ (exercice précédent : 76 millions d'€).

35. Instruments financiers dérivés

Sous ce titre figurent les justes valeurs positives issues des transactions de couverture et des dérivés non désignés comme instruments de couverture. La répartition est la suivante :

En millions d'€	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Transactions destinées à couvrir		
le risque de change lié aux actifs par des couvertures de juste valeur	70	195
le risque de change lié aux passifs par des couvertures de juste valeur	–	–
le risque de taux d'intérêts par des couvertures de juste valeur	129	41
dont : couverture du risque de taux d'intérêts par des couvertures de juste valeur de portefeuille	24	16
le risque de taux d'intérêts par des couvertures de flux de trésorerie	9	–
le risque de change et le risque prix liés aux flux de trésorerie futurs par des couvertures de flux de trésorerie	-2	0
Total des transactions de couverture	206	236
Actifs issus des dérivés non désignés comme instruments de couverture	51	52
Total	257	289

36. Valeurs mobilières négociables

Les valeurs mobilières comprennent en grande partie 3 284 millions d'€ (exercice précédent : 2 086 millions d'€) d'obligations d'État acquises ainsi que des titres adossés à des actifs émis par des entités ad hoc de : Volkswagen Finance S.A., Madrid (50 millions d'€ ; exercice précédent : 114 millions d'€) ; Volkswagen Leasing GmbH, Braunschweig (18 millions d'€ ; exercice précédent : 302 millions d'€) ; et Volkswagen Financial Services (UK) Limited, Milton Keynes, Royaume-Uni (879 millions d'€ ; exercice précédent : 1 153 millions d'€). À l'exception de Volkswagen Financial Services (UK) Limited, ces entités ad hoc sont des entités structurées non consolidées par Volkswagen Bank GmbH. Veuillez-vous reporter à la note 73 pour de plus amples informations.

Des valeurs mobilières négociables d'un montant de 849 millions d'€ (exercice précédent : 1 156 millions d'€) ont été grevées d'une sûreté constituée en garantie des propres passifs de Volkswagen Bank GmbH. Ces valeurs mobilières négociables sont déposées auprès de la Banque fédérale allemande (Deutsche Bundesbank), en faveur de laquelle elles ont été nanties en relation avec des opérations d'open market.

En raison d'un défaut de caractère significatif, aucune indication n'est donnée quant aux actions (de catégorie C) de la société VISA Inc. (États-Unis d'Amérique).

37. Coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et Actifs financiers divers

En millions d'€	Investissements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence (equity)	Actifs financiers divers	Total
Valeur comptable brute au 1^{er} jan. 2017	–	3	3
Différences de change	–	0	0
Évolution du périmètre de consolidation	– 34	0	– 34
Ajouts	211	0	211
Reclassifications	–	–	–
Cessions	–	0	0
Changements comptabilisés en résultat	29	–	29
Dividendes	–	–	–
Autres changements comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	– 0	–	– 0
Solde au 31 déc. 2017	206	3	209
Pertes de valeur			
Solde au 1^{er} jan. 2017	–	–	–
Différences de change	–	–	–
Évolution du périmètre de consolidation	9	–	9
Ajouts	–	–	–
Reclassifications	–	–	–
Cessions	–	–	–
Reprise de pertes de valeur	–	–	–
Solde au 31 déc. 2017	9	–	9
Valeur comptable nette au 31 déc. 2017	197	3	200
Valeur comptable nette au 1^{er} jan. 2017	–	3	3

En millions d'€	Investissements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence (equity)	Actifs financiers divers	Total
Valeur comptable brute au 1er jan. 2018 ²	203	3	206
Différences de change	–	-0	-0
Évolution du périmètre de consolidation	–	–	–
Ajouts	0	9	9
Reclassifications	–	–	–
Détenus en vue de la vente	–	–	–
Cessions	–	0	0
Changements/réévaluations comptabilisés dans le compte de résultat	21	–	21
Dividendes	–	–	–
Autres changements comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	0	–0	–0
Solde au 31 déc. 2018	224	12	236
Pertes de valeur			
Solde au 1er jan. 2018	9	–	9
Différences de change	–	–	–
Évolution du périmètre de consolidation	–	–	–
Ajouts au cumul des amortissements	–	–	–
Ajouts	–	0	0
Reclassifications	–	–	–
Détenus en vue de la vente	–	–	–
Cessions	–	–	–
Reprise de pertes de valeur	–	–	–
Solde au 31 déc. 2018	9	0	9
Valeur comptable nette au 31 déc. 2018	216	12	227
Valeur comptable nette au 1er jan. 2018	194	3	197

2 En conséquence des effets des règles comptables introduites par la nouvelle IFRS 9 sur les actifs financiers au sein de coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, il existe une différence entre les valeurs comptables au 31 décembre 2017 et les valeurs comptables au 1^{er} janvier 2018. Cette différence est expliquée dans le rapprochement des valeurs comptables sous le titre « Effets des IFRS nouvelles ou modifiées – IFRS 9 Instruments financiers ».

38. Immobilisations incorporelles

En millions d'€	Logiciels créés en interne	Marques Base clients	Goodwill	Autres immobilisations incorporelles	Total
Coût					
Solde au 1^{er} jan. 2017	–	20	17	57	95
Différences de change	0	1	1	1	3
Évolution du périmètre de consolidation	1	–	–	26	27
Ajouts	–	–	–	9	9
Reclassifications	–	–	–	–	–
Détenus en vue de la vente	–	–	–	–	–
Cessions	–	1	–	1	2
Solde au 31 déc. 2017	1	20	18	92	131
Amortissements et pertes de valeur					
Solde au 1^{er} janvier 2017	–	9	–	47	56
Différences de change	0	0	–	1	1
Évolution du périmètre de consolidation	1	–	–	21	21
Ajouts au cumul des amortissements	–	1	–	6	7
Ajouts au cumul des pertes de valeur	–	–	–	–	–
Reclassifications	–	–	–	–	–
Détenus en vue de la vente	–	–	–	–	–
Cessions	–	1	–	1	2
Reprise de pertes de valeur	–	–	–	–	–
Solde au 31 déc. 2017	1	9	–	73	83
Valeur comptable nette au 31 déc. 2017	–	11	18	19	48
Valeur comptable nette au 1^{er} jan. 2017	–	11	17	11	39

En millions d'€	Logiciels créés en interne	Marques Base clients	Goodwill	Autres immobilisations incorporelles	Total
Coût					
Solde au 1er jan. 2018	1	20	18	92	131
Différences de change	- 0	- 1	- 1	- 1	- 2
Évolution du périmètre de consolidation	-	-	-	-	-
Ajouts	-	-	-	13	13
Reclassifications	-	-	-	-	-
Détenus en vue de la vente	-	-	-	- 26	- 26
Cessions	-	-	-	1	1
Solde au 31 déc. 2018	1	20	17	77	115
Amortissements et pertes de valeur					
Solde au 1er janvier 2018	1	9	-	73	83
Différences de change	- 0	- 0	-	- 1	- 1
Évolution du périmètre de consolidation	-	-	-	-	-
Ajouts au cumul des amortissements	-	1	-	8	9
Ajouts au cumul des pertes de valeur	-	-	-	-	-
Reclassifications	-	-	-	-	-
Détenus en vue de la vente	-	-	-	16	16
Cessions	-	-	-	0	0
Reprise de pertes de valeur	-	-	-	-	-
Solde au 31 déc. 2018	1	10	-	64	75
Valeur comptable nette au 31 déc. 2018	-	9	17	13	40
Valeur comptable nette au 1^{er} jan. 2018	-	11	18	19	48

Le goodwill, d'un montant de 17 millions d'€ (exercice précédent : 18 millions d'€), et les marques d'une valeur de 6 millions d'€ (exercice précédent : 6 millions d'€) comptabilisés à la date du bilan proviennent de l'acquisition de Volkswagen Bank Polska S.A. et ont des durées d'utilité indéterminées en raison du fait que le goodwill et la marque sont liés à l'unité génératrice de trésorerie concernée et qu'ils continueront par conséquent d'exister aussi longtemps que celle-ci existera. La base clients acquise de Volkswagen Bank Polska S.A. est amortie sur dix ans.

Les tests de dépréciation du goodwill et des marques en question sont effectués sur la base de la valeur d'utilité. Étant donné que les valeurs d'utilité fixées dans le cadre des tests de dépréciation en relation avec le goodwill et les marques comptabilisés excèdent les valeurs comptables correspondantes, aucune exigence liée aux pertes de valeur n'a été identifiée. Des analyses de sensibilité ont également été réalisées dans le cadre des tests de dépréciation. Aucune évolution imaginable d'une hypothèse significative ne conduirait à la comptabilisation d'une perte de valeur concernant le goodwill ou les marques. À la date d'arrêt des comptes, le montant des immobilisations incorporelles dont la durée d'utilité est indéterminée s'élève à 24 millions d'€ (exercice précédent : 25 millions d'€).

39. Immobilisations corporelles

En millions d'€	Terrains et constructions	Équipements d'exploitation et matériel de bureau	Total
Coût			
Solde au 1 ^{er} jan. 2017	21	21	42
Différences de change	0	1	1
Évolution du périmètre de consolidation	1	26	27
Ajouts	1	3	4
Reclassifications	—	—	—
Cessions	—	4	4
Solde au 31 déc. 2017	24	47	71
Amortissements et pertes de valeur			
Solde au 1 ^{er} janvier 2017	17	16	33
Différences de change	0	0	1
Évolution du périmètre de consolidation	0	12	12
Ajouts au cumul des amortissements	1	3	4
Ajouts au cumul des pertes de valeur	—	—	—
Reclassifications	—	—	—
Cessions	—	3	3
Reprise de pertes de valeur	—	—	—
Solde au 31 déc. 2017	18	27	46
Valeur comptable nette au 31 déc. 2017	5	20	25
Valeur comptable nette au 1^{er} jan. 2017	4	5	9

En millions d'€	Terrains et constructions	Équipements d'exploitation et matériel de bureau	Total
Coût			
Solde au 1er jan. 2018	24	47	71
Différences de change	- 0	- 0	- 0
Évolution du périmètre de consolidation	-	-	-
Ajouts	1	3	4
Reclassifications	-	-	-
Détenus en vue de la vente	- 0	- 8	- 8
Cessions	0	3	4
Solde au 31 déc. 2018	24	38	63
Amortissements et pertes de valeur			
Solde au 1er janvier 2018	18	27	46
Différences de change	- 0	- 0	- 0
Évolution du périmètre de consolidation	-	-	-
Ajouts au cumul des amortissements	1	4	5
Ajouts au cumul des pertes de valeur	-	1	1
Reclassifications	-	-	-
Détenus en vue de la vente	-	6	6
Cessions	0	3	3
Reprise de pertes de valeur	-	-	-
Solde au 31 déc. 2018	19	23	43
Valeur comptable nette au 31 déc. 2018	5	15	20
Valeur comptable nette au 1er jan. 2018	5	20	25

Les terrains et constructions comprennent des actifs en construction d'une valeur comptable d'1 million d'€ (exercice précédent : 1 million d'€).

40. Actifs donnés en location et immeubles de placement

En millions d'€	Actifs mobiliers donnés en location	Immeubles de placement	Total
Coût			
Solde au 1 ^{er} jan. 2017	1 211	3	1 213
Différences de change	74	–	74
Évolution du périmètre de consolidation	4 720	–	4 720
Ajouts	2 008	–	2 008
Reclassifications	–	–	–
Cessions	1 334	–	1 334
Solde au 31 déc. 2017	6 679	3	6 682
Amortissements et pertes de valeur			
Solde au 1 ^{er} janvier 2017	334	2	335
Différences de change	17	–	17
Évolution du périmètre de consolidation	811	–	811
Ajouts au cumul des amortissements	407	0	407
Ajouts au cumul des pertes de valeur	25	–	25
Reclassifications	–	–	–
Cessions	339	–	339
Reprise de pertes de valeur	1	–	1
Solde au 31 déc. 2017	1 254	2	1 255
Valeur comptable nette au 31 déc. 2017	5 426	1	5 426
Valeur comptable nette au 1 ^{er} jan. 2017	877	1	878

Au cours de l'exercice précédent, nous avons prévu, pour les prochaines années, les paiements suivants liés aux contrats de location ne pouvant être résiliés :

En millions d'€	2018	2019 – 2022	Total
Paielements liés aux contrats de location	177	160	337

En millions d'€	Actifs mobiliers donnés en location	Immeubles de placement	Total
Coût			
Solde au 1^{er} jan. 2018	6 679	3	6 682
Différences de change	–102	–	–102
Évolution du périmètre de consolidation	–	–	–
Ajouts	5 492	–	5 492
Reclassifications	–	–	–
Cessions	4 701	–	4 701
Solde au 31 déc. 2018	7 367	3	7 369
Amortissements et pertes de valeur			
Solde au 1^{er} janvier 2018	1 254	2	1 255
Différences de change	–16	–	–16
Évolution du périmètre de consolidation	–	–	–
Ajouts au cumul des amortissements	971	0	971
Ajouts au cumul des pertes de valeur	45	–	45
Reclassifications	–	–	–
Cessions	751	–	751
Reprise de pertes de valeur	4	–	4
Solde au 31 déc. 2018	1 499	2	1 501
Valeur comptable nette au 31 déc. 2018	5 868	1	5 869
Valeur comptable nette au 1^{er} jan. 2018	5 426	1	5 426

1 Une différence entre les valeurs comptables au 31 décembre 2017 et les valeurs comptables au 1^{er} janvier 2018 est apparue du fait des effets de l'ajustement sur les actifs donnés en location, décrits sous le titre « Effets des IFRS nouvelles ou modifiées ».

La juste valeur des immeubles de placement n'a pu être déterminée sans y consacrer des sommes et des d'efforts excessifs. Elle figure par conséquent au coût amorti et s'élève à 1 million d'€ (exercice précédent : 1 million d'€). Des charges d'exploitation d'un montant non significatif ont été supportées aux fins de l'entretien des immeubles de placement à la fois au cours de l'exercice et de l'exercice précédent.

Au cours de l'exercice considéré, nous avons prévu, pour les années à venir, les paiements suivants liés aux contrats de location ne pouvant être résiliés.

En millions d'€	2019	2020 – 2023	Total
Palements liés aux contrats de location	209	182	391

41. Actifs d'impôts différés

Les actifs d'impôts différés dont le détail figure ci-dessous sont composés exclusivement des actifs d'impôt sur les bénéfices différé :

En millions d'€	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Actifs d'impôts différés	3 829	3 858
dont non courants	84	129
Avantages comptabilisés liés aux pertes fiscales reportées en avant non utilisées, nets de corrections de valeur	0	1
dont non courants	0	1
Compensation (avec passifs d'impôts différés)	-2187	-2 362
Total	1 642	1 497

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés en relation avec les éléments du bilan figurant dans le tableau suivant :

En millions d'€	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Prêts, créances et autres actifs	436	287
Valeurs mobilières négociables et trésorerie	3 335	3 453
Immobilisations incorporelles/immobilisations corporelles	1	1
Actifs donnés en location	30	18
Passifs et provisions	27	99
Corrections de valeur liées à des actifs d'impôts différés au titre d'écarts temporaires	–	–
Total	3 829	3 858

42. Autres actifs

Le détail des autres actifs figure ci-après :

En millions d'€	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Véhicules restitués en vue d'être cédés ou mis au rebut	166	102
Liquidités soumises à restrictions	438	438
Charges payées d'avance	257	60
Autres actifs d'impôts	115	117
Divers	395	236
Total	1 370	952

43. Actifs non courants détenus en vue de la vente

Il est prévu que la participation dans la société SkoFIN, s.r.o. (Prague) et le portefeuille de contrats de location de la succursale italienne soient transférés au Groupe Volkswagen Financial Services AG dans un délai d'un an. Au 31 décembre 2018, des actifs d'un montant total de 2 928 millions d'€ ont été classés en tant qu'actifs « détenus en vue de la vente » et comptabilisés sous un poste distinct du bilan, conformément à IFRS 5. Les actifs « détenus en vue de la vente » ont été évalués à leur valeur comptable ou à leur juste valeur, si celle-ci était inférieure à leur valeur comptable. Le montant comptabilisé comprend les actifs de la société SkoFIN, s.r.o. (Prague) (1 714 millions d'€) ainsi que le portefeuille de contrats de location de la succursale italienne (1 214 millions d'€). Les cessions n'ont pas eu d'effets significatifs sur les résultats d'exploitation ni sur le montant net des liquidités du Groupe Volkswagen Bank GmbH.

Les actifs non courants détenus en vue de la vente ressortent du tableau ci-dessous :

En millions d'€	31 déc. 2018	31 déc. 2017	Évolution en pourcentage
Actifs détenus en vue de la vente			
Réserve de liquidités		0	—
Prêts consentis aux banques et créances sur les banques		1	—
Prêts consentis à la clientèle et créances sur la clientèle attribuables aux financements accordés à la clientèle		470	—
aux financements accordés aux concessionnaires		742	—
à l'activité de location		1 166	—
aux autres prêts et créances		97	—
Total des prêts consentis à la clientèle et des créances sur la clientèle		2 474	—
Immobilisations incorporelles		10	—
Immobilisations corporelles		3	—
Actifs donnés en location		369	—
Autres actifs		71	—
Total		2 928	—

S'agissant des passifs pouvant être rattachés aux actifs, veuillez- vous référer aux explications figurant à la note 56.

44. Actifs non courants

En millions d'€	31 déc. 2018 dont non courants		31 déc. 2017 dont non courants	
Réserve de liquidités	1 858	–	1 866	–
Prêts consentis aux banques et créances sur les banques	661	–	970	–
Prêts consentis à la clientèle et créances sur la clientèle	65 143	36 454	64 912	36 459
Instruments financiers dérivés	257	114	289	200
Valeurs mobilières négociables	3 359	–	2 509	–
Coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	216	216	197	197
Actifs financiers divers	12	12	3	3
Immobilisations incorporelles	40	40	48	48
Immobilisations corporelles	20	20	25	25
Actifs donnés en location	5 491	5 131	5 426	4 968
Immeubles de placement	1	1	1	1
Actifs d'impôts courants	45	–	53	–
Autres actifs	1 370	281	952	182
Actifs détenus en vue de la vente	2 928	1 525	–	–
TOTAL	81399	43792	77250	42083

45. Passifs envers les banques et la clientèle

Les passifs envers les banques comprennent principalement des passifs envers la Deutsche Bundesbank nés d'opérations de refinancement à long terme ciblées.

Afin de répondre aux besoins en capitaux liés aux activités de location et de financement, les entités du Groupe Volkswagen Bank GmbH utilisent, entre autres, les fonds mis à leur disposition par le Groupe Volkswagen.

Les passifs envers la clientèle comprennent principalement les dépôts des clients tels que les dépôts au jour le jour et à échéance fixe ainsi que divers certificats d'épargne et plans d'épargne. En termes de maturité, les plans d'épargne « Direkt-Sparplan » et « Plus Sparbrief » sont actuellement ceux dont l'horizon de placement est le plus lointain. La maturité maximale est de dix ans.

Le tableau ci-après contient un rapprochement avec les chiffres du bilan :

En millions d'€	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Passifs envers la clientèle	39 602	41 066
Ajustements de la juste valeur issus de couvertures de portefeuille	–	–
Passifs envers la clientèle, moins ajustements de la juste valeur issus de couvertures de portefeuille	39 602	41 066

46. Obligations, effets de commerce émis

Ce poste comprend les obligations et les effets de commerce.

En millions d'€	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Obligations émises	15 160	11 546
Effets de commerce émis	1 708	1 899
Total	16 868	13 446

47. Transactions sur titres adossés à des actifs

Le Groupe Volkswagen Bank GmbH utilise des transactions sur titres adossés à des actifs à des fins de financement. Les passifs correspondants sont comptabilisés dans les éléments suivants du bilan :

En millions d'€	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Obligations émises	10,385	8,287
Passifs subordonnés	2,069	1,686
Total	12,454	9,973

Les titres adossés à des actifs du Groupe Volkswagen Bank GmbH sont exclusivement adossés à des actifs financiers. La valeur comptable correspondante des prêts et créances titrisés provenant des financements et contrats de location-financement consentis à la clientèle (particuliers) s'élève à 12 610 millions d'€ (exercice précédent : 9 961 millions d'€). Au 31 décembre 2018, la juste valeur des passifs s'élevait à 12 461 millions d'€ (exercice précédent : 9 972 millions d'€). La juste valeur des prêts et créances cédés qui continuent d'être comptabilisés s'élève à 13 059 millions d'€ (exercice précédent : 10 240 millions d'€) au 31 décembre 2018. Des prêts et des créances provenant des financements et contrats de location-financement consentis à la clientèle ainsi que des garanties constituées d'espèces servent de sûretés à hauteur de 12 894 millions d'€ (exercice précédent : 10 233 millions d'€). Dans le cadre de ces dispositifs, les paiements prévus sont cédés à des entités ad hoc et la propriété des véhicules financés est transférée à titre de garantie. Les prêts/créances cédés ne peuvent être cédés une nouvelle fois à qui que ce soit d'autre ni utilisés d'une autre façon en tant qu'objets de sûreté réelle. Les droits des détenteurs d'obligations sont limités aux prêts/créances cédés et les sommes reçues en paiement de ces prêts/créances sont utilisées pour rembourser le passif correspondant.

Ces transactions sur titres adossés à des actifs n'ont pas entraîné la décomptabilisation des prêts ou des créances provenant de l'activité de financement car le risque de crédit et le risque de retard de paiement demeurent assumés par le Groupe. La différence entre le montant des prêts/créances cédés et celui des passifs correspondants résulte des conditions différentes et de la part des titres adossés à des actifs détenus par le Groupe Volkswagen Bank GmbH lui-même.

Le Groupe Volkswagen Bank GmbH est contractuellement tenu, dans certaines circonstances, de transférer des fonds à des entités structurées incluses dans son périmètre de consolidation. Étant donné que les prêts/créances sont cédés à l'entité ad hoc sous la forme d'une cession non divulguée, il est possible que le montant du prêt ou de la créance ait déjà été réduit de manière juridiquement contraignante pour le cédant, par exemple si le débiteur procède réellement à une compensation entre le prêt ou la créance en question et les montants dont le Groupe Volkswagen Bank GmbH lui est redevable. En pareil cas, une sûreté réelle doit être constituée au titre du droit à compensation qui en résulte à l'encontre de l'entité ad hoc si, par exemple, la notation de la société du groupe concernée, dégradée, vient à correspondre à une valeur de référence spécifiée par contrat.

Les transactions sur titres adossés à des actifs réalisées au sein du Groupe Volkswagen Bank GmbH peuvent faire l'objet d'un remboursement anticipé (moyennant l'exercice d'une option d'achat pour liquidation anticipée) lorsque le volume des dettes demeurant à rembourser au titre de la transaction d'origine est inférieur à 10 %.

48. Instruments financiers dérivés

Sous ce titre figurent les justes valeurs négatives issues des transactions de couverture et des instruments dérivés non désignés comme instruments de couverture. La répartition est la suivante :

En millions d'€	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Transactions destinées à couvrir		
le risque de change lié aux actifs par des couvertures de juste valeur	13	35
le risque de change lié aux passifs par des couvertures de juste valeur	–	–
le risque de taux d'intérêts par des couvertures de juste valeur	4	12
dont : couverture du risque de taux d'intérêts par des couvertures de juste valeur de portefeuille	4	12
le risque de taux d'intérêts par des couvertures de flux de trésorerie	–	–
le risque de change et le risque prix liés aux flux de trésorerie futurs par des couvertures de flux de trésorerie	1	0
Total des transactions de couverture	18	47
Passifs issus d'instruments dérivés non désignés comme instruments de couverture	197	230
Total	214	277

49. Provisions

Les provisions se décomposent comme suit :

En millions d'€	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Provisions pour retraites et autres avantages post-emploi	122	114
Autres provisions	415	451
dont provisions pour contentieux et risques juridiques	347	381
dont provisions pour personnel	41	40
dont provisions autres	27	30
Total	536	564

PROVISIONS POUR RETRAITES ET AUTRES AVANTAGES POST-EMPLOI

Les montants suivants ont été comptabilisés dans le bilan au titre des engagements pris en matière d'avantages du personnel :

En millions d'€	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Valeur actuelle des obligations financées	102	99
Juste valeur des actifs du plan	77	77
Situation (nette) en termes de financement	25	22
Valeur actuelle des obligations non financées	95	91
Montant non comptabilisé en tant qu'actif en raison du plafond d'IAS 19	–	–
Passif net comptabilisé dans le bilan	120	114
dont provisions pour retraites	122	114
dont autres actifs	2	–

Principaux dispositifs en vigueur en matière de retraite au sein du Groupe Volkswagen Bank GmbH

Volkswagen Bank GmbH procure à ses anciens salariés des avantages en matière de retraite dans le cadre de plans de retraite d'entreprise. La majeure partie des dispositifs existant au sein du Groupe Volkswagen Bank GmbH correspond à des plans de retraite destinés aux salariés allemands, s'inscrivant dans la catégorie des plans à prestations définies au sens d'IAS 19. La majorité des obligations y afférentes est financée par des provisions comptabilisées dans le bilan. Ces plans sont à présent fermés aux nouveaux membres. Afin de réduire les risques liés aux plans de retraite à prestations définies, en particulier les risques de longévité, de hausse de salaires et d'inflation, le Groupe Volkswagen Bank GmbH a introduit, ces dernières années, de nouveaux plans à prestations définies dans le cadre desquels les prestations sont financées par des actifs du plan externes appropriés. Les risques visés ci-dessus ont été réduits de façon significative dans le cadre de ces plans de retraite. La proportion des obligations liées aux plans de retraite à prestations définies financée par des actifs du plan continuera de croître à l'avenir. Les principaux engagements existant en matière de retraite sont indiqués ci-après.

Plans de retraite allemands financés exclusivement par des provisions

Les plans de retraite financés exclusivement par des provisions comptabilisées dans le bilan sont soit des plans de retraite à cotisations définies, assorties de garanties, soit des plans dont les prestations sont basées sur le salaire final. Dans le cadre des plans à cotisations définies, des charges de retraite annuelles dépendant du revenu et de la situation sont converties en un droit à pension à vie en utilisant des facteurs de conversion en rente (droits à pension modulaires garantis). Les facteurs de conversion en rente intègrent un taux d'intérêts garanti. Les droits à retraite modulaires acquis annuellement sont additionnés au moment du départ à la retraite. Dans le cadre des plans de retraite dont les prestations sont basées sur le salaire final, le salaire utilisé pour calculer la pension est multiplié au moment du départ à la retraite par un pourcentage qui dépend des années de service écoulées jusqu'à la date en question. La valeur actuelle de l'obligation garantie augmente lorsque les taux d'intérêts baissent ; elle est donc soumise à un risque de taux d'intérêts. Le système de retraite prévoit des versements de pension à vie. Les sociétés supportent donc le risque de longévité. Ce risque est pris en compte par le fait que sont utilisées, pour calculer les facteurs de conversion en rente et la valeur actuelle de l'obligation garantie, les tables de mortalité par génération les plus récentes, à savoir les tables de mortalité « 2018 G de Heubeck ». Celles-ci intègrent d'ores et déjà les augmentations à venir de l'espérance de vie. Afin de réduire le risque d'inflation dû au fait que le montant des pensions est ajusté en fonction du taux d'inflation, un ajustement des pensions non lié à l'inflation a été introduit dans le cadre des plans de retraite lorsque la loi le permettait.

Plans de retraite allemands financés au moyen d'actifs de plan externes

Les plans de retraite financés par des actifs de plan externes sont des plans à cotisations définies assortis de garanties. Dans ce cas de figure, des charges de retraite annuelles dépendant du revenu et de la situation sont converties en un droit à pension à vie en utilisant des facteurs de conversion en rente (droit à pension modulaire garanti) ou donnent lieu à un versement forfaitaire unique ou à des versements échelonnés. Dans certains cas, les salariés ont également la possibilité de prévoir leur propre retraite grâce à un différé de rémunération. Les facteurs de conversion en rente intègrent un taux d'intérêts garanti. Les droits à retraite modulaires acquis annuellement sont additionnés au moment du départ à la retraite. Le montant des charges de retraite alimente de façon continue un groupe d'actifs gérés indépendamment de la Société sur un mode fiduciaire et investis sur les marchés financiers. Si les actifs du plan excèdent la valeur actuelle des obligations calculée par référence au taux d'intérêts garanti, les excédents sont attribués (prime de retraite modulaire). Compte tenu du fait que les actifs gérés sur un mode fiduciaire sont conformes aux critères définis par IAS 19, selon lesquels ils peuvent être classés comme actifs du plan, le montant de ces actifs fait l'objet d'une compensation avec celui des obligations.

En raison du fait que les actifs des plans de retraite sont exposés à un risque général de marché, la stratégie d'investissement ainsi que les modalités de sa mise en œuvre sont contrôlées en permanence par les organes dirigeants des fonds de placement, au sein desquels les sociétés sont également représentées. Par exemple, les règles suivies en matière d'investissement sont énoncées dans le cadre de lignes directrices dans le but de limiter le risque de marché et son impact sur les actifs du plan. En outre, des analyses relatives à la gestion des actifs et des passifs sont menées à intervalles réguliers afin de s'assurer de la cohérence entre les investissements et les obligations devant être couvertes. Actuellement, les actifs des plans de retraite sont principalement investis dans des

fonds produisant des revenus fixes ou des fonds de placement en capitaux propres. Les risques principaux concernent par conséquent les taux d'intérêts et le prix des actions. Afin de réduire le risque de marché, il est également prévu dans le cadre du système de retraite que les fonds soient transférés vers une réserve d'équilibrage avant l'affectation d'un éventuel excédent.

La valeur actuelle de l'obligation est comptabilisée comme correspondant au maximum de la valeur actuelle de l'obligation garantie et des actifs du plan. Si la valeur de ces derniers devient inférieure à la valeur actuelle de l'obligation garantie, une provision doit impérativement être comptabilisée à hauteur de la différence. La valeur actuelle de l'obligation garantie augmente lorsque les taux d'intérêts baissent ; elle est donc soumise à un risque de taux d'intérêts. Dans le cas de versements de pension à vie, le Groupe Volkswagen Bank GmbH supporte le risque de longévité. Ce risque est pris en compte par le fait que sont utilisées, pour calculer les facteurs de conversion en rente et la valeur actuelle de l'obligation garantie, les tables de mortalité par génération les plus récentes, à savoir les tables de mortalité « 2018 G de Heubeck ». Celles-ci intègrent d'ores et déjà les augmentations à venir de l'espérance de vie. En outre, des actuaires indépendants procèdent à un contrôle annuel des risques à l'occasion de l'examen des investissements gérés dans le cadre des fonds.

Afin de réduire le risque d'inflation dû au fait que le montant des pensions est ajusté en fonction du taux d'inflation, un ajustement des pensions non lié à l'inflation a été introduit dans le cadre des plans de retraite lorsque la loi le permettait. Le calcul de la valeur actuelle des obligations liées aux plans de retraite à prestations définies a été effectué sur la base des hypothèses actuarielles suivantes :

Pourcentage	ALLEMAGNE		INTERNATIONAL	
	31 déc. 2018	31 déc. 2017	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Taux d'actualisation	2,00	1,90	1,60 – 2,90	1,30 – 2,50
Évolution tendancielle des salaires	3,50	3,60	2,00	–
Évolution tendancielle des pensions	1,50	1,50	0,40 – 3,10	0,60 – 3,10
Taux de rotation du personnel	1,00	0,95	0,03 – 2,10	1,50 – 2,43
Évolution tendancielle des coûts des soins médicaux	–	–	–	–

Ces hypothèses correspondent à des moyennes qui ont été pondérées en utilisant la valeur actuelle de l'obligation liée aux plans de retraite à prestations définies.

En ce qui concerne l'espérance de vie, sont prises en compte les tables de mortalité les plus récentes publiées dans chaque pays. En Allemagne, par exemple, sont utilisées les tables de mortalité par génération « 2018 G » du professeur Klaus Heubeck. Les taux d'actualisation sont généralement déterminés de façon à refléter les rendements des obligations des sociétés les mieux notées correspondant, en termes de maturités et de devises, aux engagements en question. L'indice iBoxx AA 10+ Corporates a été utilisé afin de calculer les obligations des sociétés allemandes du Groupe. Des indices similaires ont été utilisés pour les obligations en matière de retraite existant à l'étranger.

L'évolution tendancielle des salaires comprend des prévisions relatives à l'évolution des salaires et rémunérations qui intègrent également les augmentations liées aux carrières. L'évolution tendancielle des pensions reflète les ajustements de pensions garantis par contrat ou est déterminée selon les règles applicables en matière d'ajustement des pensions en vigueur dans chaque pays. Les taux de rotation du personnel sont basés sur l'expérience ainsi que sur des prévisions.

Le tableau suivant fait ressortir l'évolution du passif net lié aux plans de retraite à prestations définies comptabilisé dans le bilan :

En millions d'€	2018	2017
Montant net du passif comptabilisé dans le bilan au 1 ^{er} janvier	114	52
Coûts des services actuels	6	1
Charges d'intérêts (montant net)	2	1
Gains (-)/pertres (+) actuariels dus à des changements d'hypothèses démographiques	1	0
Gains (-)/pertres (+) actuariels dus à des changements d'hypothèses financières	- 7	- 4
Gains (-)/pertres (+) actuariels dus à des ajustements liés à l'expérience	6	20
Produits/charges issus des actifs du plan non comptabilisés dans les produits d'intérêts	- 5	1
Évolution du montant non comptabilisé en tant qu'actif en raison du plafond d'IAS 19	-	-
Contributions de l'employeur aux actifs du plan	4	1
Contributions des salariés aux actifs du plan	-	-
Pensions versées par prélèvement sur les actifs de la société	3	2
Coût des services passés (intégrant les réductions du plan)	0	-
Gains (-) ou pertres (+) résultant des règlements du plan	-	-
Évolution du périmètre de consolidation	-	2
Autres changements	0	46
Différences de change issues des plans étrangers	0	0
Montant net du passif comptabilisé dans le bilan au 31 décembre	120	114

Le changement du montant non comptabilisé en tant qu'actif en raison du plafond fixé dans le cadre d'IAS 19 comprend une composante d'intérêts dont certains sont comptabilisés dans le compte de résultat sous le poste « Charges générales et d'administration » tandis que d'autres sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

L'évolution de la valeur actuelle des obligations liées aux plans de retraite à prestations définies est due aux facteurs suivants :

En millions d'€	2018	2017
Valeur actuelle des obligations au 1 ^{er} janvier	191	64
Coûts des services actuels	6	1
Coûts des intérêts (déactualisation des obligations)	4	2
Gains (-)/pertres (+) actuariels dus à des changements d'hypothèses démographiques	1	0
Gains (-)/pertres (+) actuariels dus à des changements d'hypothèses financières	- 7	- 4
Gains (-)/pertres (+) actuariels dus à des ajustements liés à l'expérience	6	20
Contributions des salariés aux actifs du plan	0	0
Pensions versées par prélèvement sur les actifs de la société	3	2
Pensions versées par prélèvement sur les actifs du plan	1	1
Coût des services passés (intégrant les réductions du plan)	0	-
Gains (-) ou pertres (+) résultant des règlements du plan	-	-
Évolution du périmètre de consolidation	-	38
Autres changements	0	74
Différences de change issues des plans étrangers	0	- 1
Valeur actuelle des obligations au 31 décembre	197	191

Une évolution des hypothèses actuarielles retenues produirait les effets suivants sur les obligations liées aux plans de retraite à prestations définies :

		31 DEC. 2018		31 DEC. 2017	
Valeur actuelle des obligations liées aux plans de retraite à prestations définies en fonction des hypothèses suivantes :		En millions d'€	Évolution en pourcentage	En millions d'€	Évolution en pourcentage
Taux d'actualisation	supérieur de 0,5 point de pourcentage	177	– 10,08	172	– 9,77
	inférieur de 0,5 point de pourcentage	218	11,10	212	11,34
Évolution tendancielle des pensions	supérieure de 0,5 point de pourcentage	205	4,35	201	5,10
	inférieur de 0,5 point de pourcentage	189	– 4,02	182	– 4,74
Évolution tendancielle des salaires	supérieure de 0,5 point de pourcentage	198	0,62	192	0,40
	inférieur de 0,5 point de pourcentage	195	– 0,59	190	– 0,39
Espérance de vie	accroissements d'un an	203	3,05	195	2,34

Les analyses de sensibilité présentées tiennent compte de l'évolution d'une hypothèse à la fois, les autres hypothèses demeurant inchangées dans le cadre du calcul initial. En d'autres termes, les effets de corrélation possible entre les différentes hypothèses ne sont pas pris en compte dans les calculs.

Afin d'examiner la sensibilité de la valeur actuelle des obligations liées aux plans de retraite à prestations définies à une évolution des hypothèses retenues en matière d'espérance de vie, les taux de mortalité pris en compte dans un calcul comparatif ont été abaissés de sorte que la réduction entraîne approximativement une augmentation de l'espérance de vie d'une année.

La durée moyenne des obligations liées aux plans de retraite à prestations définies, pondérée par la valeur actuelle des obligations en question (durée Macaulay) est de 22 ans (exercice précédent : 21 ans).

La valeur actuelle des obligations liées aux plans de retraite à prestations définies est répartie comme suit par catégories de bénéficiaires du plan :

En millions d'€	2018	2017
Membres en activité ayant droit à une pension	107	94
Membres ayant acquis des droits à prestations qui ont quitté la Société	32	39
Bénéficiaires d'une pension	58	58
Total	197	191

Les échéances des obligations liées aux plans de retraite à prestations définies sont présentées dans le tableau ci-dessous, la valeur actuelle des obligations étant classée selon l'échéance des versements correspondant :

En millions d'€	2018	2017
Versements à effectuer au cours du prochain exercice	4	4
Versements à effectuer dans un délai de deux à cinq ans	15	15
Versements à effectuer dans un délai de plus de cinq ans	178	172
Total	197	191

Les actifs du plan ont connu les évolutions suivantes :

En millions d'€	2018	2017
Juste valeur des actifs du plan au 1 ^{er} janvier	77	12
Produits d'intérêts sur les actifs du plan déterminés grâce aux taux d'actualisation	2	1
Produits/charges issus des actifs du plan non comptabilisés dans les produits d'intérêts	- 5	1
Contributions de l'employeur aux actifs du plan	4	1
Contributions des salariés aux actifs du plan	0	0
Pensions versées par prélèvement sur les actifs du plan	1	1
Gains (+) ou pertes (-) issus des règlements du plan	-	-
Évolution du périmètre de consolidation	-	36
Autres changements	0	28
Différences de change issues des plans étrangers	- 0	- 1
Juste valeur des actifs du plan au 31 décembre	77	77

Les investissements dont les actifs du plan ont été l'objet afin de faire face aux obligations futures en matière de retraite se sont traduits par des produits d'un montant de 2 million d'€ (exercice précédent : 2 million d'€). Il est prévu que les contributions de l'employeur aux actifs du plan s'élèvent à 5 million d'€ (exercice précédent : 9 million d'€) au cours du prochain exercice.

Les actifs du plan sont investis dans les catégories d'actifs suivantes :

En millions d'€	31 DEC. 2018			31 DEC. 2017		
	Prix de marché cotés sur un marché actif	Absence de prix de marché coté sur un marché actif	Total	Prix de marché cotés sur un marché actif	Absence de prix de marché coté sur un marché actif	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	-	4	3	-	3
Instruments de capitaux propres	5	-	5	5	-	5
Instruments de créances	29	-	29	29	-	29
Placements immobiliers directs	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés	4	- 0	4	4	- 0	4
Fonds d'actions	5	-	5	5	-	5
Fonds d'obligations	30	-	30	23	-	23
Fonds d'investissements immobiliers	0	-	0	0	-	0
Autres fonds	-	-	-	8	-	8
Titres adossés à des actifs	-	-	-	-	-	-
Titres de créance structurés	-	-	-	-	-	-
Autres	0	0	0	0	-	0

36% des actifs du plan (exercice précédent : 32%) sont investis dans des actifs allemands, 58% (exercice précédent : 62%) dans d'autres actifs européens et 6% (exercice précédent : 6%) dans des actifs d'autres régions. Les investissements des actifs du plan en instruments de créances émis par le Groupe Volkswagen sont d'importance mineure.

Les montants suivants ont été comptabilisés dans le compte de résultat :

En millions d'€	2018	2017
Coûts des services actuels	6	1
Montant net des intérêts sur le passif net lié aux plans à prestations définies	2	1
Coût des services passés (intégrant les réductions du plan)	0	–
Gains (–) ou pertes (+) résultant des règlements du plan	–	–
Montant net des produits (–) et des charges (+) comptabilisé dans le compte de résultat	9	2

AUTRES PROVISIONS

Les autres provisions, maturités incluses, figurent dans le tableau suivant :

	Charges de personnel	Risques juridiques et liés aux contentieux	Provisions diverses	Total
Solde au 1^{er} jan. 2017	20	282	70	372
Différences de change	0	- 0	0	0
Évolution du périmètre de consolidation	19	–	0	19
Utilisation	15	9	16	40
Ajouts/nouvelles provisions	21	171	20	212
Désactualisation/effet des changements de taux d'actualisation	–	2	–	2
Reprises	5	65	45	115
Solde au 31 déc. 2017	40	381	30	451
dont courantes	27	162	27	216
dont non courantes	13	220	3	235
Solde au 1^{er} jan. 2018	40	381	30	451
Différences de change	– 0	– 0	– 0	– 0
Évolution du périmètre de consolidation	–	–	–	–
Détenus en vue de la vente	2	–	–	2
Utilisation	23	17	16	57
Ajouts/nouvelles provisions	29	34	20	83
Désactualisation/effet des changements de taux d'actualisation	–	0	–	0
Reprises	2	51	6	59
Solde au 31 déc. 2018	41	347	27	415
dont courantes	28	151	24	203
dont non courantes	12	196	3	211

Les provisions pour charges de personnel comprennent les primes annuelles récurrentes, les sommes versées au titre de l'ancienneté et les autres charges de personnel.

Les provisions pour risques juridiques et liés aux contentieux reflètent les risques identifiés à la date d'arrêté des comptes en rapport avec des dépenses d'utilisation et avec les charges de nature juridique résultant des décisions de justice les plus récentes et des procédures civiles en cours auxquelles sont parties des concessionnaires et d'autres clients. Elles ont trait principalement à des procédures liées à la conception des contrats de prêt conclus avec des clients, qui sont susceptibles de faire obstacle au traitement des délais légaux de résolution des contrats. En ce qui concerne ces provisions ainsi que celles afférentes aux litiges concernant des contrats de financement conclus avec des concessionnaires et aux demandes introduites en matière de courtage lié aux financements consentis à la clientèle, Volkswagen Bank GmbH invoque la clause de sauvegarde au sens d'IAS 37.92 et choisit de ne pas communiquer dans le détail de quelconques montants, descriptifs ou hypothèses de probabilité. À la date d'arrêté des comptes, les provisions pour contentieux et risques juridiques se sont élevées à 347 millions d'€ à la date d'arrêté du bilan (exercice précédent : 381 millions d'€).

Les provisions diverses comprennent également des provisions pour risques de crédit indirects, d'un montant de 0 millions d'€ (exercice précédent : 2 millions d'€).

Le calendrier des flux de liquidités sortants liés aux autres provisions devrait être le suivant : 49% au cours du prochain exercice, 49% au cours des exercices 2020 à 2023, et 2% au cours des exercices à partir de 2024.

50. Passifs d'impôts différés

Les passifs d'impôts différés se décomposent comme suit :

En millions d'€	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Passifs d'impôts différés	3 844	3 864
dont non courants	1 544	1 394
Compensation (avec passifs d'impôts différés)	- 2 187	- 2 362
Total	1 657	1 502

Les passifs d'impôts différés comprennent les montants d'imposition issus des différences temporaires entre les montants figurant dans les états financiers déterminés conformément aux IFRS et ceux résultant du calcul des bénéfices imposables des entités du Groupe.

Des passifs d'impôts différés ont été comptabilisés en lien avec les postes du bilan indiqués ci-après :

En millions d'€	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Prêts, créances et autres actifs	779	572
Valeurs mobilières négociables et trésorerie	3	22
Immobilisations incorporelles/immobilisations corporelles	2	3
Actifs donnés en location	59	60
Passifs et provisions	3 001	3 207
Total	3 844	3 864

51. Autres passifs

Les autres passifs correspondent aux éléments suivants :

En millions d'€	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Produits constatés d'avance	440	341
Autres passifs de nature fiscale	88	59
Passifs liés aux cotisations sociales et aux salaires	55	46
Divers	116	184
Total	699	629

52. Capital subordonné

Le capital subordonné est ainsi réparti :

En millions d'€	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Passifs subordonnés	2 103	1 721
Dont : à l'égard des autres sociétés du Groupe Volkswagen	2 069	1 686
Total	2103	1 721

La Banque n'a conclu aucun accord qui prévoirait la conversion de ces passifs en capitaux propres ou en un autre type de dettes ni ne prévoit une telle conversion.

53. Passifs non courants

En millions d'€	31 déc. 2018	dont non courants	31 déc. 2017	dont non courants
Passifs envers les banques	8 898	6 518	8 032	6 539
Passifs envers la clientèle	39 602	5 567	41 066	5 993
Obligations effets de commerce émis	16 868	11 774	13 446	8 603
Instruments financiers dérivés	214	143	277	180
Passifs liés aux impôts courants	184	–	210	–
Autres passifs	699	98	629	250
Capital subordonné	2 103	1 568	1 721	1 257
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente (IFRS 5)	639	80	–	–
Total	6 9208	25 748	65 380	22 824

54. Capitaux propres

Le capital souscrit de Volkswagen Bank GmbH s'élève à 318 millions d'€. Aucun droit préférentiel ni aucune restriction n'existe en rapport avec le capital souscrit.

Les apports en capital effectués par l'associé unique Volkswagen AG figurent parmi les réserves de capital de Volkswagen Bank GmbH. Au 31 décembre 2018 les réserves de capital s'élevaient à 8 531 millions d'€ (exercice précédent : 8 531 millions d'€).

Les bénéfices non distribués correspondent aux bénéfices non distribués des exercices précédents et comprennent principalement les autres réserves de revenus.

Le bénéfice enregistré selon le Code de commerce allemand (HGB) d'un montant de 204 millions d'€ (exercice précédent : 489 millions d'€) sera transféré conformément à l'accord de transfert de résultat existant conclu avec l'associé unique Volkswagen AG.

Les impôts différés cumulés comptabilisés dans les capitaux propres s'élevaient à 14 millions d'€ (exercice précédent : 11 millions d'€).

55. Gestion des fonds propres

Dans ce cadre l'expression « fonds propres » est généralement définie comme composante des capitaux propres conformément aux IFRS. La gestion des fonds propres assurée par le Groupe Volkswagen Bank GmbH vise à permettre à la société de conserver sa note de crédit grâce à une dotation en fonds propres adéquate de lever des capitaux propres en vue d'atteindre ses objectifs de croissance lors des exercices à venir et de se conformer aux exigences réglementaires relatives à l'adéquation des fonds propres.

Le capital réglementaire est distinct des capitaux propres au sens des IFRS (cf. état des variations des capitaux propres pour en connaître les composantes). Le capital réglementaire comprend les fonds propres de base de catégorie 1 (Common equity Tier (CET) 1) les fonds propres additionnels de catégorie 1 (Additional Tier 1) et de catégorie 2 (Tier 2) nets de certaines déductions et ajustements. Ils doivent impérativement satisfaire les exigences spécifiques définies par la loi.

Les mesures prises par la société mère de Volkswagen Bank GmbH ont un impact à la fois sur les capitaux propres au sens des IFRS et sur le capital réglementaire.

Dans le cadre de la réglementation (règlement relatif aux fonds propres obligatoires (CRR) loi bancaire allemande (Kreditwesengesetz KWG) règlement allemand sur la solvabilité (Solvabilitätsverordnung SolvV)) l'autorité de régulation du secteur bancaire considère généralement comme adéquate la dotation en fonds propres des entités soumises au contrôle bancaire si celles-ci présentent un ratio des fonds propres de base (CET1) d'au moins 45 % un ratio des fonds propres Tier 1 d'au moins 6 % et un ratio global des fonds propres d'au moins 8 %. En outre les exigences relatives au coussin de fonds propres et aux fonds propres résultant de la décision consécutive au SREP (*Supervisory Review and Evaluation Process* Processus de surveillance et d'évaluation prudentielles) doivent impérativement être respectées. Aux fins de la détermination de ces ratios les fonds propres sont évalués au regard des exigences définies selon les dispositions légales relatives au risque de contrepartie au risque opérationnel au risque de marché et aux ajustements d'évaluations de crédit (CVA). Une procédure de planification a été mise en place dans le cadre du système interne d'information financière de sorte que les exigences définies en termes d'adéquation des fonds propres soient respectées à tout moment. Dans le cadre de cette procédure les fonds propres nécessaires sont déterminés en permanence sur la base des tendances effectives et prévues en matière d'activité. C'est ainsi que le respect des règles relatives à la dotation minimale en fonds propres a été assuré à tout moment au cours de l'exercice considéré.

Les montants et ratios suivants basés sur les normes IFRS ont été déterminés pour le Groupe Volkswagen Bank GmbH dans le cadre des exigences réglementaires :

	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Exposition totale aux risques (en millions d'€) ¹	64 157	65 434
dont exposition aux risques de crédit (montant pondéré)	56 682	58 503
dont fonds propres requis au regard des risques de marché *125	2 970	2 595
dont fonds propres requis au regard des risques opérationnels *125	4 417	4 240
dont fonds propres requis au regard des ajustements d'évaluations de crédit (CVA) *125	88	96
Fonds propres éligibles (en millions d'€)	9 973	10 262
Fonds propres (en millions d'€)	9 973	10 262
dont fonds propres de base de catégorie 1 (Common Equity Tier 1)	9 945	10 233
dont fonds propres additionnels de catégorie 1 (Additional Tier 1)	–	–
dont fonds propres de catégorie 2 (Tier 2)	28	29
Ratio des fonds propres de base de catégorie 1 (Common Equity Tier 1) ²	155	156
Ratio des fonds propres additionnels de catégorie 1 (Tier 1) ²	155	156
Ratio global des fonds propres (en pourcentage) ²	155	157

¹ Conformément à l'Article 92 (3) du Règlement CRR.

² Conformément à l'Article 92 (1) du Règlement CRR.

56. Passifs liés aux actifs non courants détenus en vue de la vente

En conséquence du transfert prévu d'actifs au Groupe Volkswagen Financial Services AG décrit à la note 43 les passifs liés à ces actifs sont comptabilisés sous un poste distinct du bilan. Ils sont exclusivement issus des passifs de la société SkoFIN s.r.o. (Prague).

En millions d'€	31 déc. 2018	31 déc. 2017	Évolution en pourcentage
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente (IFRS 5)			
Passifs envers les banques	213	—	—
Passifs envers la clientèle	333	—	—
Obligations effets de commerce émis	44	—	—
Provisions	2	—	—
Passifs liés aux impôts courants	25	—	—
Autres passifs	23	—	—
Total	639	—	—

Notes relatives aux instruments financiers

57. Valeurs comptables des instruments financiers par catégorie d'évaluation

Au 31 décembre 2017 les valeurs comptables des instruments financiers (à l'exclusion des instruments dérivés de couverture) répartis par catégories d'évaluation selon IAS 39 sont les suivantes :

EN MILLIONS D'€	PRETS ET CREANCES	ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE	PASSIFS FINANCIERS EVALUES AU COUT AMORTI.	Actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net
Actifs				
Réserve de liquidités	1 866	—	—	—
Prêts consentis aux banques et créances sur les banques	970	—	—	—
Prêts consentis à la clientèle et créances sur la clientèle	46 054	—	—	—
Instruments financiers dérivés	—	—	—	52
Valeurs mobilières négociables	—	2 509	—	—
Actifs financiers divers	—	0	—	—
Actifs d'impôts courants	3	—	—	—
Autres actifs	512	—	—	—
Total	49 405	2 509	—	52
Passif				
Passifs envers les banques	—	—	8 032	—
Passifs envers la clientèle	—	—	41 066	—
Obligations effets de commerce émis	—	—	13 446	—
Instruments financiers dérivés	—	—	—	230
Passifs liés aux impôts courants	—	—	162	—
Autres passifs	—	—	184	—
Capital subordonné	—	—	1 721	—
Total	—	—	64 611	230

Au 31 décembre 2018 les valeurs comptables des instruments financiers (à l'exclusion des instruments dérivés de couverture) répartis par catégories d'évaluation selon IFRS 9 sont les suivantes :

En millions d'€	31 déc. 2018
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	119
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (instruments de créances)	3 284
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (Instruments de capitaux propres)	7
Actifs financiers évalués au coût amorti	49 508
Éléments considérés du bilan détenus en vue de la vente et évalués au coût amorti (actifs IFRS 5)	1 316
Passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	197
Passifs financiers évalués au coût amorti	67 647
Éléments considérés du bilan liés aux actifs détenus en vue de la vente et évalués au coût amorti (passifs IFRS 5)	600

Les créances liées aux contrats de location d'un montant de 18 827 millions d'€ (exercice précédent : 34 344 millions d'€) n'ont pas à être classées dans l'une quelconque de ces catégories.

Les gains ou pertes net(te)s ainsi que les produits ou les charges de l'exercice précédent (à l'exclusion des instruments dérivés de couverture) répartis par catégories d'évaluation selon IAS 39 sont les suivants :

En millions d'€	2017
Prêts et créances	1 471
Actifs financiers disponibles à la vente	26
Passifs financiers évalués au coût amorti	– 183
Actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	– 26

Les gains ou pertes net(te)s ainsi que les produits ou les charges liés aux instruments financiers (à l'exclusion des instruments dérivés de couverture) de l'exercice 2018 répartis par catégories d'évaluation selon IFRS 9 sont les suivants :

En millions d'€	2018
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	40
Actifs financiers évalués au coût amorti	– 1 319
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (instruments de créances)	10
Passifs financiers évalués au coût amorti	– 390

En 2018 les gains/pertes nets ainsi que les produits/charges sont déterminés de la manière suivante :

Catégorie	Méthode d'évaluation
Actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur conformément à IFRS 9 en lien avec IFRS 13 en intégrant les intérêts et les effets des conversions monétaires
Actifs financiers évalués au coût amorti	Produits d'intérêts selon la méthode du taux d'intérêts effectif et charges/produits résultant de la comptabilisation des corrections de valeur conformément à IFRS 9 notamment les effets des conversions monétaires
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (instruments de créances)	Évaluations de la juste valeur conformément à IFRS 9 en lien avec IFRS 13 ; Produits d'intérêts selon la méthode du taux d'intérêts effectif et charges/produits résultant de la comptabilisation des corrections de valeur conformément à IFRS 9 en intégrant les effets des conversions monétaires
Passifs financiers évalués au coût amorti	Charges d'intérêts selon la méthode du taux d'intérêts effectif conformément à IFRS 9 en intégrant les effets des conversions monétaires

Les produits d'intérêts des actifs financiers évalués au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global inclus dans les produits d'intérêts provenant des contrats de prêt et des valeurs mobilières négociables se sont élevés à 1 411 millions d'€.

Les produits d'intérêts de l'exercice précédent ajusté provenant des instruments financiers non classés dans la catégorie des actifs financiers ou des passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net se sont élevés à 1 362 millions d'€.

Les charges d'intérêts d'un montant de 395 millions d'€ (exercice précédent : 239 millions d'€) concerne des instruments financiers non évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

58. Catégories d'instruments financiers

Au sein du Groupe Volkswagen Bank GmbH les instruments financiers sont classés comme suit :

Évalués à la juste valeur
Évalués au coût amorti
Instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture
Non classés dans une quelconque catégorie d'évaluation
Engagements de crédit et garanties financières (hors bilan)

Les prêts/créances et les passifs désignés comme des couvertures en lien avec des instruments financiers dérivés ont été inclus dans la catégorie « passifs évalués au coût amorti ».

Au sein des actifs financiers divers les filiales et les coentreprises non incluses dans le périmètre de consolidation en raison du caractère non significatif de l'information ne sont pas considérées comme des instruments financiers conformément à IFRS 9 et ne relèvent donc pas du champ d'application d'IFRS 7. Les investissements en capitaux propres faisant partie des actifs financiers divers sont comptabilisés en tant qu'instruments financiers conformément à IFRS 9 dans la catégorie « Évalués à la juste valeur ».

En lien avec la première application d'IFRS 9 et d'IFRS 15 les passifs contractuels provenant des contrats de service sont comptabilisés dans la catégorie « Non classés dans une quelconque catégorie d'évaluation » à compter de l'exercice 2018. Dans le même temps dans le cadre de l'application d'IFRS 9 les valeurs comptables des créances liées aux contrats de location ont été transférées de la catégorie « Évalués au coût amorti » à la catégorie « Non classés dans une quelconque catégorie d'évaluation ». Les chiffres de l'exercice précédent relatifs aux créances sur la clientèle liées aux contrats de location d'un montant de 18 858 millions d'€ ont été ajustés en conséquence dans la présentation des catégories.

À cet égard la catégorie « N'entrant pas dans le champ d'application d'IFRS 7 » a été rebaptisée « Non classés dans une quelconque catégorie d'évaluation ». Pour des motifs tenant à l'appréciation de leur caractère significatif les filiales et coentreprises non consolidées les coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et les autres instruments (autres que les instruments financiers) sont également classés comme « Non classés dans une quelconque catégorie d'évaluation » en sus des créances liées aux contrats de location et des composantes décrites ci-dessus aux fins d'un rapprochement avec le bilan.

Le tableau suivant présente un rapprochement entre les postes du bilan concernés et les catégories d'instruments financiers :

En millions d'€	POSTE DU BILAN		ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR		ÉVALUÉS AU COUT AMORTI ¹		INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS DESIGNÉS COMME INSTRUMENTS DE COUVERTURE		NON CLASSES DANS UNE QUELCONQUE CATEGORIE D'ÉVALUATION	
	31 déc. 2018	31 déc. 2017	31 déc. 2018	31 déc. 2017	31 déc. 2018	31 déc. 2017	31 déc. 2018	31 déc. 2017	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Actifs										
Réserve de liquidités	1 858	1 866	—	—	1 858	1 866	—	—	—	—
Prêts consentis aux banques et créances sur les banques	661	970	—	—	661	970	—	—	—	—
Prêts consentis à la clientèle et créances sur la clientèle	65 143	64 912	—	—	46 314	46 054	—	—	18 829	18 858
Instruments financiers dérivés	257	289	51	52	—	—	206	236	—	—
Valeurs mobilières négociables	3 359	2 509	3 359	2 509	—	—	—	—	—	—
Coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	216	197	—	—	—	—	—	—	216	197
Actifs financiers divers	12	3	0	0	—	—	—	—	11	3
Actifs d'impôts courants ³	45	53	—	—	4	3	—	—	41	50
Autres actifs	1 370	952	—	—	671	512	—	—	699	440
Éléments considérés du bilan issus des actifs détenus en vue de la vente (IFRS 5)	2 547	—	—	—	1 316	—	—	—	1 231	—
Total	75 467	71 751	3 411	2 561	50 824	49 405	206	236	21 026	19 548
Passif										
Passifs envers les banques	8 898	8 032	—	—	8 898	8 032	—	—	—	—
Passifs envers la clientèle ⁴	39 602	41 066	—	—	39 348	41 066	—	—	254	—
Obligations effets de commerce émis	16 868	13 446	—	—	16 868	13 446	—	—	—	—
Instruments financiers dérivés	214	277	197	230	—	—	18	47	—	—
Passifs liés aux impôts courants ⁵	184	210	—	—	142	162	—	—	43	48
Autres passifs	699	629	—	—	289	184	—	—	410	445
Capital subordonné	2 103	1 721	—	—	2 103	1 721	—	—	—	—
Éléments considérés du bilan issus des passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente (IFRS 5)	612	—	—	—	600	—	—	—	12	—
Total	68 569	69 181	197	230	68 247	64 610	18	47	719	493

La catégorie « Engagements de crédit et garanties financières » contient les obligations nées d'engagements de crédit irrévocables et de garanties financières s'élevant à 2 313 millions d'€ (exercice précédent ajusté : 2 112 millions d'€).

3 Présentation révisée par suite de l'intégration d'instruments financiers dans les postes « Actifs d'impôts courants » et « Passifs d'impôts courants ».

5 Certains prêts consentis à la clientèle et certaines créances sur celle-ci ainsi que certains passifs à l'égard de la clientèle ont été désignés en tant qu'éléments couverts dans le cadre de couvertures de juste valeur et sont donc susceptibles de faire l'objet d'ajustements de la juste valeur. Les prêts consentis à la clientèle et les créances sur celle-ci ainsi que les passifs à l'égard de la clientèle qui s'inscrivent dans la catégorie « Évalués au coût amorti » ne sont, par conséquent, évalués ni entièrement à la juste valeur ni entièrement au coût amorti.

6 Présentation révisée par suite de l'intégration d'instruments financiers dans les postes « Actifs d'impôts courants » et « Passifs d'impôts courants ».

59. Niveaux d'évaluation concernant les instruments financiers s'inscrivant dans les catégories « Évalués au coût amorti » « Évalués à la juste valeur » et « Instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture ».

Afin de déterminer la juste valeur et les informations associées les justes valeurs sont classées selon une hiérarchie comprenant trois niveaux. La classification dépend de la mesure dans laquelle les principales données utilisées afin de déterminer la juste valeur sont observables ou non sur le marché.

Le niveau 1 sert à indiquer la juste valeur des instruments financiers tels que les valeurs mobilières négociables ou les billets et les effets de commerce émis pour lesquels un prix coté est directement observable sur un marché actif.

Au niveau 2 se situent les justes valeurs déterminées sur la base de données observables sur les marchés telles que les taux de change ou les courbes de rendement selon des méthodes d'évaluation adaptées au marché concerné. Les justes valeurs évaluées de cette façon comprennent celles des instruments dérivés et des passifs envers la clientèle.

Au niveau 3 se situent les justes valeurs évaluées selon des techniques intégrant au moins une donnée qui n'est pas observable sur un marché actif. La plupart des prêts consentis à la clientèle et des créances sur la clientèle se situe à ce niveau car leur juste valeur est évaluée à l'aide de données qui ne sont pas observables sur des marchés actifs (voir note 54). Les titres issus des transactions sur titres adossés à des actifs des entités structurées non consolidées et les instruments financiers dérivés liés au risque de résiliation anticipée continuent d'être classés au niveau 3.

Les éléments permettant de déterminer la juste valeur de ces instruments correspondent à des prévisions et à des estimations concernant les valeurs résiduelles des véhicules d'occasion tenant compte des modèles concernés et de courbes de rendement. Un investissement en capitaux propres évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et à l'aide de données qui ne sont pas observables sur le marché est également classé au niveau 3 dans les actifs financiers divers. Les principales données utilisées afin d'évaluer un investissement en capitaux propres correspondent à la planification stratégique et au coût des rendements des capitaux propres.

Il n'a pas été nécessaire d'opérer de reclassification d'instruments entre les différents niveaux hiérarchiques au cours de l'exercice considéré.

La classification des instruments financiers selon cette hiérarchie à trois niveaux ressort du tableau ci-dessous :

En millions d'€	NIVEAU 1		NIVEAU 2		NIVEAU 3	
	31 déc. 2018	31 déc. 2017	31 déc. 2018	31 déc. 2017	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Actifs						
Évalués à la juste valeur						
Prêts consentis à la clientèle et créances sur la clientèle ⁶	—	—	—	—	—	—
Instruments financiers dérivés	—	—	51	52	—	—
Valeurs mobilières négociables ⁷	3 291	2 092	—	—	68	417
Actifs financiers divers	—	—	—	—	0	0
Évalués au coût amorti						
Réserve de liquidités	1 858	1 866	—	—	—	—
Prêts consentis aux banques et créances sur les banques	660	970	0	0	—	—
Prêts consentis à la clientèle et créances sur la clientèle	0	—	237	238	46 195	46 294
Actifs d'impôts courants ⁸	—	—	4	3	—	—
Autres actifs	—	—	671	512	—	—
Actifs détenus en vue de la vente	1	—	44	—	1 294	—
Instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture	—	—	206	236	—	—
Total	5 810	4 928	1 213	1 041	47 557	46 711
Passif						
Évalués à la juste valeur						
Instruments financiers dérivés	—	—	29	38	167	192
Évalués au coût amorti						
Passifs envers les banques	—	—	8 849	7 919	—	—
Passifs envers la clientèle	—	—	39 371	41 087	—	—
Obligations effets de commerce émis	8 806	6 557	8 067	6 894	—	—
Passifs liés aux impôts courants ⁹	—	—	142	162	—	—
Autres passifs	—	—	289	184	—	—
Capital subordonné	—	—	2 110	1 730	—	—
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente (IFRS 5)	—	—	596	—	—	—
Instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture	—	—	18	47	—	—
Total	8 806	6 557	59 472	58 061	167	192

La juste valeur des créances sur la clientèle liées aux contrats de location classées dans la catégorie « Non classés dans une quelconque catégorie d'évaluation » s'élève à 19 347 millions d'€ (exercice précédent : 19 597 millions d'€) et est classée au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

Le tableau suivant présente les changements intervenus parmi les prêts consentis à la clientèle et les créances sur celle-ci les valeurs mobilières négociables et les actifs financiers divers évalués à la juste valeur et classés au niveau 3.

⁶ Les chiffres de l'exercice précédent ont été ajustés par suite de la suppression des créances liées aux contrats de location de la catégorie « Évalués au coût amorti ».

⁸ Exercice précédent ajusté.

⁸ Présentation revue par suite de l'intégration d'instruments financiers aux « Actifs d'impôts courants » et aux « Passifs d'impôts courants ».

¹⁰ Présentation revue par suite de l'intégration d'instruments financiers aux « Actifs d'impôts courants » et aux « Passifs d'impôts courants ».

En millions d'€	2018 ¹	2017
Solde au 1er jan.	1 672	917
Différences de change	–	–
Portfolio changes	–1 596	–500
évalués à la juste valeur par le biais du résultat net		
évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	0	–
Solde au 31 déc.	68	417

1 La valeur comptable de début d'exercice a été ajustée en ce qui concerne les prêts consentis à la clientèle et les créances sur celle-ci ainsi que les valeurs mobilières négociables (voir les informations relatives à IFRS 9).

Les réévaluations comptabilisées dans le compte de résultat d'un montant de -8 millions d'€ (exercice précédent : néant) ont été comptabilisées dans le cadre du gain ou de la perte net(te) sur instruments financiers évalués à la juste valeur. Au titre de l'exercice considéré la perte nette résultant des réévaluations a été entièrement attribuable aux prêts consentis à la clientèle et aux créances sur celle-ci existant à la date d'arrêté des comptes ainsi qu'aux titres issus des transactions sur titres adossés à des actifs d'entités structurées non consolidées. Au titre de l'exercice considéré comme au titre de l'exercice précédent les investissements en capitaux propres comptabilisés directement dans le cadre des réserves de capital n'ont fait l'objet d'aucune réévaluation.

Les variables de risque à prendre en compte afin de déterminer la juste valeur des prêts consentis à la clientèle et des créances sur celle-ci ou des valeurs mobilières négociables sont les taux d'intérêts ajustés au risque. Une analyse de sensibilité est effectuée afin de quantifier les effets des changements de taux d'intérêts ajusté au risque sur le résultat après impôt.

Si les taux d'intérêts ajustés au risque à la date d'arrêté des comptes avaient été supérieurs de 100 points de base le bénéfice après impôt aurait été inférieur de 4 millions d'€ (exercice précédent : 25 millions d'€). Si les taux d'intérêts ajustés au risque à la date d'arrêté des comptes avaient été inférieurs de 100 points de base le bénéfice après impôt aurait été supérieur de 2 millions d'€ (exercice précédent : 12 millions d'€).

Le tableau suivant présente les changements ayant affecté les instruments financiers dérivés liés au risque de résiliation anticipée évalués à la juste valeur sur la base de données correspondant au niveau 3.

En millions d'€	2018	2017
Solde au 1er jan.	192	–
Différences de change	2	4
Évolution du périmètre de consolidation	–	111
évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	23	77
Solde au 31 déc.	167	192

Les réévaluations comptabilisées dans le compte de résultat parmi les autres produits/charges d'exploitation net(te)s se sont élevées à 23 millions d'€ (exercice précédent : -77 millions d'€).

Au cours de l'exercice considéré le gain net était entièrement attribuable aux instruments financiers dérivés détenus à la date d'arrêté des comptes.

Le risque de résiliation anticipée peut naître en raison du droit de la consommation propre à un pays qui confère un droit de restitution des véhicules d'occasion objets de contrats de location d'ores et déjà conclus. Les conséquences en termes de revenus résultant des fluctuations des valeurs résiduelles et des taux d'intérêts liées au marché sont supportées par le Groupe Volkswagen Bank GmbH.

Les prix de marché des véhicules d'occasion constituent la variable principale en termes de risque s'agissant de la juste valeur des instruments dérivés liés au risque de résiliation anticipée. Des analyses de sensibilité servent à quantifier les effets des évolutions des prix des véhicules d'occasion sur le bénéfice après impôt.

Si les prix des véhicules d'occasion concernant les véhicules pris en compte dans les instruments dérivés liés au risque de résiliation anticipée avaient été supérieurs de 10 % au 31 décembre 2017 le bénéfice après impôt aurait été supérieur de 89 millions d'€ (exercice précédent : 88 millions d'€). Si les prix des véhicules d'occasion concernant les véhicules pris en compte dans les instruments dérivés liés au risque de résiliation anticipée avaient été inférieurs de 10 % au 31 décembre 2017 le bénéfice après impôt aurait été inférieur de 128 millions d'€ (exercice précédent : 108 millions d'€).

60. Juste valeur des instruments financiers s'inscrivant dans les catégories suivantes : « mesurés au coût amorti » « mesurés à la juste valeur » et « instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture »

Les justes valeurs d'instruments financiers ressortent du tableau suivant. La juste valeur correspond au montant auquel les instruments financiers pourraient être vendus à des conditions équitables à la date d'arrêt des comptes. Les prix de marché ont été pris en compte sans modification chaque fois qu'ils étaient disponibles à des fins d'évaluation de la juste valeur. En l'absence de prix de marché la juste valeur des créances et des passifs a été calculée sur la base d'une actualisation selon un taux d'actualisation adéquat au regard du risque et correspondant à l'échéance considérée. Le taux d'actualisation a été déterminé en ajustant si nécessaire les courbes de rendement sans risque en fonction des facteurs de risque à prendre en compte ainsi que des coûts d'investissement et des coûts administratifs. La juste valeur des prêts/créances et des passifs à échéance égale ou inférieure à un an a été considérée comme correspondant à leur valeur comptable selon le critère de l'importance relative (*materiality*).

Les investissements en capitaux propres inclus dans le poste du bilan intitulé « Actifs financiers divers » sont évalués en tant qu'instruments de capitaux propres généralement à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (sans « recyclage ») en exerçant l'option consistant à les évaluer de cette façon.

En raison de la brièveté des échéances et des taux d'intérêts variables liés aux taux d'intérêts du marché la juste valeur des engagements de crédit irrévocables n'est pas significative. La juste valeur des garanties financières ne l'est pas non plus.

En millions d'€	JUSTE VALEUR		VALEUR COMPTABLE		DIFFERENCE	
	31 déc. 2018	31 déc. 2017	31 déc. 2018	31 déc. 2017	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Actifs						
Évalués à la juste valeur						
Prêts consentis à la clientèle et créances sur la clientèle ¹⁰	—	—	—	—	—	—
Instruments financiers dérivés	51	52	51	52	—	—
Valeurs mobilières négociables	3 359	2 509	3 359	2 509	—	—
Actifs financiers divers	0	0	0	0	—	—
Évalués au coût amorti						
Réserve de liquidités	1 858	1 866	1 858	1 866	—	—
Prêts consentis aux banques et créances sur les banques	661	970	661	970	—	—
Prêts consentis à la clientèle et créances sur la clientèle	46 432	46 532	46 314	46 054	118	478
Actifs d'impôts courants ¹¹	4	3	4	3	—	—
Autres actifs	671	512	671	512	—	—
Actifs détenus en vue de la vente	1 339	—	1 316	—	23	—
Instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture	206	236	206	236	—	—
Passif						
Évalués à la juste valeur						
Instruments financiers dérivés	197	230	197	230	—	—
Évalués au coût amorti						
Passifs envers les banques	8 849	7 919	8 898	8 032	— 50	— 113
Passifs envers la clientèle	39 371	41 087	39 348	41 066	24	21
Obligations effets de commerce émis	16 874	13 451	16 868	13 446	6	6
Passifs liés aux impôts courants ¹²	142	162	142	162	—	—
Autres passifs	289	184	289	184	—	—
Capital subordonné	2 110	1 730	2 103	1 721	7	10
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente (IFRS 5)	596	—	600	—	— 4	—
Instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture	18	47	18	47	—	—

¹⁰ Les chiffres de l'exercice précédent ont été ajustés par suite de la suppression des créances liées aux contrats de prêt de la catégorie « Évalués au coût amorti ».

¹¹ Présentation revue par suite de l'intégration d'instruments financiers aux « Actifs d'impôts courants » et aux « Passifs d'impôts courants ».

¹² Présentation revue par suite de l'intégration d'instruments financiers aux « Actifs d'impôts courants » et aux « Passifs d'impôts courants ».

La juste valeur des instruments financiers a été déterminée sur la base des courbes suivantes de rendement sans risque :

Pourcentage	EUR	GBP	PLN	SEK	CZK
Taux d'intérêts à six mois	– 0306	0917	1789	– 0104	1729
Taux d'intérêts à un an	– 0263	0984	1775	– 0066	1924
Taux d'intérêts à cinq ans	0197	1305	2125	0508	1830
Taux d'intérêts à dix ans	0815	1437	2481	1128	1760

61. Compensation des actifs financiers et des passifs financiers

Le tableau suivant contient des indications relatives aux effets de la compensation dans le cadre du bilan consolidé ainsi qu'aux effets financiers produits par la compensation d'instruments financiers soumis à un accord-cadre de compensation juridiquement contraignant ou à un accord similaire.

La colonne « instruments financiers » indique les montants soumis à un accord-cadre de compensation mais n'ayant pas fait l'objet d'une compensation en raison du fait qu'ils ne répondaient pas aux critères définis en la matière. Il s'agit principalement de justes valeurs positives et négatives d'instruments financiers dérivés conclus avec la même contrepartie.

La colonne « Sûretés réelles reçues/nanties » indique les montants des garanties en espèces et des garanties sous forme d'instruments financiers reçues en relation avec la somme totale des actifs et des passifs. Cette colonne intègre les sûretés réelles relatives aux actifs et aux passifs n'ayant pas fait l'objet d'une compensation entre eux. Les montants des sûretés réelles correspondent principalement à des garanties en espèces constituées en relation avec des transactions sur titres adossés à des actifs et à des valeurs mobilières négociables nanties.

MONTANTS NON COMPENSÉS DANS LE CADRE DU BILAN												
En millions d'€	Montant brut comptabilisé pour les actifs/passifs financiers		Montant brut comptabilisé pour les actifs/passifs d'une compensation dans le bilan		Montant net des actifs/passifs financiers figurant dans le bilan		Instruments financiers		Sûretés réelles reçues/nanties		Montant net	
	31 déc. 2018	31 déc. 2017	31 déc. 2018	31 déc. 2017	31 déc. 2018	31 déc. 2017	31 déc. 2018	31 déc. 2017	31 déc. 2018	31 déc. 2017	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Actifs												
Réserve de liquidités	1 858	1 866	–	–	1 858	1 866	–	–	–	–	1 858	1 866
Prêts consentis aux banques et créances sur les banques	614	970	47	–	661	970	–	–	–	–	661	970
Prêts consentis à la clientèle et créances sur la clientèle	46 572	46 151	– 258	– 97	46 314	46 054	–	–	–	–	46 314	46 054
Instruments financiers dérivés	304	289	– 47	0	257	289	– 76	– 72	– 171	– 197	10	20
Valeurs mobilières négociables	3 359	2 509	–	–	3 359	2 509	–	–	– 68	–	3 291	2 509
Actifs financiers divers	0	0	–	–	0	0	–	–	–	–	0	0
Actifs d'impôts courants ¹³	4	3	–	–	4	3	–	–	–	–	4	3
Autres actifs	686	628	– 15	– 20	671	512	–	–	–	–	671	512
Éléments considérés du bilan issus des actifs détenus en vue de la vente (IFRS 5)	1 316	–	–	–	1 316	–	–	–	–	–	–	–
Total	54 713	52 416	– 273	– 117	54 440	52 203	– 76	– 72	– 239	– 197	52 809	51 934
Passif												
Passifs envers les banques	8 898	8 032	–	–	8 898	8 032	–	–	– 911	– 1 967	7 988	6 065
Passifs envers la clientèle	39 605	41 162	– 258	– 97	39 348	41 066	–	–	–	–	39 348	41 066
Obligations effets de commerce émis	16 868	13 446	–	–	16 868	13 446	–	–	– 396	– 410	16 472	13 036
Instruments financiers dérivés	214	284	0	– 7	214	277	– 76	– 72	– 1	– 12	138	193
Passifs liés aux impôts courants ¹⁴	142	162	–	–	142	162	–	–	–	–	142	162
Autres passifs	304	196	– 15	– 13	289	184	–	–	–	–	289	184
Capital subordonné	2 103	1 721	–	–	2 103	1 721	–	–	–	–	2 103	1 721
Éléments considérés du bilan issus des passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente (IFRS 5)	600	–	–	–	600	–	–	–	–	–	600	–
Total	68 734	65 003	– 273	– 117	68 462	64 888	– 76	– 72	– 1 308	– 2 390	67 080	62 426

14 Présentation revue par suite de l'intégration d'instruments financiers aux « Actifs d'impôts courants » et aux « Passifs d'impôts courants ».

15 Présentation revue par suite de l'intégration d'instruments financiers aux « Actifs d'impôts courants » et aux « Passifs d'impôts courants ».

62. Risque de défaut des contreparties

Veuillez-vous reporter au rapport sur les risques (section risque de crédit pages 26 à 28) contenu dans le rapport de gestion dans lequel figurent les informations d'ordre qualitatif.

PROVISION POUR RISQUES DE CREDIT

Veuillez -vous référer à la section consacrée à la provision pour risques de crédit dans le cadre de la note 23 qui contient des informations relatives aux méthodes comptables applicables en matière de provision pour risques de crédit.

Le tableau suivant présente un rapprochement concernant la provision pour risques de crédit liée aux actifs financiers évalués au coût amorti :

En millions d'€	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Approche simplifiée	Niveau 4	Total
VALEUR COMPTABLE AU 1ER JAN. 2018	158	219	425	10	105	917
Différences de change constatées lors de la conversion des activités étrangères	- 0	- 0	- 0	- 0	- 0	- 1
Évolution du périmètre de consolidation	4	6	15	0	0	24
Actifs financiers nouvellement attribués/acquis (ajouts)	31	-	-	2	26	60
Autres changements à une étape donnée	6	60	102	- 0	18	187
Transfert vers						
Niveau 1	9	- 40	- 8	-	-	- 39
Niveau 2	- 30	131	- 22	-	-	78
Niveau 3	- 12	- 20	130	-	-	98
Instruments financiers décomptabilisés au cours de l'exercice (décomptabilisations)	- 32	- 102	- 148	- 5	- 31	- 318
Utilisations	-	-	- 76	- 0	- 1	- 77
Changements de modèle ou de paramètres de risques	- 4	- 4	- 14	-	- 2	- 25
Valeur comptable au 31 déc. 2018	130	249	403	8	115	904

La provision pour risques de crédit concernant les valeurs mobilières négociables évaluées à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global s'est élevée à -2 millions d'€ à la suite des ajustements fondés sur IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018. Compte tenu du caractère non significatif des changements intervenus à l'étape 1 au cours de l'exercice considéré et du fait que la provision pour risques de crédit est demeurée inchangée à -2 millions d'€ au 31 décembre 2018 ces chiffres ne sont pas présentés dans un tableau distinct.

Le tableau suivant présente un rapprochement concernant la provision pour risques de crédit liée aux garanties financières et aux engagements de crédit :

En millions d'€	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	Total	
Valeur comptable au 1er jan. 2018		2	2	1	0	5
Différences de change constatées lors de la conversion des activités étrangères	- 0	- 0	- 0	- 0	-	- 0
Évolution du périmètre de consolidation	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers nouvellement attribués/acquis (ajouts)	8	-	-	-	1	9
Autres changements à une étape donnée	- 0	0	- 0	- 0	- 0	- 0
Transfert vers						
Niveau 1	0	- 0	- 0	- 0	-	- 0
Niveau 2	- 1	0	- 0	- 0	-	- 0
Niveau 3	- 0	- 0	1	-	-	1
Instruments financiers décomptabilisés au cours de l'exercice (décomptabilisations)	- 1	- 1	- 0	- 0	- 1	- 3
Utilisations	-	-	- 0	-	-	- 0
Changements de modèle ou de paramètres de risques	- 0	- 0	- 0	- 0	- 0	- 0
Valeur comptable au 31 déc. 2018	8	1	1	1	0	10

Le tableau suivant présente un rapprochement concernant la provision pour risques de crédit relative aux créances liées aux contrats de location s'inscrivant dans la catégorie « Non classés dans une quelconque catégorie d'évaluation » :

En millions d'€	Approche simplifiée
Valeur comptable au 1er jan. 2018	289
Différences de change constatées lors de la conversion des activités étrangères	- 2
Évolution du périmètre de consolidation	-
Actifs financiers nouvellement attribués/acquis (ajouts)	128
Autres changements	- 32
Instruments financiers décomptabilisés au cours de l'exercice (décomptabilisations)	- 88
Utilisations	- 5
Changements de modèle ou de paramètres de risques	- 11
Valeur comptable au 31 déc. 2018	278

Le tableau suivant présente un rapprochement concernant la provision pour risques de crédit relative aux contrats de prêt et aux contrats de location pour l'exercice précédent :

En millions d'€	Corrections de valeur spécifiques	Corrections sur valeur de portefeuille	2017
Solde au 1er jan.	532	608	1 140
Variations des taux de change et autres variations	2	0	2
Évolution du périmètre de consolidation	43	87	129
Ajouts	177	90	266
Utilisation	40	–	40
Reprises	100	296	396
Produits d'intérêts sur les prêts et créances dépréciés	14	–	14
Reclassification	0	0	0
Solde au 31 déc.	598	488	1 086

MODIFICATIONS

Au cours de l'exercice considéré des modifications d'ordre contractuel ont été apportées aux actifs financiers qui n'ont pas conduit à la décomptabilisation des actifs en question. Ces modifications ont été en grande partie causées par des changements intervenus en matière de qualité du crédit et liés à des actifs financiers classés aux étapes 2 et 3. La provision pour risques de crédit liée à ces actifs correspondait à la perte de crédit attendue sur la durée du crédit considéré. À des fins de simplification s'agissant des créances commerciales et des créances liées aux contrats de location l'analyse ne prend en compte que les modifications liées à la qualité du crédit lorsque le retard de paiement des créances considérées est supérieur à 30 jours. Avant les modifications contractuelles le coût amorti s'élevait à 44 millions d'€. Au cours de la période considérée les modifications en question ont entraîné un montant total de produits nets/charges nettes de 0 million d'€.

À la date d'arrêté des comptes la valeur comptable brute des actifs financiers qui avait été modifiée depuis la comptabilisation initiale et qui au cours de l'exercice considéré avait également été transférée de l'étape 2 ou de l'étape 3 à l'étape 1 s'élevait à 0 million d'€. En conséquence l'évaluation de la provision pour risques de crédit concernant ces actifs financiers a été modifiée pour ne plus correspondre à la perte de crédit attendue sur la durée du crédit considéré mais à la perte de crédit attendue sur douze mois.

Risque de crédit maximum

Le risque de crédit et de défaut lié aux actifs financiers correspond essentiellement au risque de défaut d'une contrepartie. Le montant maximum du risque correspond par conséquent au montant des créances sur la contrepartie concernée résultant des valeurs comptables comptabilisées et des engagements de crédit irrévocables.

Le risque maximum de crédit et de défaut est réduit du montant des sûretés réelles et d'autres rehaussements de crédit. La sûreté réelle détenue concerne les prêts consentis aux banques et à la clientèle ainsi que les créances sur les banques et la clientèle s'inscrivant dans les catégories « Évalués au coût amorti » « Évalués à la juste valeur » et « Non classés dans une quelconque catégorie d'évaluation ». Les types de sûretés détenues correspondent à des véhicules à d'autres actifs donnés en garantie à des garanties financières à des valeurs mobilières négociables à des liquidités et à des droits réels grevant des biens immobiliers. S'agissant des actifs financiers pour lesquels existent à la date d'arrêté des comptes des indices objectifs de perte de valeur les sûretés ont permis de réduire les risques de 760 millions d'€. S'agissant des actifs financiers s'inscrivant dans la catégorie « Évalués à la juste valeur » auxquels les règles définies par IFRS 9 en matière de perte de valeur ne sont pas appliquées le risque maximum de crédit et de défaut a été réduit à la date d'arrêté des comptes par les sûretés détenues d'une valeur de 68 millions d'€.

Le tableau suivant présente le risque de crédit maximum auquel le Groupe Volkswagen Bank GmbH était exposé à la date d'arrêté des comptes divisé par catégories et auquel le modèle concernant les pertes de valeur a été appliqué.

En millions d'€	31 déc. 2018
Actifs financiers évalués à la juste valeur	3 284
Actifs financiers évalués au coût amorti	49 508
Garanties financières et engagements de crédit	2 481
Non classés dans une quelconque catégorie d'évaluation	18 829
Total	74 102

Le Groupe Volkswagen Bank GmbH entend réaliser les garanties suivantes acceptées au cours de l'exercice en relation avec des actifs financiers :

En millions d'€	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Véhicules	46	41
Biens immobiliers	—	—
Autres actifs mobiliers	—	—
Total	46	41

Les véhicules font l'objet d'une nouvelle commercialisation auprès des concessionnaires du Groupe Volkswagen par le biais de ventes directes et aux enchères.

CATEGORIES DE NOTATION DU RISQUE DE DEFAUT

Le groupe Volkswagen Bank GmbH évalue la cote de crédit de l'emprunteur avant toute conclusion de contrat de prêt ou de location. Dans le cadre de l'activité de vente aux particuliers et professionnels des systèmes d'évaluation par score sont utilisés à cet effet tandis que des systèmes de notation sont utilisés pour les financements accordés aux clients gestionnaires de flotte et aux concessionnaires. Les créances classées comme étant de « bonne » qualité sont inscrites dans la catégorie de notation 1. Les prêts consentis à la clientèle et les créances sur la clientèle dont la cote de crédit n'est pas considérée comme « bonne » mais pour lesquels aucun défaut n'a encore été constaté sont inscrits dans la catégorie de notation 2. Par conséquent l'ensemble des prêts et créances en situation de défaut sont classés dans la catégorie 3.

Le tableau suivant présente les valeurs comptables brutes des actifs financiers au 31 décembre 2018 réparties par catégories de notation :

En millions d'€	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Approche simplifiée	Niveau 4
Notation du risque de défaut catégorie 1 (prêts/créances ne se trouvant pas en risque de défaut – prêts normaux)	41 647	5 913	0	19 446	72
Notation du risque de défaut catégorie 2 (prêt/créances en risque de défaut – prêts faisant l'objet d'une gestion renforcée)	616	2 407	0	3 550	33
Notation du risque de défaut catégorie 3 (prêt/créances en défaut – prêts non productifs)	0	0	893	223	433
Total	42 263	8 320	893	23 219	538

Le tableau suivant présente les expositions au risque de défaut liées aux garanties financières et aux engagements de crédit à la date d'arrêté des comptes réparties par catégories de notation :

En millions d'€	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Notation du risque de défaut catégorie 1 (prêts/créances ne se trouvant pas en risque de défaut – prêts normaux)	2 075	304	—	1
Notation du risque de défaut catégorie 2 (prêt/créances en risque de défaut – prêts faisant l'objet d'une gestion renforcée)	76	15	—	0
Notation du risque de défaut catégorie 3 (prêt/créances en défaut – prêts non productifs)	—	—	17	4
Total	2 150	319	17	5

La qualité en termes de crédit des actifs financiers au 31 décembre 2017 ressort du tableau suivant :

En millions d'€	Valeur comptable brute	Ni arriérés ni dépréciés	Arriérés mais non dépréciés	Dépréciés
Évalués à la juste valeur	2 561	2 561		
Évalués au coût amorti				
Réserve de liquidités	1 866	1 866		
Prêts consentis aux banques et créances sur les banques	970	970		
Prêts consentis à la clientèle et créances sur la clientèle ¹	65 998	63 924	674	1 401
Autres actifs	512	512		
Instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture	236	236		
Total	72 144	70 069	674	1 401

Le classement dans les différentes catégories de risques des actifs financiers au 31 décembre 2017 qui ne sont ni arriérés ni dépréciés ressort du tableau ci-dessous :

En millions d'€	Ni arriérés ni dépréciés	Catégorie de risques 1	Catégorie de risques 2
Évalués à la juste valeur	2 561	2 561	—
Évalués au coût amorti			
Réserve de liquidités	1 866	1 866	—
Prêts consentis aux banques et créances sur les banques	970	970	—
Prêts consentis à la clientèle et créances sur la clientèle ¹	63 924	55 656	8 268
Autres actifs	512	512	0
Instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture	236	236	—
Total	70 069	61 801	8 268

L'analyse par échéances et par catégories d'actifs financiers au 31 décembre 2017 arriérés mais non dépréciés ressort du tableau suivant :

En millions d'€	Arriérés mais non dépréciés	CATEGORIES D'ARRIERES		
		Jusqu'à 1 mois	De 1 à 3 mois	Plus de 3 mois
Évalués à la juste valeur	—	—	—	—
Évalués au coût amorti				
Réserve de liquidités	—	—	—	—
Prêts consentis aux banques et créances sur les banques	—	—	—	—
Prêts consentis à la clientèle et créances sur la clientèle ¹	674	428	240	6
Autres actifs	—	—	—	—
Instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture	—	—	—	—
Total	674	428	240	6

63. Risque de liquidité

Veillez-vous reporter au rapport de gestion en ce qui concerne notre stratégie de refinancement et de couverture.

Le tableau ci-dessous indique les échéances des actifs détenus dans le cadre de la gestion du risque de liquidité :

En millions d'€	ACTIFS		EXIGIBLES SUR DEMANDE		JUSQU'À 3 MOIS		DE 3 MOIS À 1 AN		DE 1 À 5 ANS		PLUS DE 5 ANS	
	31 déc. 2018	31 déc. 2017	31 déc. 2018	31 déc. 2017	31 déc. 2018	31 déc. 2017	31 déc. 2018	31 déc. 2017	31 déc. 2018	31 déc. 2017	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Réserve de liquidités	1 858	1 866	1 858	1 866	–	–	–	–	–	–	–	–
Prêts consentis aux banques et créances sur les banques	661	970	660	425	0	545	–	–	–	–	–	–
Valeurs mobilières négociables	3 284	2 086	–	–	3 284	2 086	–	–	–	–	–	–
Total	5 802	4 922	2 518	2 291	3 284	2 631	–	–	–	–	–	–

Le tableau ci-dessous contient une analyse par échéances des flux de trésorerie sortants non actualisés résultant des passifs financiers :

En millions d'€	DUREE CONTRACTUELLE RESTANT A COURIR JUSQU'A L'ECHEANCE									
	Flux de trésorerie sortants		Jusqu'à 3 mois		De 3 mois à 1 an		De 1 à 5 ans		Plus de 5 ans	
	31 déc. 2018	31 déc. 2017	31 déc. 2018	31 déc. 2017	31 déc. 2018	31 déc. 2017	31 déc. 2018	31 déc. 2017	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Passifs envers les banques	8 906	8 414	2 360	1 695	21	173	6 423	6 435	101	111
Passifs envers la clientèle	39 652	41 535	32 223	31 540	1 782	3 632	4 579	4 995	1 068	1 368
Obligations effets de commerce émis	17 200	13 688	2 481	2 027	2 723	2 897	10 660	7 489	1 336	1 274
Instruments financiers dérivés	5 550	7 458	2 758	3 501	2 009	2 620	784	1 337	—	—
Autres passifs	289	184	119	89	169	10	1	83	1	1
Capital subordonné	2 196	1 803	55	37	540	475	1 588	1 253	14	37
Engagements de crédit irrévocables	2 313	2 112	452	381	1 860	1 731	0	0	0	0
Total	76 106	75 193	40 448	39 271	9 103	11 538	24 035	21 592	2 520	2 792

1 Le chiffre de l'exercice précédent a été ajusté d'un montant de -960 millions d'€.

Le tirage maximum susceptible d'intervenir à tout moment dans le cadre des contrats de garantie financière s'élève à 179 millions d'€ (exercice précédent : 137 millions d'€).

64. Risque de marché

Pour des informations d'ordre qualitatif veuillez-vous reporter au rapport sur les risques contenu dans le rapport de gestion.

La méthode de la valeur en risque (VaR) basée sur des simulations historiques est employée aux fins de l'évaluation quantitative des risques de taux d'intérêts et de change. Le calcul de la valeur en risque indique l'étendue maximale d'une perte possible dans l'ensemble du portefeuille à l'horizon de 40 jours perte évaluée avec un niveau de confiance de 99 %. Il est procédé à cet effet à une analyse des écarts de taux d'intérêts intégrant l'ensemble des flux de trésorerie résultant des instruments financiers dérivés et non dérivés. Les données de marché historiques utilisées afin de déterminer la valeur en risque couvrent une période de 1 000 jours de bourse.

Les chiffres produits par cette démarche sont les suivants :

En millions d'€	2018	2017
Risque de taux d'intérêts	68	26
Risque de change	99	102
Total risque de marché ¹	113	91

1 En raison des effets de corrélation le risque de marché total n'est pas égal à la somme des différents risques.

65. Note relative à la politique de couverture

POLITIQUE DE COUVERTURE ET INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

En raison des activités qu'il mène sur les marchés financiers internationaux le groupe Volkswagen Bank GmbH est exposé aux fluctuations de taux d'intérêts observées sur les marchés monétaires et financiers internationaux. Les règles générales applicables à l'échelle du Groupe définies dans le cadre de la politique de couverture du risque de change et du risque de taux d'intérêts sont exposées dans un document interne spécifique et sont conformes aux exigences minimales relatives à la gestion des risques publiées

par l'autorité fédérale allemande de contrôle du secteur financier (BaFin). Les banques domestiques et internationales jouissant d'une excellente cote de crédit dont la solvabilité est en permanence minutieusement examinée par les principales agences de notation interviennent en qualité de partenaire lors de la conclusion de transactions financières appropriées. Le Groupe conclut des transactions de couverture adéquates dans le but de limiter les risques de change et de taux d'intérêts. Des instruments financiers dérivés classiques sont utilisés à cet effet.

RISQUE DE MARCHÉ

Il existe un risque de marché lorsque les variations de prix observées sur les marchés financiers (taux d'intérêts et taux de change) ont un effet positif ou négatif sur la valeur des produits négociés. Les justes valeurs figurant dans les tableaux ont été déterminées sur la base des informations de marché disponibles à la date d'arrêt des comptes. Elles représentent les valeurs actuelles des instruments financiers dérivés. Ces valeurs ont été déterminées selon des méthodes normalisées ou selon les cours du marché.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊTS

Les variations de taux d'intérêts observées sur les marchés financiers constituent un risque de taux d'intérêts en cas de financement à échéances non concordantes. Le risque de taux d'intérêts est géré selon des recommandations formulées par le Comité de gestion des actifs et des passifs (Asset/Liability Management Committee ou Comité ALM). Le risque de taux d'intérêts est quantifié au moyen d'analyses d'écarts de taux menées selon divers scénarios de variations des taux. Les contrats de couverture du risque de taux d'intérêts qui sont conclus comprennent des contrats d'échange (swaps) de taux d'intérêts et de devises.

RISQUE DE CHANGE

Le Groupe Volkswagen Bank GmbH se prémunit contre le risque de change en concluant des contrats de couverture qui peuvent être des contrats à terme sur devises des contrats d'échange (swaps) de devises et des contrats d'échange (swaps) de taux d'intérêts en devises différentes. L'ensemble des flux de trésorerie en devises étrangères sont par principe couverts.

DESCRIPTIF DES COUVERTURES ET EXPOSE DES METHODES DE CONTROLE DE L'EFFICACITE DE CELLES-CI

Lorsque c'est possible la stratégie de couverture vise à comptabiliser des couvertures concernant des transactions sous-jacentes appropriées (éléments couverts). Il peut s'agir de micro-couvertures ou de couvertures de portefeuille. La grande majorité des éléments couverts sont des actifs ou des passifs inscrits dans le bilan. Les transactions futures ne sont utilisées comme éléments couverts que dans des cas exceptionnels. Le volume que représentent les instruments de couverture est en général exactement identique à celui que représentent les éléments couverts désignés.

Au sein du Groupe Volkswagen Bank GmbH les couvertures auxquelles est appliquée la comptabilité propre aux micro-couvertures sont généralement détenues jusqu'à leur échéance. Les composantes individuelles du risque ne sont pas distinguées et désignées aux fins de la comptabilité de couverture.

Dans le cadre de la comptabilité de couverture de portefeuille les instruments dérivés sont désignés comme instruments de couverture à des fins de couverture de taux d'intérêts une fois par trimestre. L'efficacité des couvertures est examinée pour chaque série d'échéances. Les instruments dérivés ne sont comptabilisés dans le cadre de la comptabilité de couverture de portefeuille au titre d'une période de couverture que si un haut niveau d'efficacité de couverture est atteint à la fois prospectivement et rétrospectivement.

Du fait de l'introduction d'IFRS 9 l'efficacité des couvertures au sein du Groupe Volkswagen Bank GmbH est évaluée essentiellement de manière prospective selon la méthode dite de concordance des conditions critiques. L'efficacité des couvertures est analysée rétrospectivement au moyen de tests destinés à déceler une inefficacité éventuelle selon la méthode dite de la compensation en dollars. Cette méthode consiste à comparer les changements de valeur de l'élément couvert exprimés en unités monétaires aux changements de valeur de l'instrument de couverture exprimés en unités monétaires.

L'inefficacité des couvertures dans le cadre de la comptabilité propre aux micro-couvertures résulte en grande partie de différences entre l'évaluation au prix du marché (juste valeur) des éléments couverts et celle des instruments de couverture. Des courbes de rendement individuel sont utilisées lors de la détermination des taux d'intérêts et des prix futurs ainsi que lors de l'actualisation des flux de trésorerie futurs liés aux éléments couverts et aux instruments de couverture afin d'obtenir une évaluation conforme au marché. D'autres facteurs (par exemple liés au risque de contrepartie) revêtent une importance mineure en matière d'inefficacité des couvertures.

Dans le cadre de la comptabilité de couverture de portefeuille l'inefficacité résulte généralement du fait que les changements de juste valeur des instruments de couverture ne compensent pas entièrement les changements de juste valeur des éléments couverts.

INFORMATIONS RELATIVES AUX GAINS ET PERTES LIES AUX COUVERTURES DE JUSTE VALEUR

Dans le cadre des couvertures de juste valeur les opérations couvrent le risque lié aux changements de juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers. Les changements de juste valeur qui résultent de la comptabilisation des instruments de couverture à la juste valeur et ceux qui résultent de la comptabilisation des éléments couverts correspondants à la juste valeur couverte produisent généralement un effet de compensation et sont comptabilisés dans le cadre du gain ou de la perte net(te) sur opérations de couverture.

Le tableau suivant indique le degré d'inefficacité des couvertures de juste valeur en fonction du type de risque. Cette inefficacité correspond aux différences entre les gains ou les pertes lié(e)s aux instruments de couverture et ceux liés aux éléments couverts :

En millions d'€	2018
Couverture du risque de taux d'intérêts :	28
Couverture du risque de taux de change :	-16
Couverture du risque de taux d'intérêts et du risque de taux de change :	3

INFORMATIONS RELATIVES AUX GAINS ET AUX PERTES LIES AUX COUVERTURES DE FLUX DE TRESORERIE

Les couvertures de flux de trésorerie sont comptabilisées dans le but de couvrir les risques liés aux variations des flux de trésorerie futurs. Ces flux de trésorerie peuvent résulter d'un actif comptabilisé ou d'un passif comptabilisé.

Le tableau suivant qui concerne les gains et les pertes résultant des couvertures de flux de trésorerie présente les gains et les pertes liés aux couvertures comptabilisées dans les autres éléments du résultat global au cours de l'exercice considéré l'inefficacité des couvertures comptabilisée dans le cadre du gain ou de la perte net(te) lié(e) aux couvertures ainsi que les gains ou les pertes résultant de la reclassification des réserves de couvertures de flux de trésorerie comptabilisées dans le cadre du gain ou de la perte net(te) lié(e) aux couvertures :

En millions d'€	2018
Couverture du risque de taux d'intérêts :	
Gain ou perte résultant des changements de juste valeur des éléments couverts dans le cadre de la comptabilité de couverture	
comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	—
comptabilisés en résultat	—
Reclassifications entre la réserve de couvertures des flux de trésorerie et le compte de résultat	
Par suite de la résiliation anticipée des couvertures	—
Par suite du recouvrement de l'élément couvert	—
Couverture du risque de taux de change :	
Gain ou perte résultant des changements de juste valeur des éléments couverts dans le cadre de la comptabilité de couverture	
comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	2
comptabilisés en résultat	—3
Reclassifications entre la réserve de couvertures des flux de trésorerie et le compte de résultat	
Par suite de la résiliation anticipée des couvertures	—
Par suite du recouvrement de l'élément couvert	—2
Couverture du risque de taux d'intérêts et du risque de taux de change :	
Gain ou perte résultant des changements de juste valeur des éléments couverts dans le cadre de la comptabilité de couverture	
comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	3
comptabilisés en résultat	0
Reclassifications entre la réserve de couvertures des flux de trésorerie et le compte de résultat	
Par suite de la résiliation anticipée des couvertures	—
Par suite du recouvrement de l'élément couvert	—3

Dans ce tableau les effets comptabilisés directement dans les capitaux propres sont présentés nets d'impôts différés.

Le gain ou la perte résultant des changements de juste valeur des couvertures dans le cadre de la comptabilité de couverture reflète la base sur laquelle pourra être déterminée l'inefficacité des couvertures. Ces gains ou pertes résultant des changements de juste valeur des instruments de couverture qui excèdent les changements de juste valeur des éléments couverts constituent la partie inefficace des couvertures de flux de trésorerie. Cette inefficacité d'une couverture résulte de différences entre les paramètres applicables à l'instrument de couverture et à l'élément couvert. Les gains ou les pertes sont comptabilisés immédiatement dans le cadre du gain ou de la perte sur opérations de couverture.

MONTANTS NOTIONNELS DES INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

La répartition du volume notionnel des instruments financiers dérivés au 31 décembre 2017 est la suivante :

En millions d'€	DUREE CONTRACTUELLE RESTANT A COURIR JUSQU'A L'ECHEANCE		
	Jusqu'à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Couvertures de flux de trésorerie			
Swaps de taux d'intérêts	—	—	—
Swaps de taux d'intérêts en devises différentes	—	—	—
Contrats à terme sur devises	6	—	—
Swaps de taux d'intérêts en devises différentes	—	—	—
Divers			
Swaps de taux d'intérêts	4 118	9 851	15 399
Swaps de taux d'intérêts en devises différentes	232	516	—
Contrats à terme sur devises	3 013	—	—
Swaps de taux d'intérêts en devises différentes	2 761	818	—
Total	10 129	11 184	15 399

Le tableau suivant présente une analyse des échéances des montants notionnels des instruments dérivés comptabilisés selon les règles applicables en matière de comptabilité de couverture ainsi que des instruments dérivés auxquels la comptabilité de couverture n'est pas appliquée au 31 décembre 2018 :

En millions d'€	DUREE RESTANT A COURIR JUSQU'A L'ECHEANCE			TOTAL DES MONTANTS NOTIONNELS
	Jusqu'à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	31 déc. 2018
Montants notionnels des instruments de couverture dans le cadre de la comptabilité de couverture				
Couverture du risque de taux d'intérêts :				
Swaps de taux d'intérêts	5 026	13 777	1 300	20 103
Couverture du risque de taux de change :				
Contrats à terme sur devises/swaps de devises GBP	3 321	268	—	3 588
Contrats à terme sur devises/swaps de devises PLN	596	196	—	791
Contrats à terme sur devises autres devises	279	5	—	284
Couverture du risque de taux d'intérêts et du risque de taux de change :				
Swaps de taux d'intérêts en devises différentes PLN	99	182	—	281
Swaps de taux d'intérêts en devises différentes NOK	133	81	—	215
Swaps de taux d'intérêts en devises différentes autres devises	178	—	—	178
Montants notionnels des autres instruments dérivés				
Couverture du risque de taux d'intérêts :				
Swaps de taux d'intérêts	1 118	1 973	17 742	20 833
Couverture du risque de taux de change :				
Contrats à terme sur devises/swaps de devises	132	—	—	132
Couverture du risque de taux d'intérêts et du risque de taux de change :				
Swaps de taux d'intérêts en devises différentes	352	509	—	862

Les échéances des paiements futurs relatifs aux éléments couverts par les couvertures de flux de trésorerie correspondent aux maturités des instruments de couverture.

À la date d'arrêté des comptes aucune des couvertures de flux de trésorerie comptabilisées ne concernait d'élément couvert dont il n'était plus prévu qu'il fasse l'objet d'une transaction à l'avenir.

Les taux d'intérêts moyens servant à l'évaluation des couvertures de devises ont été les suivants pour les devises suivantes correspondant à des montants nominaux significatifs : 253861 CZK (couvertures de flux de trésorerie) et 259765 (couvertures de juste

valeur) 08937 GBP (couvertures de flux de trésorerie) et 08824 (couvertures de juste valeur) 43032 PLN (couvertures de flux de trésorerie) et 42994 (couvertures de juste valeur).

Les taux de change moyens servant à l'évaluation des couvertures du risque de taux d'intérêts/de taux de change ont été les suivants pour les devises suivantes correspondant à des montants nominaux significatifs : 42239 CZK (couvertures de flux de trésorerie) et 43065 (couvertures de juste valeur) 0772 (couvertures de juste valeur) 9133 NOK (couvertures de juste valeur).

Le taux d'intérêts moyen utilisé pour les swaps de taux d'intérêts en devises différentes (couvertures de flux de trésorerie) a été de 023 % pour la devise polonaise (PLN).

INFORMATIONS RELATIVES AUX INSTRUMENTS DE COUVERTURE UTILISES DANS LE CADRE DE LA COMPTABILITE DE COUVERTURE

Le Groupe Volkswagen Bank GmbH utilise régulièrement des instruments de couverture afin de couvrir les changements de juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers.

Figurent ci-après pour l'exercice considéré les montants notionnels les justes valeurs et les changements de juste valeur permettant de déterminer l'inefficacité des instruments de couverture utilisés dans le cadre des couvertures de juste valeur afin de couvrir le risque lié aux changements de juste valeur :

En millions d'€	Montant notionnel	Autres actifs	Autres passifs	Changements de juste valeur permettant de déterminer l'inefficacité
Couverture du risque de taux d'intérêts				
Swaps de taux d'intérêts et contrats d'option sur taux d'intérêts	16 167	35	4	59
Couverture du risque de taux de change				
Contrats à terme sur devises et contrats d'option swaps de taux d'intérêts en devises différentes	4 222	117	13	110
Couverture du risque de taux d'intérêts et du risque de taux de change :				
Swaps de taux d'intérêts en devises différentes	410	47	0	48

Le Groupe Volkswagen Bank GmbH utilise également des instruments de couverture afin de couvrir le risque lié aux variations des flux de trésorerie futurs.

Figurent dans le tableau ci-dessous pour l'exercice considéré les montants notionnels les justes valeurs et les changements de juste valeur permettant de déterminer l'inefficacité des instruments de couverture utilisés dans le cadre des couvertures de flux de trésorerie :

En millions d'€	Montant notionnel	Autres actifs	Autres passifs	Changements de juste valeur permettant de déterminer l'inefficacité
Couverture du risque de taux d'intérêts				
Swaps de taux d'intérêts	—	—	—	—
Couverture du risque de taux de change :				
Contrats à terme sur devises/swaps de devises	441	3	0	3
Contrats d'option sur devises	—	—	—	—
Couverture du risque de taux d'intérêts et du risque de taux de change :				
Swaps de taux d'intérêts en devises différentes	206	4	1	4
Couverture du risque lié aux marchandises				
Contrats à terme sur marchandises	—	—	—	—

Le changement de juste valeur au regard duquel est déterminée l'inefficacité des couvertures correspond au changement de juste valeur des composantes désignées des instruments de couverture.

INFORMATIONS RELATIVES AUX ELEMENTS COUVERTS AUXQUELS LA COMPTABILITE DE COUVERTURE EST APPLIQUEE

Des informations relatives aux éléments couverts répartis par catégories de risque et par types de désignation sont nécessaires en complément des informations relatives aux instruments de couverture.

Le tableau ci-dessous présente les éléments couverts dans le cadre de couvertures de juste valeur au 31 décembre 2018 :

	Valeur comptable	Cumul des ajustements de couvertures	Ajustements de couvertures période/exercice actuel(le)	Cumul des ajustements de couvertures liés aux couvertures résiliées
En millions d'€				
Couverture du risque de taux d'intérêts :				
Prêts consentis aux banques et créances sur les banques	—	—	—	—
Prêts consentis à la clientèle et créances sur la clientèle	9 116	— 15	7	—
Passifs envers les banques	— 4 516	— 33	— 16	—
Passifs envers la clientèle	—	—	—	—
Obligations effets de commerce émis	— 3 423	— 42	— 20	—
Capital subordonné	—	—	—	—
Couverture du risque de taux de change :				
Prêts consentis aux banques et créances sur les banques	—	—	—	—
Prêts consentis à la clientèle et créances sur la clientèle	107	— 59	— 11	—
Passifs envers les banques	—	—	—	—
Passifs envers la clientèle	—	—	—	—
Obligations effets de commerce émis	—	—	—	—
Capital subordonné	—	—	—	—
Couverture du risque de taux d'intérêts et du risque de taux de change :				
Prêts consentis aux banques et créances sur les banques	—	—	—	—
Prêts consentis à la clientèle et créances sur la clientèle	333	— 14	— 11	—
Passifs envers les banques	—	—	—	—
Passifs envers la clientèle	—	—	—	—
Obligations effets de commerce émis	—	—	—	—
Capital subordonné	—	—	—	—

Le tableau suivant présente les éléments couverts dans le cadre de couvertures de flux de trésorerie au 31 décembre 2018 :

En millions d'€	RESERVE POUR		
	Changements de juste valeur permettant de déterminer l'inefficacité	Couvertures de flux de trésorerie existantes	Couvertures de flux de trésorerie résiliées
Couverture du risque de taux d'intérêts			
Composantes désignées	—	—	—
Impôts différés	—	—	—
Total du risque de taux d'intérêts	—	—	—
Couverture du risque de taux de change :			
Composantes désignées	0	1	—
Impôts différés	—	0	—
Total du risque de taux de change	0	1	—
Couverture du risque de taux d'intérêts et du risque de taux de change :			
Composantes désignées	—	0	—
Impôts différés	—	—0	—
Total du risque de taux d'intérêts et du risque de taux de change	—	0	—

CHANGEMENTS DE LA RESERVE DE COUVERTURES DES FLUX DE TRESORERIE

Dans le cadre du traitement comptable des couvertures de flux de trésorerie la part efficace désignée d'une couverture est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global (OCI I). Tous les changements de juste valeur des instruments de couverture excédant la part efficace sont comptabilisés dans le compte de résultat comme correspondant à la part inefficace des couvertures.

Le tableau suivant présente un rapprochement concernant la réserve de couvertures des flux de trésorerie (OCI I) :

En millions d'€	Risque de taux d'intérêts	Risque de change	Risque de taux d'intérêts et de taux de change	Risque lié aux marchandises	Total
Solde au 1er jan. 2018	—	0	—	—	0
Gains ou pertes résultant des couvertures efficaces	—	2	3	—	5
Reclassifications résultant d'un changement affectant la matérialisation attendue de l'élément couvert	—	—	—	—	—
Reclassifications résultant du recouvrement de l'élément couvert	—	—2	—3	—	—4
Solde au 31 déc. 2018	—	1	0	—	1

Dans le cadre des couvertures utilisées par le Groupe Volkswagen Bank GmbH il n'existe aucun instrument dérivé qui ne soit pas désigné.

RISQUE DE LIQUIDITÉ/RISQUE DE FINANCEMENT

Le Groupe Volkswagen Bank GmbH se prémunit contre le risque de crise de liquidité grâce à une ligne de crédit confirmée chez Volkswagen AG et à des programmes d'émission de titres de créances susceptibles d'être exécutés en plusieurs devises. Il détient également des valeurs mobilières négociables émises par des entités du secteur public immédiatement négociables et pouvant être déposés auprès de banques centrales et pouvant donc être utilisées comme un moyen de sécuriser la liquidité.

RISQUE DE DÉFAUT

Le risque de défaut lié aux actifs financiers correspond essentiellement au risque de défaut d'une contrepartie. Le montant maximum du risque correspond donc au solde dû par la contrepartie concernée.

Compte tenu du fait que les transactions ne sont conclues qu'avec des contreparties jouissant d'une excellente note de crédit et que des plafonds d'opération sont fixés pour chaque contrepartie dans le cadre du système de gestion des risques le risque de défaut effectif est considéré comme faible. En outre le risque de défaut lié aux transactions du Groupe est également réduit conformément aux exigences réglementaires en exigeant la constitution de sûretés réelles par les contreparties.

La concentration des risques au sein du Groupe Volkswagen Bank GmbH existe sous différentes formes. Un descriptif détaillé figure dans le rapport relatif aux opportunités et aux risques intégré au rapport de gestion combiné.

Informations Sectorielles**66. Répartition par marchés géographiques**

La présentation des secteurs au sens d'IFRS 8 est fondée sur la structure des contrôles internes et de l'information financière du Groupe Volkswagen Bank GmbH. Elle correspond aux marchés géographiques au sein desquels le Groupe Volkswagen Bank GmbH exerce son activité.

Par conséquent le Groupe Volkswagen Bank GmbH a défini les secteurs suivants : Allemagne Italie France Royaume-Uni Suède et Autres. Les succursales implantées aux Pays-Bas en Espagne en Irlande en Grèce au Portugal et en Pologne (à compter du 28 septembre 2018) et Volkswagen Bank Polska S.A. (jusqu'au 27 septembre 2018) sont rattachées au secteur « Autres ». La succursale implantée au Royaume-Uni ainsi que Volkswagen Financial Services (UK) Ltd appartiennent au secteur « Royaume-Uni ».

Le bénéfice ou la perte d'exploitation constitue le principal indicateur de performances en matière de décisions opérationnelles. Les informations communiquées à la Direction à des fins de gestion sont basées sur les mêmes méthodes comptables que celles utilisées aux fins de l'information financière externe.

Tous les contrats commerciaux conclus entre secteurs (le cas échéant) le sont à des conditions normales de marché. Aucun contrat entre secteurs n'a été conclu au cours de l'exercice considéré.

Conformément à IFRS 8 les actifs non courants sont présentés à l'exclusion des instruments financiers des actifs d'impôts différés des avantages post-emploi et des droits nés des contrats d'assurance.

REPARTITION PAR MARCHES GEOGRAPHIQUES 2017 :

En millions d'€	1ER JAN. – 31 DEC. 2017							Total
	Allemagne	Italie	France	Royaume- Uni	Suède	Autres	Consolidation	
Produits d'intérêts liés aux contrats de prêt et aux valeurs mobilières négociables provenant de tiers	1 023	119	45	85	8	147	–	1 427
Produits d'intérêts inter-secteurs liés aux contrats de prêt et aux valeurs mobilières négociables	82	–	–	5	–	–	– 87	–
Produits des contrats de location conclus avec des tiers	–	90	566	664	1 172	149	–	2 641
Produits inter-secteurs des contrats de location	–	–	–	–	–	–	–	–
Amortissements pertes de valeur et autres charges liées aux contrats de location	–	– 67	– 408	– 364	1 158	– 102	–	2 099
dont pertes de valeur selon IAS 36	–	–	– 22	0	– 1	– 2	–	– 25
Produits nets provenant des contrats de location	–	23	158	300	14	47	–	542
Charges d'intérêts	– 145	– 15	– 22	– 100	– 4	– 26	87	– 226
Produits des contrats de service conclus avec des tiers	–	1	38	34	–	11	–	85
Charges provenant des contrats de service	–	– 1	– 32	– 24	–	– 9	–	– 66
Produits nets des contrats de service	–	0	7	10	–	2	–	19
Provision pour risques de crédit	163	– 19	7	– 6	2	3	–	150
Commissions versées par des tiers	120	84	47	1	0	38	–	291
Commissions (charges)	– 151	– 44	– 49	– 38	– 1	– 21	–	– 304
Produit net provenant des commissions	– 31	41	– 2	– 37	– 1	18	–	– 13
Gain ou perte net(te) sur opérations de couverture	– 12	–	–	–	–	–	–	– 12
Gain ou perte net(te) sur instruments financiers évalués à la juste valeur et constaté(e) lors de la décomptabilisation des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	–	–	–	–	3	–	–	3
Charges générales et d'administration	– 593	– 59	– 89	– 75	– 14	– 90	4	– 916
Autres produits d'exploitation	215	9	5	89	1	20	– 4	335
Autres charges d'exploitation	– 178	– 3	– 2	– 115	– 1	– 16	–	– 315
Montant net des autres produits/charges d'exploitation	37	6	3	– 26	0	4	– 4	20
Bénéfice d'exploitation	525	96	107	155	8	104	0	994

REPARTITION PAR MARCHES GEOGRAPHIQUES 2018 :

En millions d'€	1 ^{ER} JAN. – 31 DEC. 2018						Consolidation	Total
	Allemagne	Italie	France	Royaume-Uni	Suède	Autres		
Produits d'intérêts liés aux contrats de prêt et aux valeurs mobilières négociables provenant de tiers	895	142	50	83	22	180	–	1 372
Produits d'intérêts inter-secteurs liés aux contrats de prêt et aux valeurs mobilières négociables	92	–	–	13	–	–	– 105	–
Produits des contrats de location conclus avec des tiers	–	84	702	2.245	3.087	352	–	6 470
Produits inter-secteurs des contrats de location	–	–	–	–	–	–	–	–
Amortissements pertes de valeur et autres charges liées aux contrats de location	–	– 53	– 523	– 1.305	– 3.028	– 300	–	– 5.209
dont pertes de valeur selon IAS 36	–	–	– 22	– 17	– 6	0	–	– 45
Produits nets provenant des contrats de location	–	30	179	939	60	52	–	1.261
Charges d'intérêts	– 111	– 12	– 18	– 288	– 7	– 36	105	– 366
Produits des contrats de service conclus avec des tiers	–	1	46	72	–	41	–	160
Charges provenant des contrats de service	–	– 1	– 27	– 51	–	– 42	–	– 120
Produit net des contrats de service	–	0	19	21	–	0	–	40
Provision pour risques de crédit	– 48	– 15	6	– 58	– 4	– 1	26	– 94
Commissions versées par des tiers	54	95	42	3	3	27	–	224
Commissions (charges)	– 157	– 61	– 79	– 74	– 2	– 27	–	– 400
Produit net provenant des commissions	– 104	34	– 37	– 71	1	0	–	– 176
Gain ou perte net(te) sur opérations de couverture	– 16	–	–	28	–	–	–	12
Gain ou perte net(te) sur instruments financiers évalués à la juste valeur et constaté(e) lors de la décomptabilisation des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	7	0	0	36	10	0	– 5	48
Charges générales et d'administration	– 485	– 64	– 83	– 170	– 43	– 96	8	– 933
Autres produits d'exploitation	88	7	22	306	16	21	– 8	452
Autres charges d'exploitation	– 57	– 166	– 19	– 389	– 25	– 9	–	– 666
Montant net des autres produits/charges d'exploitation	31	– 160	3	– 83	– 9	12	– 8	– 213
Bénéfice/perte d'exploitation	262	– 44	120	451	31	110	21	952

Les informations relatives aux principaux produits peuvent être prises directement dans le compte de résultat.

La répartition des actifs non courants conforme à IFRS 8 ainsi que les ajouts aux actifs non courants par marchés géographiques ressortent des tableaux suivants :

En millions d'€	31 déc. 2017						Total
	Allemagne	Italie	France	Royaume-Uni	Suède	Autres Consolidation	
Actifs non courants	89	32	1 055	2 879	866	297	5 327
Ajouts aux actifs non courants	88	7	284	457	131	62	1 180

31 DEC. 2018							
En millions d'€	Allemagne	Italie	France	Royaume-Uni	Suède	Autres Consolidation	Total
Actifs non courants	210	42	1 280	3 006	961	316	5 627
Ajouts aux actifs non courants	121	10	344	849	223	167	1 737

Les investissements comptabilisés parmi les autres actifs ont été d'importance mineure.

Le tableau ci-dessous présente le rapprochement avec le chiffre d'affaires consolidé le bénéfice d'exploitation consolidé et le bénéfice avant impôt consolidé.

En millions d'€	2018	2017
Chiffre d'affaires sectoriel	8 626	4 613
Autres sociétés	—	—
Consolidation	— 105	— 87
Chiffre d'affaires du Groupe	8 521	4 526
Résultat sectoriel (résultat d'exploitation)	933	994
Autres sociétés	—	—
Consolidation	19	0
Bénéfice d'exploitation	952	994
Parts des bénéfices et des pertes des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	23	29
Gain ou perte net(te) lié(e) aux actifs financiers divers	8	13
Autres gains ou pertes financiers	— 4	— 44
Bénéfice avant impôt	978	992

Autres notes

67. État des flux de trésorerie

L'état des flux de trésorerie du Groupe Volkswagen Bank GmbH indique les variations de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dues aux flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles les opérations d'investissement et les opérations de financement. Les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement comprennent les versements liés aux achats et les produits provenant des ventes d'immeubles de placement et d'autres actifs. Les flux de trésorerie provenant des opérations de financement comprennent l'ensemble des flux résultant des opérations affectant les capitaux propres et le capital subordonné ainsi que des autres opérations de financement. Tous les autres flux de trésorerie sont classés comme flux résultant des activités opérationnelles conformément aux pratiques classiquement suivies sur un plan international par les sociétés de services financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie au sens étroit comprennent la réserve de liquidités constituée des disponibilités de caisse et des soldes des dépôts auprès des banques centrales.

Les changements intervenus dans les postes du bilan servant à déterminer les changements au sein de l'état des flux de trésorerie ne peuvent être directement tirés du bilan car les effets des évolutions du périmètre de consolidation n'ont aucune conséquence sur la trésorerie et sont éliminés.

Le tableau suivant présente la répartition des changements affectant le capital subordonné (dans le cadre des opérations de financement) entre opérations produisant et ne produisant pas d'effet sur la trésorerie au cours de l'exercice et de l'exercice précédent.

En millions d'€	Au 1er jan. 2017	OPERATIONS NE PRODUISANT PAS D'EFFETS SUR LA TRESORERIE				Au 31 déc. 2017
		Changements affectant la trésorerie	Évolution des taux de change	Évolution du périmètre de consolidation	Changements apportés aux évaluations	
Capital subordonné	155	-59	51	1 573	–	1 721

En millions d'€	Au 1er jan. 2018	OPERATIONS NE PRODUISANT PAS D'EFFETS SUR LA TRESORERIE				Au 31 déc. 2018
		Changements affectant la trésorerie	Évolution des taux de change	Évolution du périmètre de consolidation	Changements apportés aux évaluations	
Capital subordonné	1 721	409	-27	–	–	2 103

68. Passifs hors bilan

Passifs éventuels

En millions d'€	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Passifs éventuels liés aux garanties financières bancaires et autres	179	137
Autres passifs éventuels	–	–
Total	179	137

69. Obligations financières diverses

En millions d'€	EXIGIBLES 2018	EXIGIBLES 2019 – 2022	EXIGIBLES À partir de 2023	TOTAL 31.12.2017
Engagements liés à des achats concernant :				
Immobilisations corporelles	–	–	–	–
Immobilisations incorporelles	–	–	–	–
Immeubles de placement	–	–	–	–
Obligations provenant des				
engagements correspondant à des prêts consentis à des filiales non consolidées	–	–	–	–
engagements de crédit irrévocables à l'égard de la clientèle ¹	2 112	0	0	2 112
contrats de location-financement et de location de longue durée	6	14	36	56
Obligations financières diverses	10	–	–	10

¹ Dans le cadre de l'application d'IFRS 9 les obligations incombant au Groupe Volkswagen Bank GmbH au titre d'engagements de crédit irrévocables ont été analysées. Cette analyse a entraîné un changement de base comptable. Le chiffre de l'exercice précédent a été ajusté d'un montant de -960 millions d'€.

En millions d'€	EXIGIBLES 2019	EXIGIBLES 2020.-2023	EXIGIBLES À partir de 2024	TOTAL 31.12.2018
Engagements liés à des achats concernant :				
Immobilisations corporelles	–	–	–	–
Immobilisations incorporelles	–	–	–	–
Immeubles de placement	–	–	–	–
Obligations provenant des				
engagements correspondant à des prêts consentis à des filiales non consolidées	–	–	–	–
engagements de crédit irrévocables à l'égard de la clientèle	2 312	0	0	2 313
contrats de location-financement et de location de longue durée	8	23	34	64
Obligations financières diverses	8	–	–	8

Des tirages peuvent être effectués à tout moment au titre des engagements de crédit irrévocables.

70. Activités fiduciaires

Comme pour l'exercice précédent aucune opération de nature fiduciaire non comptabilisée n'avait été réalisée à la date d'arrêté du bilan.

71. Nombre moyen de collaborateurs au cours de l'exercice

	2018	2017
Collaborateurs salariés	3 486	2 414
dont cadres supérieurs (OMK)	62	44
dont : salariés à temps partiel	639	349
Stagiaires	34	23

72. Informations relatives aux parties liées

Les parties liées au sens d'IAS 24 sont réputées être des personnes ou entités sur lesquelles Volkswagen Bank GmbH peut exercer une influence ou qui peuvent exercer une influence sur Volkswagen Bank GmbH ou sur lesquelles une autre partie liée à Volkswagen Bank GmbH exerce une influence.

Volkswagen AG (Wolfsburg) est l'unique associé de Volkswagen Bank GmbH.

Les informations suivantes concernent Porsche :

Porsche Automobil Holding SE (Stuttgart) contrôlait 522 % des droits de vote au sein de Volkswagen AG à la date d'arrêté des comptes et détenait par conséquent une majorité. L'Assemblée générale extraordinaire de Volkswagen AG qui s'est tenue le 3 décembre 2009 a approuvé la création de droits de nomination en faveur du Land de Basse-Saxe. Porsche SE n'est donc plus en mesure de nommer la majorité des membres du Conseil de surveillance de Volkswagen AG tant que le Land de Basse-Saxe détient au moins 15 % des actions ordinaires de cette dernière. Cependant Porsche SE a la possibilité de prendre part aux décisions du Groupe Volkswagen relevant des orientations opérationnelles. Cette société est par conséquent considérée comme une partie liée au sens d'IAS 24. Selon une notification en date du 5 janvier 2016 le Land de Basse-Saxe et Hannoversche Beteiligungsgesellschaft mbH (Hanovre) détenaient 20 % des droits de vote au sein de Volkswagen AG au 31 décembre 2016 exerçant ainsi une influence significative sur le Groupe Volkswagen Bank GmbH. En outre comme indiqué ci-dessus l'Assemblée générale extraordinaire de Volkswagen AG qui s'est tenue le 3 décembre 2009 a adopté une résolution selon laquelle le Land de Basse-Saxe pourrait nommer deux membres du Conseil de surveillance (droit de nomination).

L'actionnaire unique Volkswagen AG et Volkswagen Bank GmbH ont conclu un accord de transfert de contrôle et de résultat.

Volkswagen AG et d'autres entités liées du groupe d'entités consolidées Volkswagen AG accordent des financements au Groupe Volkswagen Bank GmbH selon des conditions normales de marché. Volkswagen AG et ses filiales ont également constitué des sûretés réelles en notre faveur dans le cadre de l'activité opérationnelle.

Les entités du Groupe Volkswagen Bank GmbH reçoivent des contributions financières des sociétés assurant la fabrication des véhicules et des sociétés importatrices au sein du Groupe Volkswagen aux fins des campagnes de promotion commerciale.

Toutes les transactions conclues avec des filiales non consolidées des coentreprises ainsi qu'avec d'autres entités liées du groupe d'entités consolidées Volkswagen AG le sont selon des conditions normales de marché.

Les deux tableaux ci-dessous présentent les transactions conclues avec des entités liées. Les taux de change utilisés sont les taux de clôture pour les éléments d'actifs et de passifs et les taux moyens de l'exercice pour les éléments du compte de résultat.

EXERCICE 2017

En millions d'€	Conseil de surveillance /Comité d'audit	Direction / Directoire	Volkswagen AG	Porsche SE	Autres parties liées parmi les entités consolidées	Filiales non consolidées	Coentreprises	Entreprises associées
Prêts et créances	0	0	1	–	4 227	6	1 477	–
Corrections de valeur liées aux prêts et créances dépréciés	–	–	–	–	–	–	–	–
dont ajouts de l'exercice	–	–	–	–	–	–	–	–
Obligations	4	6	2 556	–	8 356	54	4	–
Produits d'intérêts	0	0	0	–	109	–	5	–
Charges d'intérêts	0	0	0	–	– 141	0	–	–
Produits et services fournis	–	–	2	–	625	5	30	–
Produits et services reçus	–	–	– 66	–	– 5 425	– 1	– 71	–

EXERCICE 2018

En millions d'€	Conseil de surveillance /Comité d'audit	Direction / Directoire	Volkswagen AG	Porsche SE	Autres parties liées parmi les entités consolidées	Filiales non consolidées	Coentreprises	Entreprises associées
Prêts et créances	0	0	1	–	2 539	1	2 066	–
Corrections de valeur liées aux prêts et créances dépréciés	–	–	–	–	–	–	–	–
dont ajouts de l'exercice	–	–	–	–	–	–	–	–
Obligations	6	7	– 2 727	–	9 190	53	47	–
Produits d'intérêts	0	0	0	–	100	–	2	–
Charges d'intérêts	0	0	0	–	– 130	0	–	–
Produits et services fournis	–	–	1	–	1 435	16	– 1	–
Produits et services reçus	–	–	– 629	–	– 4 393	–	– 215	–

La colonne « autres parties liées au sein du groupe entités consolidées » comprend outre les entités sœurs les coentreprises et les entreprises associées de Volkswagen AG qui sont des parties liées membres du groupe d'entités consolidées de Volkswagen AG. Les relations avec le Conseil de surveillance/Comité d'audit et avec la Direction/le Directoire comprennent les relations avec les groupes de personnes concernés au sein de Volkswagen Bank GmbH et de la société mère du Groupe Volkswagen AG. Les relations avec les plans de retraite et le Land de Basse-Saxe ont été d'importance mineure comme au cours de l'exercice précédent.

La ligne « Produits et services reçus » contient principalement les produits des ventes de véhicules. La ligne « Produits et services fournis » correspond principalement aux produits provenant des contrats de location.

Si le Royaume-Uni quitte l'Union européenne (UE) sans accord (« hard Brexit ») des dispositions seront prises pour transférer Volkswagen Financial Services (UK) Ltd. ses filiales MAN Financial Services plc. et Volkswagen Insurance Service (Great Britain) Ltd. ainsi que Volkswagen Financial Ltd. à Volkswagen Financial Services AG.

Les membres de la Direction et du Conseil de surveillance/Comité d'audit de Volkswagen Bank GmbH sont membres des Conseils de surveillance d'autres entités du Groupe Volkswagen avec lesquelles nous réalisons parfois des opérations dans le cours normal de l'activité. Toutes les transactions conclues avec ces entités le sont selon des conditions normales de marché.

REMUNERATION DES MEMBRES DE LA DIRECTION

En millions d'€	2018	2017
Avantages à court terme	3	2
Avantages à long terme	0	1
Avantages servis du fait de l'extinction d'un contrat	—	—
Avantages post-emploi	0	0

Comme pour l'exercice précédent le total des versements effectués en faveur des anciens membres de la Direction et de leurs personnes à charge survivantes s'est élevé à moins de 05 million d'€ au cours de l'exercice considéré. Les provisions comptabilisées pour ce groupe de personnes afin de couvrir les pensions de retraite actuelles et les autres avantages post-emploi se sont élevées à 8 millions d'€ (exercice précédent : 7 millions d'€).

REMUNERATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Conformément à une résolution adoptée par l'Assemblée générale annuelle les membres du Conseil de surveillance qui ne sont pas des salariés du Groupe Volkswagen ont droit à une rémunération annuelle. Celle-ci est indépendante des performances de la Société et du rôle au sein du Conseil de surveillance assumé par la personne concernée. Les membres du Conseil de surveillance qui sont des salariés du Groupe Volkswagen reçoivent une rémunération fixe versée par Volkswagen Bank GmbH. S'ils sont également membres d'autres conseils de surveillance de sociétés du Groupe Volkswagen AG la rémunération perçue au titre de ces fonctions est déduite de celles à laquelle ils ont droit. En conséquence un montant total inférieur à 007 million d'€ a été accordé aux membres du Conseil de surveillance au cours de l'exercice considéré.

Les représentants des salariés au sein du Conseil de surveillance de Volkswagen Bank GmbH perçoivent également leurs salaires normaux conformément à leurs contrats de travail. Ce salaire est déterminé selon les dispositions de la loi allemande intitulée Betriebsverfassungsgesetz (BetrVG) et constitue une rémunération appropriée pour la fonction ou l'activité considérée exercée au sein de la Société. Il en est de même pour le représentant des cadres supérieurs au sein du Conseil de surveillance.

73. Organes sociaux du Groupe Volkswagen Bank GmbH

La Direction comprend les personnes suivantes :

DR. MICHAEL REINHART

Président du Directoire

Gestion Corporate de Volkswagen Bank GmbH

HARALD HEßKE

Membre du Directoire de Volkswagen Bank GmbH Responsable Finances.

CHRISTIAN LÖBKE

Membre du Directoire de Volkswagen Bank GmbH Responsable Gestion des Risques.

DR. VOLKER STADLER

Membre du Directoire de Volkswagen Bank GmbH Responsable Opérations.

Le Conseil de surveillance comprenait les membres suivants au 31 décembre 2018 date d'arrêté des comptes :

DR. JÖRG BOCHE

Président

Vice-Président Exécutif de Volkswagen AG

Directeur Trésorerie Groupe

DR. INGRUN-ULLA BARTÖLKE

Vice-Présidente

Responsable Comptabilité Groupe et Information Financière Externe de Volkswagen AG

WALDEMAR DROSDZIOK

Vice-Président

Président du Comité d'Entreprise Commun de Volkswagen Financial Services AG

de Volkswagen Bank GmbH et d'Euromobil Autovermietung GmbH

MARKUS BIEBER

Directeur général du Comité d'Entreprise Général de Volkswagen AG

BIRGIT DIETZE

Membre du Directoire de IG Metall Berlin

Membre du Conseil de surveillance de Volkswagen AG

FRANK FIEDLER

Membre du Directoire de Volkswagen Financial Services AG

Finances et Achats

PROF. DR. SUSANNE HOMÖLLE

Chaire de Banque et Finances de l'Université de Rostock

THOMAS KÄHMS

Membre du Comité d'Entreprise Commun de Volkswagen Financial Services AG

de Volkswagen Bank GmbH et d'Euromobil Autovermietung GmbH

LUTZ MESCHKE

Vice-président du Directoire et Membre du Directoire de

Dr. Ing. h.c. F. Porsche AG

Finances et Technologies de l'Information

DR. HANS-JOACHIM NEUMANN

Responsable Back Office de Volkswagen Bank GmbH

LARS HENNER SANTELMANN

Président du Directoire de Volkswagen Financial Services AG

SILVIA STELZNER

Membre du Comité d'Entreprise Commun de Volkswagen Financial Services AG
de Volkswagen Bank GmbH et d'Euromobil Autovermietung GmbH

La composition des comités du Conseil de surveillance de Volkswagen Bank GmbH était la suivante au 31 décembre 2018 date d'arrêté des comptes :

MEMBRES DU COMITE D'AUDIT

Dr. Ingrun-Ulla Bartölke (Présidente)
Prof. Dr. Susanne Homölle (Vice-Présidente)
Frank Fiedler
Dr. Hans-Joachim Neumann

MEMBRES DU COMITE DES RISQUES

Prof. Dr. Susanne Homölle (Présidente)
Dr. Jörg Boche (Vice-président)
Frank Fiedler
Silvia Stelzner

MEMBRES DU COMITE DES NOMINATIONS

Dr. Ingrun-Ulla Bartölke (Présidente)
Waldemar Drosdziok (Vice-Président)
Lars Henner Santelmann

MEMBRES DU COMITE DES REMUNERATIONS

Dr. Jörg Boche (Président)
Dr. Ingrun-Ulla Bartölke (Vice-Présidente)
Waldemar Drosdziok
Lars Henner Santelmann

74. Informations relatives aux entités structurées non consolidées

Une entité structurée est conçue de telle sorte que les droits de vote ou les droits similaires ne constituent pas le facteur décisif s'agissant de déterminer le contrôle exercé sur l'entité en question.

Une entité structurée présente généralement les caractéristiques suivantes :

Champ d'activités limité ;
Objet social défini de manière étroite ;
Caractère inadéquat des capitaux propres au regard des besoins de financement des activités ;
Financement au moyen d'un certain nombre d'instruments qui lient contractuellement les investisseurs et qui donnent lieu à une concentration du risque de crédit et d'autres risques.

Volkswagen Bank GmbH entretient des relations d'affaires avec des entités structurées. Ces entités effectuent des opérations de titrisation en transformant en titres (titres adossés à des actifs) avec concordance des échéances des actifs issus de contrats de prêt et de location de véhicules. Volkswagen Bank GmbH a acquis ces titres intégralement ou en partie. Selon les principes énoncés dans le cadre d'IFRS 10 ces entités ne sont pas contrôlées par Volkswagen Bank GmbH et ne sont par conséquent pas prises en compte dans les états financiers consolidés.

L'achat des titres crée un risque de défaut des contreparties de la part de l'émetteur ainsi qu'un risque de taux d'intérêts. Le risque maximum supporté par Volkswagen Bank GmbH en raison de ses liens avec des entités structurées non consolidées est limité à la juste valeur des obligations acquises prises en compte dans le bilan. Le tableau suivant contient des informations relatives aux actifs de Volkswagen Bank GmbH pris en compte dans le bilan qui sont liés à des entités structurées non consolidées et indique le risque maximum supporté par le Groupe Volkswagen Bank GmbH (abstraction faite de toute sûreté réelle). Le montant nominal des actifs titrisés est également indiqué.

En millions d'€	ENTITES AD HOC ABS	
	2018	2017
Inscrits au bilan au 31 décembre		
Valeurs mobilières négociables	68	417
Prêts consentis à la clientèle et créances sur la clientèle	0	1 245
Risque maximum de pertes	68	1 662
Montant nominal des actifs titrisés	1 822	7 046

Les sociétés du Groupe Volkswagen Bank GmbH n'ont pas apporté aux entités structurées non consolidées de soutien non contractuel au cours de l'exercice considéré.

75. Lettre de confort destinée à nos sociétés apparentées

À l'exception des risques politiques Volkswagen Bank GmbH déclare qu'en qualité d'actionnaire ou d'associé des sociétés qui lui sont apparentées dont elle contrôle la direction et/ou au sein desquelles elle détient une participation majoritaire directe ou indirecte elle exercera son influence pour faire en sorte que les sociétés susvisées exécutent les obligations qui leur incombent à l'égard des prêteurs selon les modalités déterminées d'un commun accord. En outre Volkswagen Bank GmbH confirme que pendant la durée des prêts elle ne modifiera pas la structure des participations au sein de ces sociétés d'une façon qui affecterait défavorablement la présente lettre de confort sans en informer les prêteurs.

76. Événements postérieurs à la date du bilan

Jusqu'au 19 février 2019 aucun événement significatif ne s'est produit qui aurait nécessité une présentation significativement différente des actifs des passifs de la situation financière et du résultat.

Déclaration de responsabilité

À notre connaissance et conformément aux règles d'information financière applicables les états financiers consolidés donnent une image fidèle des actifs des passifs de la situation financière et du résultat du Groupe et le rapport de gestion du Groupe donne une image fidèle de l'évolution de l'activité des performances et de la situation du Groupe de même qu'il indique les opportunités et les risques significatifs liés à l'évolution prévue des activités du Groupe.

Braunschweig 19 février 2019

Volkswagen Bank GmbH
La Direction

Dr. Michael Reinhart

Harald Heßke

Christian Löbke

Dr. Volker Stadler

Les exigences relatives à l'information financière pays par pays énoncées à l'article 89 de la Directive de l'Union européenne

Informations communiquées par VOLKSWAGEN BANK GmbH Pays par Pays

Les exigences relatives à l'information financière pays par pays énoncées à l'article 89 de la Directive de l'Union européenne 2013/36/UE (*Capital Requirements Directive* CRD IV) ont été transposées en droit allemand à la section 26a(1) 2^e phrase de la loi bancaire allemande (KWG).

& Dans le cadre du présent rapport conformément à la section 26a(1) n°s 1 à 6 de la loi bancaire allemande (KWG) concernant la communication d'informations pays par pays le Groupe Volkswagen Bank donne les indications suivantes au 31 décembre 2018 :

Dénomination nature des activités et situation géographique de la succursale

Chiffre d'affaires

Nombre de salariés (équivalents temps plein)

Résultat avant impôt

Impôt sur le résultat

Subventions publiques reçues

Les informations communiquées dans ce rapport englobent celles devant l'être pour l'ensemble des entités entièrement consolidées intégrées dans les états financiers consolidés conformes aux IFRS. Sont considérées comme succursales les différentes filiales et le cas échéant les succursales que les filiales possèdent dans les différents pays. Tous les chiffres contenus dans ce rapport ont été déterminés sur une base non consolidée. Les chiffres d'affaires ont été ajustés pour tenir compte des opérations intragroupes réalisées dans un même pays.

Le chiffre d'affaires est défini comme la somme des composantes suivantes du compte de résultat IFRS :

Produits d'intérêts provenant des contrats de prêts moins charges d'intérêts

Produits provenant des contrats de location et de service

Montant net des produits de commissions

Résultat des transactions de couverture

Gain ou perte net(te) sur instruments financiers évalués à la juste valeur et constaté(e) lors de la décomptabilisation des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Autres produits d'exploitation

Le nombre de salariés est indiqué en tant que moyenne en équivalents temps plein.

L'impôt sur le résultat est indiqué en tant que charge d'impôt effectif. Des informations relatives aux modalités de détermination de ce chiffre se trouvent à la rubrique « Impôt sur les bénéfices » contenue dans les notes relatives aux états financiers consolidés de Volkswagen Bank GmbH arrêtés au 31 décembre 2018.

Les subventions publiques reçues sont définies comme les subventions versées par les autorités locales et comme les subventions directes de l'Union européenne.

Pays	Sales revenue (€ million)	Résultat avant impôt (en millions d'€)	Salariés	Impôt (en millions d'€)	Subventions publiques reçues (en millions d'€)
Pays de l'Union européenne					
Allemagne	757	956	181	- 34	0
France	783	375	137	1	-
Grèce	14	48	10	- 2	-
Royaume-Uni	2 468	1 012	511	- 111	-
Irlande	66	48	46	- 5	-
Italie	266	154	- 33	- 36	-
Luxembourg	-	-	-	-	-
Pays-Bas	31	1	12	- 5	-
Pologne	45	98	28	- 4	-
Portugal	21	17	3	- 1	-
Suède	3 133	200	35	0	-
Espagne	11	23	10	- 1	-
République tchèque	388	232	26	- 2	-

Nom de la société	Forme de la société	Siège social	Pays
Pays de l'Union européenne			
Volkswagen Bank GmbH	Banque	Braunschweig	Allemagne
Driver Ten GmbH i.L.	Entité ad hoc	Francfort-sur-le Main	Allemagne
Driver Eleven GmbH i.L.	Entité ad hoc	Francfort-sur-le Main	Allemagne
Driver Twelve GmbH	Entité ad hoc	Francfort-sur-le Main	Allemagne
Driver thirteen UG (haftungsbeschränkt)	Entité ad hoc	Francfort-sur-le Main	Allemagne
Private Driver 2014-4 UG (haftungsbeschränkt)	Entité ad hoc	Francfort-sur-le Main	Allemagne
Private Driver 2015-1 UG (haftungsbeschränkt)	Entité ad hoc	Francfort-sur-le Main	Allemagne
Volkswagen Bank GmbH filiale française	Banque	Roissy en France	France
Driver France FCT	Entité ad hoc	Pantin	France
Volkswagen Bank GmbH filiale grecque	Banque	Glyfada Athènes	Grèce
Volkswagen Bank GmbH filiale britannique	Banque	Milton Keynes	Royaume-Uni
Volkswagen Financial Services (UK) Ltd.	Établissement financier	Milton Keynes	Royaume-Uni
Volkswagen Bank GmbH filiale irlandaise	Banque	Dublin	Irlande
Driver Italia ONE S.R.L.	Entité ad hoc	Milan	Italie
Volkswagen Bank GmbH filiale italienne	Banque	Milan	Italie
Autofinance S.A. Luxembourg	Entité ad hoc	Luxembourg	Luxembourg
Driver Master S.A.	Entité ad hoc	Luxembourg	Luxembourg
Driver Multicompartiment S.A.	Entité ad hoc	Luxembourg	Luxembourg
Driver UK Master S.A.	Entité ad hoc	Luxembourg	Luxembourg
Driver UK Multi-Compartiment S.A.	Entité ad hoc	Luxembourg	Luxembourg
Volkswagen Bank GmbH filiale néerlandaise	Banque	Amersfoort	Pays-Bas
Volkswagen Bank GmbH filiale polonaise	Banque	Varsovie	Pologne
Volkswagen Bank GmbH filiale portugaise	Banque	Amadora	Portugal
Volkswagen Finans Sverige AB	Banque	Södertälje	Suède
Volkswagen Bank GmbH filiale espagnole	Banque	Alcobendas Madrid	Espagne
ŠkoFIN s.r.o.	Établissement financier	Prague	République tchèque

Rapport des Vérificateurs Indépendants

Volkswagen Bank GmbH Braunschweig

RAPPORT RELATIF AU CONTRÔLE DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET DU RAPPORT DE GESTION DU GROUPE

AVIS SUR LE CONTRÔLE

Nous avons contrôlé les états financiers consolidés de Volkswagen Bank GmbH Braunschweig et de ses filiales (le Groupe) qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2018 ainsi que l'état consolidé du résultat global le compte de résultat consolidé l'état consolidé des variations des capitaux propres et l'état consolidé des flux de trésorerie concernant l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018 de même que les notes relatives aux états financiers consolidés y compris un résumé des méthodes comptables significatives. Nous avons en outre vérifié le rapport de gestion du Groupe Volkswagen Bank GmbH associé au rapport de gestion de la Société concernant l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018. Selon les exigences du droit allemand nous n'avons pas vérifié le contenu de la déclaration relative à la gouvernance d'entreprise établie en application du § 289f alinéa [paragraphe] 4 du Code de commerce allemand (Handelsgesetzbuch) (informations relatives au quota de femmes au sein des conseils exécutifs).

À notre avis selon les connaissances que nous avons acquises à l'occasion de ce contrôle :

les états financiers consolidés sont conformes en tous points importants aux IFRS adoptées par l'Union européenne ainsi qu'aux exigences supplémentaires du droit commercial allemand définies au § [Article] 315e alinéa [paragraphe] 1 du Code de commerce allemand (HGB) et conformément à ces exigences donnent une image fidèle de l'actif du passif et de la situation financière du Groupe au 31 décembre 2018 ainsi que de ses performances financières pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018 et

le rapport de gestion du Groupe considéré dans son ensemble donne une image appropriée de la situation du Groupe. Il est conforme en tous points importants aux états financiers consolidés et aux exigences du droit allemand et présente de manière appropriée les opportunités et les risques envisageables pour l'avenir. Notre avis relatif au rapport de gestion du Groupe ne concerne pas le contenu de la déclaration relative à la gouvernance d'entreprise visée ci-dessus.

En application du § 322 alinéa 3 phrase 1 du Code de commerce allemand (HGB) nous déclarons que notre contrôle ne nous a conduits à formuler aucune réserve concernant la conformité à la loi des états financiers consolidés et du rapport de gestion du Groupe.

FONDEMENTS DE NOTRE AVIS

Nous avons réalisé le contrôle des états financiers consolidés et du rapport de gestion du Groupe conformément au § 317 du Code de commerce allemand (HGB) et au Règlement de l'Union européenne relatif au contrôle légal des comptes (n° 537/2014 ci-après dénommé le « Règlement de l'UE relatif au contrôle des comptes ») ainsi que conformément aux Règles généralement admises en Allemagne en matière de contrôle des comptes édictées par l'Institut der Wirtschaftsprüfer (IDW) [Institut allemand des commissaires aux comptes]. Les responsabilités qui nous incombent dans le cadre de ces exigences et principes sont plus amplement décrites à la section de notre rapport intitulée « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives au contrôle des comptes consolidés et du rapport de gestion ». Nous sommes indépendants des entités du Groupe conformément aux exigences du droit européen du droit commercial allemand et de la loi applicable à notre profession et nous avons rempli les autres obligations professionnelles nous incombant en Allemagne conformément à ces exigences. En outre conformément à l'article 10 (2) point (f) du Règlement de l'UE relatif au contrôle des comptes nous déclarons n'avoir fourni aucune prestation non liée à ce type de contrôle interdite par l'article 5 (1) dudit Règlement. Nous considérons que les preuves que nous avons obtenues dans le cadre de notre contrôle sont suffisantes et appropriées pour fonder notre avis relatif aux états financiers consolidés et au rapport de gestion du Groupe.

QUESTIONS REVETANT UNE IMPORTANCE ESSENTIELLE DANS LE CADRE DU CONTRÔLE DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Les questions revêtant une importance essentielle sont celles qui selon notre jugement professionnel ont été les plus significatives dans le cadre de notre contrôle portant sur les états financiers consolidés de l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018. Ces questions ont été traitées dans le cadre de notre contrôle des états financiers consolidés considérés dans leur ensemble et au cours de la démarche selon laquelle nous avons forgé notre avis. Nous ne produisons pas d'avis séparé sur ces questions.

À notre avis les questions les plus significatives dans le cadre de notre contrôle sont les suivantes :

- 1 Provisions pour risques liés aux financements accordés aux concessionnaires

- ② Provisions pour risques juridiques
- ③ Première application des nouvelles règles d'évaluation des instruments financiers (IFRS 9)

Notre présentation de ces questions essentielles a été dans chaque cas structurée de la façon suivante :

- ① Exposé de la question
- ② Démarche suivie en matière de contrôle et conclusions
- ③ Référence à de plus amples informations

Nous présentons ci-après les questions essentielles susvisées :

① Provisions pour risques liés aux financements accordés aux concessionnaires

① Dans les états financiers consolidés de la Société des créances provenant des financements accordés aux concessionnaires d'un montant de 122 milliards d'€ sont comptabilisées sous le poste du bilan intitulé « Prêts consentis à la clientèle et créances sur la clientèle ». Au 31 décembre 2018 les provisions pour risques liés au portefeuille de prêts correspondant à des corrections de valeur individuelles et générales sont comptabilisées dans le bilan. L'évaluation des provisions pour risques liés aux financements accordés aux concessionnaires est déterminée en particulier par les estimations des directeurs généraux relatives aux futurs défauts sur prêts par la structure et la qualité des portefeuilles de prêts ainsi que par des facteurs économiques généraux. Le montant des différentes corrections de valeur concernant les financements accordés aux concessionnaires correspond à la différence entre le montant du prêt restant à rembourser et la valeur la plus faible attribuée à ce prêt à la date d'arrêt du bilan. Il est tenu compte des garanties existantes. Une correction de valeur est comptabilisée à l'échelle du portefeuille en ce qui concerne les risques de défaut de crédit différés. Elle est évaluée selon le modèle de la perte de crédit attendue défini dans IFRS 9. Les montants des corrections de valeur dans le cadre de l'activité de prêts aux concessionnaires illustrent de manière très significative les performances financières de la Société. Les appréciations des directeurs généraux jouent un rôle très important en la matière. En outre les paramètres d'évaluation appliqués soumis à des incertitudes importantes ont un effet significatif sur la comptabilisation et le montant des corrections de valeur éventuellement nécessaires. Compte tenu de ces éléments cette question a revêtu une importance particulière dans le cadre de notre contrôle.

② Lors de notre contrôle nous nous sommes en premier lieu attachés à apprécier si les contrôles prévus dans le cadre des systèmes de contrôle interne de la Société avaient été conçus de manière appropriée et avons testé l'efficacité de ces contrôles. Ce faisant nous avons étudié l'organisation de la Société les systèmes informatiques ainsi que les modèles d'évaluation. En outre nous avons apprécié l'évaluation des créances relevant des financements accordés aux concessionnaires en nous attachant en particulier à déterminer si les valeurs estimées étaient appropriées sur la base de tests par sondage relatifs aux risques liés aux prêts consentis. À cet effet nous avons étudié entre autres éléments les documents disponibles de la Société concernant le contexte économique ainsi que la recouvrabilité des garanties. Lorsque la garantie était constituée d'un bien immobilier nous avons obtenu et analysé de manière critique les données sources les paramètres appliqués ainsi que les hypothèses sur lesquelles étaient fondées les évaluations d'expert communiquées par la Société et nous nous sommes attachés à déterminer si celles-ci correspondaient à une fourchette acceptable. En outre afin d'évaluer les corrections de valeur individuelles et générales appliquées nous avons étudié la méthode de calcul employée par la Société ainsi que les hypothèses et paramètres sous-jacents. Selon nos procédures de contrôle nous avons pu acquiescer la conviction que les hypothèses retenues par les directeurs généraux afin de tester la recouvrabilité des créances relevant des financements accordés aux concessionnaires étaient appropriées dans leur ensemble et que les processus mis en œuvre par la Société étaient adéquats et efficaces.

③ Les informations communiquées par la Société en matière de provisions pour risques liés aux financements accordés aux concessionnaires figurent aux points 8 et 23 des notes relatives aux états financiers consolidés ainsi qu'à la section intitulée « Performances financières » du rapport de gestion du Groupe.

② Provisions pour risques juridiques

① Volkswagen Bank GmbH est exposée à divers risques juridiques. Au cours de l'exercice ces risques ont été liés en particulier à des éventuelles demandes introduites en matière de courtage dans le domaine des financements consentis à la clientèle ainsi qu'à des procédures liées à la structuration des contrats de prêt conclus avec des clients qui peuvent avoir un effet négatif sur les délais légaux de résolution des contrats entravant le bon déroulement de certains processus. À la date d'arrêt du bilan Volkswagen Bank GmbH avait comptabilisé 347 millions d'€ de provisions pour contentieux et risques juridiques. L'appréciation consistant à déterminer si une provision devrait ou non être comptabilisée afin de couvrir les risques auxquels Volkswagen Bank GmbH est exposée et dans l'affirmative quel devrait en être le montant présente un degré élevé d'incertitude. Nous considérons par conséquent que ces questions revêtent une importance particulière dans le cadre de notre contrôle.

② Dans le cadre de notre contrôle nous avons examiné l'évaluation des risques effectuée par les directeurs généraux selon le processus défini par Volkswagen Bank GmbH afin de faire en sorte qu'un litige soit enregistré et pris en compte. À cet égard nous avons également examiné la nature des risques juridiques significatifs et évalué les estimations de risques réalisées à cet égard.

À la date d'arrêté du bilan nous avons également obtenu des confirmations d'ordre juridique de sources extérieures qui étayent les évaluations de risques réalisées par la Direction en ce qui concerne les provisions susvisées. En outre nous avons également tenu des réunions régulières avec le département juridique de la Société afin d'être informés des derniers développements des dossiers en cours et des motifs des évaluations correspondantes. Notre propre évaluation a pris en compte les informations obtenues au cours de ces réunions ainsi que les dernières évolutions des litiges significatifs. Nous avons été à même de suivre les hypothèses retenues par la Direction et considérons comme appropriées les évaluations auxquelles celle-ci est parvenue afin de déterminer le montant des provisions en question.

③ Les informations de la Société relatives aux provisions pour contentieux figurent aux points 16 et 49 des notes relatives aux états financiers consolidés.

③ Première application des nouvelles règles d'évaluation des instruments financiers définies par IFRS 9

① La Société applique la norme IFRS 9 intitulée « Instruments financiers » depuis le 1^{er} janvier 2018. Les actifs financiers sont à présent divisés en trois catégories résultant de différences d'évaluation aux fins d'une comptabilisation au cas par cas. Le modèle d'entreprise dans le cadre duquel les instruments financiers sont détenus ainsi que la structure contractuelle de ces instruments constituent des facteurs décisifs quant à leur classement dans le cadre d'IFRS 9. S'agissant des instruments financiers évalués au coût amorti ou à la juste valeur en dehors du compte de résultat parmi les autres éléments du résultat global les nouvelles dispositions relatives aux pertes de valeur (modèle de la perte de crédit attendue) se substituent à l'ancien modèle de la perte de crédit subie. Les provisions pour risques sont à présent présentées selon un modèle à trois étapes les instruments financiers étant ajoutés à l'étape 1 en règle générale. Les pertes attendues sur douze mois doivent être comptabilisées en rapport avec ces instruments financiers. Si le risque de défaut s'accroît considérablement par comparaison avec la comptabilisation initiale le montant des pertes attendues sur l'intégralité de la durée restant à courir est comptabilisé dans le cadre des provisions pour risques (étape 2). Il en est de même pour les instruments financiers ayant subi une perte de valeur en termes de crédit (étape 3). Dans ce contexte la Société a adapté ses modèles et processus internes de calcul de la perte attendue en application d'IFRS 9. La première application des règles énoncées par IFRS 9 a produit un effet global après impôts de -104 millions d'€ sur les capitaux propres comptabilisés au 1^{er} janvier 2018 effet principalement dû aux nouvelles règles de calcul des provisions pour risques. En raison de l'importance des appréciations et des incertitudes qui affectent les estimations effectuées en lien avec la première application d'IFRS 9 et les évaluations ultérieures et compte tenu de l'importance des effets produits par les montants globaux considérés sur les résultats d'exploitation du Groupe ces questions ont revêtu une importance particulière dans le cadre de notre contrôle.

② Notre contrôle nous a conduits à évaluer la mise en œuvre en termes techniques et de procédures des règles de classification et d'évaluation des instruments financiers définies par IFRS 9 y compris le calcul des corrections de valeur. Nous avons entre autres éléments évalué les concepts techniques le rattachement des instruments financiers aux modèles d'entreprise les modèles de calcul de la perte attendue ainsi que leur mise en œuvre dans le cadre des processus de la Société afin de déterminer s'ils étaient conformes à IFRS 9. Pour ce faire nous avons effectué des tests par sondage destinés à vérifier si les instruments financiers avaient été classés dans les différentes catégories d'évaluation conformément à IFRS 9 et si les modèles employés par la Société afin de calculer la perte attendue étaient conformes aux exigences énoncées par IFRS 9. Nous nous sommes également attachés à déterminer si les données utilisées dans le cadre de ces modèles étaient valables et complètes. Nous avons en outre vérifié si les accroissements significatifs du risque de défaut avaient été définis de manière appropriée par la Société et avons effectué des tests par sondage visant à déterminer si la classification des instruments financiers faisant partie du portefeuille de la Société avait été effectuée de manière adéquate. Nous avons également calculé les probabilités de défaut utilisées dans le cadre des modèles pour une sélection de sous-ensembles de portefeuilles et la provision pour risques calculée à l'aide du modèle en procédant par tests pour les trois modèles de constitution des provisions pour risques. Nous avons examiné le concept défini par la Société aux fins de la validation du modèle de constitution des provisions pour risques afin de déterminer s'il était approprié et avons analysé les actions menées par la Société en matière de validation au cours de l'exercice. Selon nos procédures de contrôle nous sommes en mesure de parvenir à la conclusion que les hypothèses retenues par les directeurs généraux afin de classer et d'évaluer les instruments financiers y compris aux fins du calcul des corrections de valeur en lien avec la première application d'IFRS 9 et aux fins des évaluations ultérieures sont globalement appropriées.

③ Les informations de la Société relatives à la première application d'IFRS 9 figurent à la section intitulée « Effets des IFRS nouvelles ou modifiées » contenue dans les notes relatives aux états financiers consolidés.

AUTRES INFORMATIONS

Les autres informations relèvent de la responsabilité des directeurs généraux. Elles comprennent la déclaration relative à la gouvernance d'entreprise prévue au § 289f alinéa 4 du Code de commerce allemand (HGB) (informations relatives au quota de femmes au sein des conseils exécutifs).

Les autres informations comprennent en outre les parties restantes du rapport annuel – hormis les références aux informations externes – à l'exception des états financiers consolidés vérifiés le rapport de gestion du Groupe vérifié ainsi que notre propre rapport.

Notre avis relatif aux états financiers consolidés ainsi qu'au rapport de gestion du Groupe ne concerne pas les autres informations. Par conséquent nous n'exprimons pas d'avis ni d'autres formes de garantie relativement à ces dernières.

Dans le cadre de notre contrôle il nous incombe de lire les autres informations et ce faisant d'examiner si celles-ci :

présentent une incohérence significative avec les états financiers consolidés avec le rapport de gestion du Groupe ou avec les informations que nous avons obtenues à l'occasion de notre contrôle ou

semblent présenter des inexactitudes significatives.

RESPONSABILITES DES DIRECTEURS GENERAUX ET DU CONSEIL DE SURVEILLANCE CONCERNANT LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ET LE RAPPORT DE GESTION DU GROUPE

Il incombe aux directeurs généraux de préparer les états financiers consolidés lesquels doivent être conformes en tous points importants aux IFRS adoptées par l'Union européenne ainsi qu'aux exigences supplémentaires relevant du droit commercial allemand (§ 315e alinéa 1 du Code de commerce allemand (HGB)). Il leur incombe en outre de faire en sorte que les états financiers consolidés donnent conformément à ces exigences une image fidèle des actifs des passifs de la situation financière et des performances financières du Groupe. En outre les directeurs généraux sont responsables des contrôles internes qu'ils considèrent comme nécessaires à la préparation d'états financiers consolidés exempts d'inexactitude significative qui procèderait d'une erreur ou d'une fraude.

Lors de la préparation des états financiers consolidés il incombe aux directeurs généraux d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Il leur incombe également de communiquer le cas échéant toutes informations relatives à cette continuité de l'exploitation. En outre ils sont responsables de l'information financière fondée sur le principe de continuité de l'exploitation à moins qu'il soit prévu de liquider le Groupe ou de cesser son activité ou qu'il n'existe pas de solution réaliste permettant d'éviter cette liquidation ou cette cessation.

En outre il incombe aux directeurs généraux de préparer le rapport de gestion du Groupe qui considéré dans son ensemble doit donner une image correcte de la situation du Groupe et qui doit en tous points importants être conforme aux états financiers consolidés et aux exigences du droit allemand et présenter de manière appropriée les opportunités et les risques envisageables pour l'avenir. De plus il incombe aux directeurs généraux de prendre les dispositions et les mesures (systèmes) qu'ils jugent nécessaires pour permettre la préparation d'un rapport de gestion du Groupe conforme aux exigences du droit allemand et pour fournir suffisamment de preuves adéquates à l'appui des affirmations contenues dans le rapport de gestion du Groupe.

Il incombe au Conseil de surveillance de superviser le processus suivi aux fins de la préparation des états financiers consolidés et du rapport de gestion du Groupe.

RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES LIEES AU CONTROLE DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ET DU RAPPORT DE GESTION DU GROUPE

Nous avons pour objectif d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés considérés dans leur ensemble sont exempts de toute inexactitude significative qui procèderait d'une fraude ou d'une erreur et que le rapport de gestion du Groupe considéré dans son ensemble donne une image correcte de la situation du Groupe et présente en tous points importants une cohérence avec les états financiers consolidés et les informations obtenues à l'occasion de notre contrôle est conforme aux exigences du droit allemand et expose de manière appropriée les opportunités et les risques envisageables pour l'avenir. Notre objectif est également de produire un rapport exposant notre avis sur les états financiers consolidés et sur le rapport de gestion du Groupe

L'on entend par assurance raisonnable une assurance de niveau élevé mais non une garantie qu'un contrôle réalisé conformément au § 317 du Code de commerce allemand (HGB) ainsi que conformément aux Règles généralement admises en Allemagne en matière de contrôle des comptes édictées par l'Institut der Wirtschaftsprüfer (IDW) permettra systématiquement de détecter une inexactitude significative. Les inexactitudes peuvent résulter d'une fraude ou d'une erreur. Elles sont considérées comme significatives si individuellement ou dans leur ensemble elles sont de nature selon une appréciation raisonnable à influencer sur les décisions économiques des utilisateurs prises sur la base des états financiers consolidés et du rapport de gestion du Groupe.

Nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve de scepticisme tout au long du contrôle. Par ailleurs :

- > Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés et le rapport de gestion du Groupe contiennent des inexactitudes significatives que ce soit en raison d'une fraude ou d'une erreur ; nous concevons et suivons des procédures de contrôle tenant compte de ces risques et obtenons des preuves suffisantes et appropriées sur lesquelles nous fondons nos avis. Le risque de ne pas détecter une inexactitude significative résultant d'une fraude est supérieur à celui de ne pas détecter une inexactitude due à une erreur car la fraude peut s'accompagner d'une collusion de la falsification de documents d'omissions intentionnelles de déclarations inexacts ou de manœuvres permettant d'échapper aux contrôles internes.

Nous nous attachons à comprendre les contrôles internes dans la mesure utile au contrôle des états financiers consolidés ainsi qu'à comprendre les dispositions et les mesures (systèmes) dans la mesure utile au contrôle du rapport de gestion du Groupe afin de concevoir des procédures de contrôle adaptées aux circonstances mais non dans le but d'exprimer un avis sur l'efficacité de ces systèmes.

Nous nous attachons à déterminer si les méthodes comptables suivies par les directeurs généraux sont appropriées et si leurs estimations ainsi que les informations qu'ils communiquent en rapport avec celles-ci sont raisonnables.

Nous parvenons à une conclusion concernant le caractère approprié ou non du suivi par les directeurs généraux des méthodes comptables fondées sur le principe de continuité de l'exploitation et nous attachons à déterminer sur le fondement des preuves obtenues s'il existe une incertitude significative liée aux événements ou aux conditions qui pourrait faire naître un doute significatif quant à la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons qu'il existe une incertitude significative nous sommes tenus de signaler dans notre rapport les informations correspondantes contenues dans les états financiers consolidés ainsi que dans le rapport de gestion du Groupe ou si ces informations sont inadéquates de modifier nos avis fondés sur celles-ci. Nos conclusions sont fondées sur les preuves obtenues jusqu'à la date de notre rapport. Cependant des événements ou des circonstances ultérieurs peuvent priver le Groupe de la faculté de poursuivre son exploitation.

Nous évaluons la présentation d'ensemble la structure et le contenu des états financiers consolidés y compris les informations qu'ils intègrent et nous attachons à déterminer si les états financiers consolidés présentent les différentes opérations et les faits de façon à donner une image fidèle des actifs des passifs de la situation financière et des performances financières du Groupe conformément aux normes IFRS adoptées par l'Union européenne et aux exigences supplémentaires du droit commercial allemand définies au § 315e alinéa 1 du Code de commerce allemand (HGB).

Nous nous attachons à obtenir des preuves suffisantes et appropriées concernant les informations financières relatives aux entités ou aux activités du Groupe afin d'exprimer un avis sur les états financiers consolidés et le rapport de gestion du Groupe. Nous sommes responsables de la direction de la supervision et de la réalisation du contrôle portant sur le Groupe. Nous demeurons seuls responsables de nos avis.

Nous évaluons la cohérence du rapport de gestion du Groupe avec les états financiers consolidés sa conformité au droit allemand ainsi que l'image qu'il donne de la situation du Groupe.

Nous suivons des procédures de contrôle des informations prospectives présentées par les directeurs généraux dans le cadre du rapport de gestion du Groupe. Nous évaluons en particulier sur la base de preuves suffisantes et appropriées les hypothèses significatives sur lesquelles sont fondées les informations prospectives communiquées par les directeurs généraux et nous attachons à déterminer si les écarts entre ces hypothèses et les informations prospectives en question sont justifiés. Nous n'exprimons pas d'avis distinct portant sur les informations prospectives et les hypothèses sur lesquelles celles-ci sont fondées. Il existe un risque important et inévitable que les événements qui se produiront à l'avenir diffèrent de manière significative des informations prospectives.

Nous communiquons avec les personnes en charge de la gouvernance en ce qui concerne entre autres sujets le périmètre du contrôle et le calendrier prévu ainsi que les conclusions significatives y compris toutes insuffisances significatives en matière de contrôle interne que nous pourrions constater au cours de notre contrôle.

Nous fournissons également aux personnes en charge de la gouvernance une déclaration selon laquelle nous nous sommes conformés aux règles applicables en matière d'indépendance et les informons de toutes relations et de toutes autres questions dont il pourrait être raisonnablement considéré qu'elles affectent notre indépendance. Nous les informons également le cas échéant des précautions prises à cet égard.

À partir de nos échanges avec les personnes en charge de la gouvernance nous déterminons les questions qui ont été les plus significatives dans le cadre du contrôle des états financiers consolidés de la période en cours et qui constituent par conséquent des questions essentielles aux fins de notre contrôle. Nous faisons état de ces questions dans notre rapport à moins que la législation ou la réglementation n'interdise que ces questions soient rendues publiques.

AUTRES EXIGENCES LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

AUTRES INFORMATIONS DEVANT ETRE FOURNIES EN VERTU DE L'ARTICLE 10 DU REGLEMENT DE L'UE RELATIF AU CONTROLE DES COMPTES

Nous avons été élus en qualité de commissaires aux comptes du Groupe par l'Assemblée générale annuelle du 20 mars 2018. Notre mission nous a été confiée par le Conseil de surveillance le 14 juin 2018. Nous exerçons la fonction de commissaires aux comptes du Groupe Volkswagen Bank GmbH (Braunschweig) depuis l'exercice 1949.

Nous déclarons que les avis exprimés dans le présent rapport présentent une cohérence avec le rapport supplémentaire soumis au Comité d'audit en application de l'article 11 du Règlement de l'UE relatif au contrôle des comptes (rapport intégral).

COMMISSAIRE AUX COMPTES ALLEMAND RESPONSABLE DE LA MISSION

Le Commissaire aux comptes allemand responsable de la mission est Burkhard Eckes.

Hanovre le 21 février 2019

PricewaterhouseCoopers GmbH
Wirtschaftsprüfungsgesellschaft

Burkhard Eckes représentée Mirko Braun
Wirtschaftsprüfer Wirtschaftsprüfer
(German Public Auditor) (German Public Auditor)

Rapport du Conseil de Surveillance de Volkswagen Bank GmbH

Pendant l'exercice considéré le Conseil de surveillance s'est régulièrement penché sur la situation et l'évolution de la Société. La Direction lui a régulièrement fourni en temps utile à la fois verbalement et par écrit des informations complètes portant sur les aspects essentiels de la planification sur la situation de la Société y compris en termes de risques et de gestion des risques et sur l'évolution de l'activité. Sur la base de ces rapports de la Direction le Conseil de surveillance a continuellement contrôlé la conduite de l'activité de la Société et a ainsi été en mesure d'exercer sans aucune restriction les fonctions qui lui sont attribuées par la loi et par les statuts. L'ensemble des décisions d'importance fondamentale pour la Société et des autres opérations nécessitant selon les règles de fonctionnement l'autorisation du Conseil de surveillance ont été examinées et discutées avec la Direction avant toute prise de décision.

Le Conseil de surveillance comprend douze membres. Il a tenu quatre réunions ordinaires au cours de l'exercice considéré ; il n'a tenu aucune réunion extraordinaire. Le taux moyen de participation des membres a été de 94 %. Trois membres du Conseil de surveillance ont participé aux trois réunions. Tous les autres membres ont participé aux quatre réunions. Deux décisions ont été prises par écrit et une décision a été prise par le Président du Conseil de surveillance selon la procédure accélérée.

ACTIVITES DES COMITES

Le Conseil de Surveillance a constitué des comités conformément à la section 25d de la loi allemande concernant le secteur bancaire (Kreditwesengesetz (KWG)).

Comité d'audit

Le Comité d'audit a tenu deux réunions ordinaires et une réunion extraordinaire au cours de l'exercice. Au cours de l'exercice aucune question urgente n'a dû faire l'objet d'une décision écrite au moyen d'un mémorandum circulaire. Tous les membres du Comité d'audit ont été présents aux réunions.

Lors de sa réunion du 2 mars 2018 le Comité d'audit a examiné les états financiers annuels et le rapport de gestion les états financiers consolidés et le rapport de gestion du Groupe de Volkswagen Bank GmbH relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017 ainsi que la proposition d'affectation du résultat. Dans le cadre de cet examen le Comité d'audit a discuté avec les vérificateurs externes des rapports relatifs à l'audit des états financiers annuels du rapport de gestion des états financiers consolidés et du rapport de gestion Groupe de Volkswagen Bank GmbH ainsi que des transactions et questions d'importance significative liées à l'information financière. Le Comité d'audit a recueilli des informations détaillées destinées à déterminer la mesure dans laquelle ont existé des relations de nature professionnelle financière ou autres entre les vérificateurs externes et la Société et/ou ses organes dirigeants afin d'apprécier l'indépendance de ces vérificateurs. À cet égard le Comité d'audit a obtenu des informations relatives aux prestations que les vérificateurs externes avaient exécuté en faveur de la société en plus de leurs activités de vérification ainsi que des informations de nature à lui permettre de déterminer s'il existait des motifs d'exclusion ou des indices de défaut d'objectivité. Après examen approfondi du degré d'indépendance des vérificateurs externes le Comité d'audit a formulé à l'intention de l'associé unique une recommandation relative au choix des vérificateurs externes et a rédigé en vue de l'Assemblée générale annuelle la résolution portant sur la mission de vérification. En outre le Comité a reçu des rapports relatifs aux progrès accomplis dans l'application d'IFRS 9 dans l'application du Règlement général européen sur la protection des données ainsi que des procédures de contrôle interne et externe et portant sur les conclusions correspondantes. Le Comité s'est en outre penché sur les résultats du processus de pré-sélection suivi en vue du choix d'un nouveau commissaire aux comptes.

Le Comité d'audit a consacré l'intégralité de sa réunion extraordinaire du 1^{er} novembre 2018 au processus de sélection suivi en vue de la nomination d'un nouveau commissaire aux comptes dont la mission doit débuter en 2020 et a formulé sa recommandation à cet égard à l'intention du Conseil de surveillance. La recommandation du Comité d'audit a consisté à formuler deux propositions et à indiquer sa préférence pour l'une des deux sociétés proposées.

Lors de sa réunion du 13 décembre 2018 le Comité d'audit a discuté de la planification des contrôles de questions clés ayant trait aux contrôles ainsi que des obligations pour les contrôleurs externes de fournir des informations puis a préparé à l'intention du Conseil de surveillance une proposition en vue du choix du commissaire aux comptes pour l'exercice en cours. Les contrôleurs externes ont également rendu compte des résultats significatifs des contrôles préliminaires. Le Comité a ensuite entendu un rapport portant sur les conclusions d'un certain nombre de contrôles externes ainsi qu'un rapport du Directeur de l'Audit Interne. Enfin le Comité d'audit s'est penché sur les services fournis par les contrôleurs au cours de l'exercice considéré.

Comité des risques

Le Comité des Risques a tenu trois réunions ordinaires au cours de l'exercice. Au cours de l'exercice aucune question urgente n'a dû faire l'objet d'une décision écrite au moyen d'un mémorandum circulaire. Tous les membres du Comité des risques ont été présents aux réunions.

Lors de sa réunion du 2 mars 2018 le Comité des risques a discuté de la fréquence et de la teneur des rapports portant sur la stratégie et les risques que la Direction est tenue de lui présenter. Le Comité s'est ensuite penché sur la gestion des risques en particulier la stratégie concernant les risques et leur atténuation et a entendu un rapport portant sur les activités en cours de la Banque centrale européenne ainsi qu'un rapport portant sur les progrès accomplis en matière de résiliation des contrats de prêt.

Lors de sa réunion du 28 mai 2018 le Comité des risques a débattu du plan de recouvrement de Volkswagen Bank de la situation actuelle observée en matière de résiliation des contrats de prêt et de l'étude consistant à déterminer la façon dont le risque le capital et les structures de liquidité sont pris en compte ainsi que de la probabilité/des dates d'échéance des revenus (produits) dans le cadre de la détermination des primes au sein du système de rémunération.

Lors de sa réunion du 13 décembre 2018 le Comité a entendu des rapports portant sur la culture du risque les résultats obtenus par Volkswagen Bank GmbH lors des tests de résistance réalisés en 2018 par la Banque centrale européenne ainsi que sur le plan de recouvrement et de règlement. Le Comité a également discuté de la gestion des taux d'intérêts et des taux de change de l'utilisation limite au sein de la filiale britannique Volkswagen Financial Services (UK) ainsi que des conditions appliquées à l'égard de la clientèle par comparaison avec le modèle d'entreprise et la structure des risques.

Comité des rémunérations

Le Comité des rémunérations a tenu une réunion ordinaire au cours de l'exercice. Une décision portant sur le consentement à une décision anticipée de la Direction concernant les prêts accordés aux organes exécutifs a été prise par écrit. Tous les membres du Comité d'audit ont été présents aux réunions.

Lors de sa réunion du 2 mars 2018 le Comité des rémunérations a discuté des contraintes et de la détermination du montant total disponible pour les rémunérations variables (enveloppe de primes) conformément au Règlement allemand intitulé *Institutsvergütungsverordnung* (IVV – Règlement allemand régissant les rémunérations au sein des établissements) de l'examen des contributions négatives aux performances conformément à la section 20(5) du Règlement IVV ainsi que de l'approbation de rémunérations variables plus élevées.

Lors de sa réunion du 23 avril 2018 le Comité a uniquement discuté des rémunérations des membres de la Direction. Le 18 mai 2018 le Comité a demandé au responsable des rémunérations de lui expliquer le programme défini aux fins de la mise en application de la version 3.0 du Règlement IVV.

Le 19 septembre 2018 le Comité des rémunérations a traité de la nomination du responsable des rémunérations adjoint et du caractère approprié ou non des rémunérations conformément à la section 12 du Règlement IVV. En outre le Comité a demandé que lui soit expliqué le processus d'analyse de la prise de risques.

Lors de sa réunion du 13 décembre 2018 le Comité des rémunérations s'est attaché à déterminer la prime qui serait versée au sein de Volkswagen Bank s'est penché sur les changements spécifiquement introduits par le Règlement IVV en matière de contributions négatives aux performances et en matière de durabilité ainsi que sur les résultats de l'analyse de la prise de risques. Enfin le responsable des rémunérations a présenté le rapport portant sur les rémunérations

Comité des nominations

Le Comité des nominations a tenu une seule réunion au cours de l'exercice à laquelle tous ses membres ont été présents. Aucune décision écrite n'a été prise au cours de l'exercice considéré.

Les questions traitées par le Comité lors de sa réunion du 1^{er} octobre 2018 ont été les suivantes : évaluation annuelle de la Direction et du Conseil de surveillance offre de formations destinées aux membres du Conseil de surveillance (formation continue) et fixation d'objectifs relatifs à la proportion de femmes au sein de Volkswagen Bank GmbH. Enfin le Comité a traité de la prolongation de la durée des fonctions de l'un des Directeurs Généraux.

Comité des crédits

Il incombe au Comité des crédits de donner son autorisation sur des questions que le Conseil de surveillance doit traiter en vertu de la loi et selon les règles de fonctionnement dans le domaine des engagements pris en matière de prêt des acceptations de sûretés de cautionnements et d'obligations similaires des emprunts souscrits par la Société des achats de créances ainsi que des contrats-cadres régissant les acceptations de créances. Le Comité des crédits est composé de trois membres du Conseil de surveillance et prend ses décisions par écrit.

Aucune autre réunion de Comité ne s'est tenue au cours de l'exercice considéré.

Les membres des Comités se sont également consultés mutuellement en plusieurs occasions et ont été constamment en contact avec la Direction en dehors de leurs réunions. Il a été rendu compte des activités des différents Comités au cours des réunions plénières du Conseil de surveillance.

QUESTIONS DISCUTEES PAR LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

Lors de sa réunion du 2 mars 2018 le Conseil de surveillance a examiné dans le détail puis approuvé les états financiers consolidés de l'exercice 2017 établis par la Direction ainsi que les états financiers annuels de Volkswagen Bank GmbH. Ont également été discutés un ensemble de règles portant sur la façon de traiter les conflits d'intérêts la planification des investissements ainsi qu'une actualisation des règles définies en matière d'investissements. Enfin le Conseil de surveillance a approuvé un certain nombre de mesures relevant du droit des sociétés en lien avec le regroupement des activités de prêt européennes de Volkswagen Bank GmbH et avec leur séparation des autres activités de Volkswagen Financial Services AG.

À la fois au cours de cette réunion et au cours de celles du 29 mai du 19 septembre et du 13 décembre 2018 la Direction nous a communiqué des rapports complets relatifs à la situation économique et financière de la Société.

Lors de sa réunion du 28 mai 2018 le Conseil de surveillance s'est penché en particulier sur le programme OPEX (*operational excellence* excellence opérationnelle) et a entendu un rapport de la Direction portant sur les exigences réglementaires.

Le 19 septembre le Conseil de surveillance a en premier lieu traité de questions d'organisation. Il a ensuite approuvé à l'issue d'une consultation détaillée le programme financier et d'investissement à moyen terme de la Banque et du Groupe et a pris connaissance d'un rapport portant sur les orientations stratégiques de Volkswagen Bank. Il s'est en outre penché sur la fermeture des succursales Banque Directe sur les mécanismes de gestion concernant le marché français et sur les préparatifs en vue de l'examen prochain de la Banque centrale européenne. Enfin le Conseil de surveillance a approuvé d'autres mesures relevant du droit des sociétés liées au regroupement des activités de prêt européennes de Volkswagen Bank GmbH et à leur séparation des autres activités de Volkswagen Financial Services AG.

Lors de sa réunion du 13 décembre 2018 le Conseil de surveillance a principalement traité du projet du Groupe Volkswagen intitulé « Together 4 Integrity » d'un rapport d'avancement relatif à l'examen mené par la Banque centrale européenne ainsi que de la politique d'achat concernant les transactions sur titres adossés à des actifs. Ont également été discutés les effets sur Volkswagen Bank GmbH de la norme relative aux essais d'homologation des véhicules (WLTP) la fixation d'objectifs relatifs à la proportion de femmes ainsi que le choix d'un nouveau contrôleur externe dont la mission doit débiter en 2020. Le Conseil de surveillance a également discuté des résultats de l'évaluation annuelle de la Direction et du Comité de surveillance conformément à la section 25d de la loi allemande intitulée *Kreditwesengesetz* (KWG – loi bancaire allemande) ainsi que des programmes de formation proposés aux membres du Conseil de surveillance. Enfin le Conseil a prolongé le mandat d'un membre de la Direction et approuvé la création aux Pays-Bas d'une société spécialisée dans les services de paiement.

Lors de chacune de ces réunions les présidents des différents comités ont rendu compte dans le détail de la teneur des réunions des comités en question.

CONTROLE DES ETATS FINANCIERS ANNUELS ET CONSOLIDES

PricewaterhouseCoopers GmbH société spécialisée dans le contrôle des comptes (Wirtschaftsprüfungsgesellschaft) basée à Hanovre s'est vu confier la mission de contrôler à la fois les états financiers consolidés du Groupe Volkswagen Bank GmbH conformément aux normes IFRS et les états financiers annuels de Volkswagen Bank GmbH conformément au Code de commerce allemand (HGB) pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 y compris le système comptable et les rapports de gestion.

Les états financiers consolidés du Groupe Volkswagen Bank GmbH conformes aux normes IFRS et les états financiers annuels de Volkswagen Bank GmbH conformes au Code de commerce allemand (HGB) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018 ainsi que les rapports de gestion ont été présentés au Conseil de surveillance. Le commissaire aux comptes PricewaterhouseCoopers

GmbH société spécialisée dans le contrôle des comptes (Wirtschaftsprüfungsgesellschaft) basée à Hanovre a contrôlé ces états financiers y compris le système comptable et les rapports de gestion et a produit dans chaque cas un avis ne comportant aucune réserve.

Le Conseil de surveillance adhère aux conclusions de ces contrôles. Il n'a pas eu de réserve à formuler à la suite de son examen des états financiers consolidés et des états financiers annuels y compris les rapports de gestion. Les vérificateurs indépendants étaient présents lorsque ce point de l'ordre du jour a été traité durant la réunion du Conseil de surveillance. Ils ont rendu compte des principales conclusions du contrôle qu'ils avaient réalisé.

Lors de sa réunion du 7 mars 2019 le Conseil de surveillance a approuvé à la fois les états financiers consolidés et les états financiers annuels de Volkswagen Bank GmbH établis par la Direction. Les états financiers consolidés et les états financiers annuels ont ainsi été adoptés.

Conformément au contrat existant conclu en matière de contrôle et de transfert des résultats les bénéfices constatés dans les états financiers de Volkswagen Bank GmbH relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018 ont été transférés à Volkswagen AG.

Le Conseil de surveillance souhaite à présent exprimer sa gratitude aux membres de la Direction du Comité d'entreprise aux cadres ainsi qu'à l'ensemble des salariés de Volkswagen Bank GmbH et des sociétés qui lui sont apparentées et leur dire combien il apprécie leur travail. L'engagement de chacune et de chacun d'entre vous de très grande qualité a grandement favorisé la croissance de Volkswagen Bank GmbH.

Braunschweig 7 mars 2019

Dr. Jörg Boche

Président du Conseil de surveillance

NOTE RELATIVE AUX INDICATIONS DONNÉES À TITRE PRÉVISIONNEL

Le présent rapport contient des indications relatives à l'évolution future de l'activité de Volkswagen Bank GmbH. Ces indications sont fondées sur des hypothèses concernant l'évolution de l'économie mondiale ainsi que les marchés financiers et automobiles que Volkswagen Bank GmbH a conçues sur la base des informations dont elle dispose et qu'elle considère comme réalistes au moment où ce document est imprimé. Les estimations dont il est fait état comprennent une part de risque et les évolutions qui seront constatées en réalité pourraient différer de ces prévisions.

Si les évolutions effectivement constatées s'écartent de ces prévisions et hypothèses ou si des faits imprévus se produisent qui ont un impact sur l'activité de Volkswagen Bank GmbH l'évolution de son activité en sera affectée.

PUBLIÉ PAR

Volkswagen Bank GmbH
Gifhorner Strasse 57
38112 Braunschweig Allemagne
Téléphone + 49 (0) 531 212-0
info@vwfs.com
www.vwfs.com

RELATIONS INVESTISSEURS

Téléphone + 49 (0) 531 212-30 71
ir@vwfs.com

Produit en interne à l'aide de firesys

Ce rapport annuel est également disponible en allemand à l'adresse www.vwfsag.de/gbbank18.